



unesco

Convention du
patrimoine mondial

45 COM

WHC/23/45.COM/5A
Paris, le 4 juillet 2023
Original : anglais

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**Quarante-cinquième session élargie
Riyad, Royaume d'Arabie saoudite
10-25 septembre 2023**

**Point 5A de l'Ordre du jour provisoire :
Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des
décisions du Comité du patrimoine mondial**

Résumé

Ce document présente, de manière synthétique, les activités et les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques au regard du résultat escompté défini dans le Programme approuvé 40 C/5 depuis la 44^e session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021), pour la période considérée allant de juillet 2021 à mai 2023. L'accent a été mis sur les résultats des activités qui ne sont pas traitées dans les documents de travail et d'information préparés pour la 44^e session élargie. Des informations complémentaires sur l'ensemble des activités du Centre du patrimoine mondial sont consultables à l'adresse <https://whc.unesco.org/fr/activites/>

Projet de décision : 45 COM 5A, voir point VI

Table des matières

I.	INTRODUCTION	2
II.	OBLIGATIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL	2
III.	RESULTAT ESCOMPTE	3
A.	INDICATEUR DE PERFORMANCE 1 : ORGANES DIRECTEURS.....	3
B.	INDICATEUR DE PERFORMANCE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES	6
C.	INDICATEUR DE PERFORMANCE 3 : SOCIETE CIVILE ET COMMUNAUTES.....	8
D.	INDICATEUR DE PERFORMANCE 4 : CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE / ODD	12
E.	INDICATEUR DE PERFORMANCE 5 : LISTES INDICATIVES ET PROPOSITIONS D'INSCRIPTION.....	18
IV.	RAPPORT SUR LES PROGRAMMES THEMATIQUES	20
A.	PROGRAMME POUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT (HTTPS://WHC.UNESCO.ORG/FR/SIDS/).....	20
B.	PROGRAMME D'EDUCATION AU PATRIMOINE MONDIAL (HTTPS://WHC.UNESCO.ORG/FR/EDUCATION/)	21
C.	PROGRAMME SUR LE PATRIMOINE MONDIAL ET LE TOURISME DURABLE (HTTPS://WHC.UNESCO.ORG/FR/TOURISME/)	21
D.	PROGRAMME DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL (HTTPS://WHC.UNESCO.ORG/FR/VILLES/).....	22
E.	PROGRAMME MARIN DU PATRIMOINE MONDIAL(HTTPS://WHC.UNESCO.ORG/FR/PROGRAMME-MARIN)	23
F.	VOIE A SUIVRE POUR LES PROGRAMMES THEMATIQUES	24
V.	SYNERGIES AVEC D'AUTRES CONVENTIONS ET PROGRAMMES	25
A.	CONVENTIONS ET PROGRAMMES CULTURELS	26
B.	CONVENTIONS ET PROGRAMMES AYANT TRAIT A LA BIODIVERSITE.....	26
VI.	PRINCIPAUX DÉFIS ET VOIES À SUIVRE	29
A.	GOUVERNANCE	29
B.	IMPACT DE LA PANDEMIE DE COVID-19.....	29
C.	CHANGEMENT CLIMATIQUE	30
D.	PRIORITE AFRIQUE	31
E.	DEFIS OPERATIONNELS	31
VII.	PROJET DE DÉCISION	32
	ANNEXE 1 RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE D'AOÛT 2021 A MAI 2023)	33
	ANNEXE 2 ACTIONS REQUISES PAR LA 44^E SESSION DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL (FUZHOU/EN LIGNE, 2021)	88
	ANNEXE 3 REUNIONS D'EXPERTS SUR LE PATRIMOINE MONDIAL ET AUTRES REUNIONS RELATIVES AU PATRIMOINE MONDIAL AOUT 2021 – DECEMBRE 2023	100
	ANNEXE 4 RAPPORT SUR L'AUTORISATION D'UTILISATION DE L'EMBLÈME DU PATRIMOINE MONDIAL	109
	ANNEXE 5 INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL	119

I. INTRODUCTION

1. Dans un souci de conformité aux processus de soumission de rapports des organes directeurs des différentes Conventions pour la culture, l'organisation des informations suivantes a été simplifiée afin de mettre en lumière les synergies entre les conventions en soulignant l'évaluation stratégique globale des activités du Secrétariat, ses principales réalisations et les difficultés rencontrées.

II. OBLIGATIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

2. En tant que Secrétariat de la Convention du patrimoine mondial, le **Centre du patrimoine mondial** (ci-après simplement appelé le « Secrétariat ») assure la coordination de toutes les questions relatives au patrimoine mondial au sein de l'UNESCO. Il a pour missions principales d'assurer la gestion de la Convention au quotidien, d'organiser les sessions des organes directeurs de la Convention, d'assister et d'apporter soutien et conseils aux États parties pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.
3. Le Centre du patrimoine mondial compte actuellement 28 postes établis financés au titre du Programme ordinaire de l'UNESCO (2 postes de direction, 17 postes professionnels et 9 postes d'agents des services généraux), au service de tous les États parties. Le personnel professionnel (17 postes) est réparti entre l'Unité politique générale et réunions statutaires (2 postes), l'Unité propositions d'inscription (1 poste) et les cinq Unités régionales et l'Unité du patrimoine naturel (14 postes), et met en œuvre de nombreuses activités, comme indiqué dans les parties II, III, IV et V ci-dessous, afin d'assurer la bonne mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et le suivi des décisions adoptées par ses organes directeurs. De plus, 28 postes sont financés par des ressources volontaires / en nature. Plusieurs de ces postes sont financés grâce au généreux soutien de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Chine, de la France, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, de Monaco, de la Norvège, de l'Oman, des Pays-Bas, du Royaume d'Arabie saoudite, de la République de Corée, de la Serbie, de la Suède et de l'Espagne, sous forme de détachements, d'administrateurs auxiliaires, d'engagements au titre de projets extrabudgétaires ou par des contributions au sous-compte dédié aux ressources humaines.
4. Dans le domaine de la **Gestion des connaissances**, les bases de données répertoriant les propositions d'inscription et l'état de conservation élaborées par le Centre du patrimoine mondial et disponibles sur son site internet en font une référence mondiale en matière de patrimoine. Entre 2021 et 2022, le site Internet du Centre du patrimoine mondial (<https://whc.unesco.org>), a connu une augmentation de 36,19 % à 39,12 % des pages consultées et de 26,45 % à 29,81 % des visites sur l'ensemble des sites Internet de l'UNESCO (données Googleanalytics).
5. En matière de **communication et de sensibilisation**, les réseaux sociaux représentent une part significative des activités de communication et de mobilisation du Secrétariat, qui utilise Twitter, Facebook et Instagram pour diffuser les actualités sur le patrimoine mondial, les activités, les concours, les appels à propositions et renforcer les capacités. Des messages au sujet du patrimoine mondial ont été diffusés chaque semaine sur les plates-formes de réseaux sociaux de l'UNESCO (10 971 013 abonnés au total) en anglais, français, russe et espagnol. Un numéro spécial de la revue Patrimoine Mondial sur la Chine a été publié en amont de la 44^e session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021) en collaboration avec les autorités chinoises, et largement diffusé. D'autres numéros de la revue ont traité du changement climatique, des nouveaux sites du patrimoine mondial et des liens du patrimoine mondial avec le secteur privé. Un numéro spécial de la revue a

également été publié à l'occasion du 50^e anniversaire de la Convention. Enfin, un numéro spécial de la revue du patrimoine mondial au Royaume d'Arabie saoudite sera également publié à l'occasion de la 45^e session élargie (Riyad, 2023) en collaboration avec les autorités saoudiennes, et celui-ci sera largement diffusé.

III. RESULTAT ESCOMPTE

6. Les activités du Centre du patrimoine mondial depuis la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/en ligne, 2021) soutiennent la Stratégie à moyen terme actuelle (2022-2029) et le résultat escompté 1 du Grand programme IV : « **Identification, protection, suivi et gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972** » conformément au programme et au budget pour 2020-2021(40 C/5).
7. Le résultat escompté comporte 5 indicateurs de performance (IP) définis dans le 40 C/5, à savoir :
 - IP 1 Bonne gouvernance de la Convention de 1972, comme en témoignent les résolutions/décisions prises par les organes directeurs
 - IP 2 Nombre de biens du patrimoine mondial dans lesquels les capacités de conservation et de gestion sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2
 - IP 3 Nombre d'acteurs de la société civile, dont des jeunes et des femmes, qui contribuent à la conservation des biens du patrimoine mondial et à l'éducation au patrimoine mondial dans le cadre de projets et initiatives de l'UNESCO
 - IP 4 Nombre de biens du patrimoine mondial dans lesquels les ODD et la politique de développement durable du patrimoine mondial sont intégrés dans la conservation et la gestion
 - IP 5 Nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des listes indicatives et pourcentage de propositions d'inscription conformes aux conditions prescrites
8. Une attention particulière est portée aux deux priorités globales de l'UNESCO, l'Afrique et l'égalité des genres, dans toutes les activités du Secrétariat, ainsi qu'aux groupes cibles prioritaires, les jeunes et les petits États insulaires en développement (PEID). À cet égard, la priorité Afrique est inscrite depuis 2018 à l'ordre du jour du Comité du patrimoine mondial et le Document WHC/23/45.COM/5C relatif à la priorité Afrique comporte plus de détails.
9. Le Secrétariat a entrepris un grand nombre d'activités, qui figurent à l'annexe 1. Les principaux résultats sont présentés ci-après et illustrés par une liste non-exhaustive d'exemples concrets.

A. Indicateur de performance 1 : Organes directeurs

10. Le nombre d'États parties à la Convention du patrimoine mondial est passé à 195 depuis la 44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial (Fuzhou/en ligne, 2021) et depuis la ratification des Tuvalu le 18 mai 2023 (entrée en vigueur : 18 août 2023). Avec cette nouvelle ratification, la Convention du patrimoine mondial s'approche d'une reconnaissance universelle, étant l'un des instruments juridiques les plus ratifiés au monde.
11. Pour tenir compte de l'évolution de la situation sanitaire, les réunions statutaires ainsi que les réunions de trois groupes de travail à composition non limitée et de plusieurs autres groupes de travail ont été organisées selon différentes modalités (en ligne et/ou en présentiel), ce qui a permis d'assurer la continuité des travaux de la Convention

malgré les circonstances défavorables. Le Secrétariat a dès lors assuré la bonne organisation de la 44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial (Fuzhou/en ligne) en juillet 2021, de la 23^e session de l'Assemblée générale des États parties (novembre 2021) et des 16^e (novembre 2021), 17^e (décembre 2022) et 18^e (janvier 2023) sessions extraordinaires du Comité du patrimoine mondial, ainsi que de deux réunions du Bureau du Comité du patrimoine mondial en juillet 2022.

12. La 44^e session élargie du Comité, qui s'est tenue du 16 au 31 juillet 2021, a été unique dans la mesure où elle s'est déroulée entièrement en ligne, avec la présidence assurée de Fuzhou (Chine), et où l'ordre du jour a couvert une année supplémentaire du fait de l'absence de session en 2020. Cette session a permis d'examiner plus de 39 propositions d'inscription et de prendre plus de 250 décisions concernant l'état de conservation de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et la Liste du patrimoine mondial en péril. Elle a également contribué à aborder des problématiques majeures telles que le changement climatique et les sites associés aux mémoires de conflits récents (voir <https://whc.unesco.org/fr/sessions/44COM/>).
13. Lors de la 23^e session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en novembre 2021 en présentiel au siège de l'UNESCO, des problématiques majeures ont été abordées, telles que des mesures possibles concernant des arriérés de paiement au Fonds du patrimoine mondial, le futur de la Convention du patrimoine mondial et le 50^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial en 2022 (voir Document WHC/23/45COM/13 pour plus de détails), ainsi que le Document d'orientation sur l'action climatique pour le patrimoine mondial. L'Assemblée générale a également soutenu la Déclaration de principes afin de promouvoir la solidarité internationale et la coopération pour préserver le patrimoine mondial et a procédé aux élections au Comité du patrimoine mondial (voir <https://whc.unesco.org/fr/sessions/23GA>).
14. Lors de sa 16^e session extraordinaire qui s'est tenue en présentiel au siège de l'UNESCO en marge de la 23^e session de l'Assemblée générale, le Comité a élu l'Argentine et l'Italie comme vice-présidentes et Mme Shikha Jain (Inde) comme Rapporteuse de sa 45^e session (voir <https://whc.unesco.org/fr/sessions/16EXTCOM>).
15. La 17^e session extraordinaire du Comité s'est tenue en décembre 2022 en présentiel au siège de l'UNESCO et en ligne pour les États parties observateurs. À cette occasion, le Comité a rappelé que la 45^e session du Comité avait été reportée par le Bureau le 21 avril 2022, et a décidé de suspendre l'article 2.1 de son Règlement intérieur pour la session ordinaire de 2022, et de se réunir à nouveau en session extraordinaire dans le courant du mois de janvier 2023 pour prendre une décision sur la date, le lieu et le document final du Groupe de travail à composition non limitée sur les sites de mémoire associés aux conflits récents, et examiner l'ordre du jour provisoire de sa 45^e session, ainsi que toute autre question (voir <https://whc.unesco.org/fr/sessions/17EXTCOM>).
16. La 18^e session extraordinaire du Comité s'est tenue en janvier 2023 en présentiel au siège de l'UNESCO. Le Comité a décidé de tenir sa 45^e session élargie en présentiel du 10 au 25 septembre 2023 à Riyad, au Royaume d'Arabie saoudite, sous la présidence de Son Excellence Mme Haifa Al Mogrin, Ambassadrice, Déléguée permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'UNESCO. Le Comité a adopté par consensus le projet de décision recommandé par le groupe de travail à composition non limitée sur les sites de mémoire associés à des conflits récents et a décidé de lever le moratoire sur l'évaluation de ces sites afin que leurs propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial soient évaluées au cas par cas. En outre, le Comité a décidé que les procédures seront appliquées de manière à permettre, pour les États parties qui en ont fait la demande lors de la 18^e session extraordinaire, leur examen par le Comité lors de sa 45^e session élargie. Enfin, le Comité a inscrit les trois sites suivants simultanément sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril : La « Foire internationale Rachid Karameh » (Liban), le « Centre historique d'Odessa » (Ukraine) et

les « Hauts lieux de l'ancien royaume de Saba, Marib » (Yémen) (voir <https://whc.unesco.org/fr/sessions/18EXTCOM/>).

17. Plus de 70 documents de travail et d'information ont été préparés par le Secrétariat pour ces réunions statutaires et distribués dans les délais réglementaires. Les rapports de décision et la documentation qui y est liée ont également été mis en ligne et peuvent être consultés aux adresses web susmentionnées.
18. En organisant des réunions d'orientation pour les membres du Comité et des réunions d'information pour tous les États parties, le Secrétariat continue d'aider les membres du Comité et les États parties et de les préparer pour les sessions du Comité et leur permet de mieux comprendre les questions relevant des principales procédures statutaires comme les processus de proposition d'inscription, le suivi réactif et les questions de procédure. La première réunion d'orientation en vue de la 45^e session élargie du Comité doit normalement se tenir début juillet 2023, comme la réunion d'information et une séance d'information sur le budget, à la demande du Comité.
19. Le Centre du patrimoine mondial s'est également assuré de la bonne organisation et de la préparation de la documentation requise pour faciliter le travail des groupes de travail à composition non limitée et des groupes de travail qui ont été constitués par le Comité et/ou l'Assemblée générale :
 - a) le groupe de travail à composition non limitée des États parties à la Convention, chargé d'élaborer un code de conduite, une déclaration de principes déontologiques ou un texte équivalent a organisé neuf réunions en ligne entre mars et octobre 2021 et a présenté un texte consensuel qui a été approuvé par l'Assemblée générale des États parties en novembre 2021 (voir aussi le paragraphe relatif à la gouvernance) ;
 - b) le groupe de travail à composition non limitée des États parties à la Convention constitué par le Comité à sa 44^e session élargie afin d'élargir le cadre des réflexions sur les lieux de mémoire de conflits récents a organisé neuf réunions entre novembre 2021 et juin 2022. Ses conclusions ont été présentées au point 4 de l'ordre du jour de la 18^e session extraordinaire du Comité en janvier 2023 ;
 - c) le groupe d'experts sur le changement climatique et le patrimoine mondial, demandé par le Comité du patrimoine mondial en 2021, chargé d'étudier les révisions à apporter au Document d'orientation sur l'action climatique pour le patrimoine mondial, s'est réuni en avril 2022 (voir <https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/>) ;
 - d) le Groupe de travail à composition non limitée des États parties, créé par l'Assemblée générale en 2021 et chargé d'élaborer la version finale du document d'orientation et des propositions pour une mise en œuvre efficace, qui seront présentées pour examen à l'Assemblée générale des États parties lors de sa 24^e session en 2023, s'est réuni six fois entre mars 2022 et mai 2023 ; une dernière réunion est prévue en juillet 2023 (voir <https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/>).
20. Le Centre du patrimoine mondial s'est également assuré de la préparation de la documentation requise pour faciliter le travail de la réunion du groupe de travail *ad-hoc* entre deux sessions du Comité. Le groupe de travail *ad-hoc* a organisé plusieurs réunions entre janvier 2022 et juin 2023 pour discuter de la réforme du processus de proposition d'inscription et autres questions connexes, notamment, entre autres, de solutions durables et innovantes pour financer le processus de proposition d'inscription, ainsi que la pérennité financière à long terme de l'ensemble des nouveaux financements actuels et potentiels de la Convention et la cartographie des prestataires de services consultatifs supplémentaires actuels et potentiels. Les conclusions des travaux du groupe de travail *ad-hoc* sont présentées au point 11 de l'ordre du jour.

B. Indicateur de performance 2 : Renforcement des capacités

Activités de renforcement des capacités

21. Les demandes de renforcement des capacités sont restées à un niveau très élevé depuis la forte augmentation observée pendant la pandémie de Covid-19. Depuis la dernière session du Comité, le Centre du patrimoine mondial a organisé et/ou participé à de nombreuses activités de renforcement des capacités consacrées à la gestion des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions, à savoir la gestion du tourisme durable, l'adaptation au changement climatique, l'urbanisme, l'identification et la documentation du patrimoine, la surveillance des sites, la gestion du milieu marin, la gestion des risques, des conseils à destination du secteur privé concernant le principe de « zones interdites » et l'implication des communautés. Ces divers ateliers ont été mis en œuvre, le cas échéant, en coopération avec les centres de catégorie 2 compétents, les bureaux hors-siège de l'UNESCO, les Organisations consultatives, en particulier l'ICCROM, et d'autres partenaires.
22. Ces activités de renforcement des capacités ont notamment eu pour effets d'améliorer l'efficacité de la gestion des biens du patrimoine mondial et d'autres lieux du patrimoine qui pourraient un jour être inscrits ; de garantir la durabilité du transfert de connaissances de haut niveau ; de développer des projets dans les plans de gestion des risques de catastrophe et les systèmes de protection pour les sites du patrimoine mondial. Elles ont également permis l'élaboration de stratégies globales et une gestion renforcée des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril afin de les mettre sur la voie de leur retrait de cette liste, notamment dans les régions Afrique et États arabes, qui restent à ce jour les plus représentées sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
23. Le renforcement des capacités a également été effectué par la mise en œuvre d'études d'impact sur les biens du patrimoine mondial naturel et culturel. Cela a été notamment défini comme l'une des priorités dans la région des États arabes, en plus de la question de la prise en compte du développement durable dans les approches de conservation et de gestion, qui ont toutes deux fait l'objet d'un renforcement des capacités régionales. Le renforcement des capacités a également été soutenu à travers des activités relatives à la Stratégie globale et au développement de plans d'action sous-régionaux pour le patrimoine mondial dans les PEID des Caraïbes.
24. Le renforcement des capacités a également été traité dans le cadre de l'exercice de soumission des Rapports périodiques, notamment dans la région Asie-Pacifique, où des référents nationaux ont bénéficié de 16 sessions de formation qui leur ont fait acquérir le savoir-faire et les outils nécessaires pour participer pleinement à l'exercice de soumission des Rapports périodiques. Ils ont ainsi été en mesure de porter un regard critique sur leurs sites et de mieux cerner les problèmes quotidiens liés à la conservation et à la gestion. Le rapport final sur le troisième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques dans la région est consultable dans le Document WHC/23/45.COM/10A.
25. Le troisième cycle de soumission des Rapports périodiques a débuté dans la région Europe et Amérique du Nord par une réunion en ligne avec les points focaux nationaux les 20 et 21 octobre 2022. Cette réunion a été l'occasion de tirer les enseignements du deuxième cycle et de tirer parti de l'expérience d'autres pays qui ont déjà achevé la phase de soumission des rapports. Un peu plus de 80 représentants des États parties de la région ont reçu des informations clés sur les objectifs généraux de l'exercice ainsi que les dates clés du cycle.
26. Dans le cadre du troisième cycle de soumission des Rapports périodiques dans la région Amérique latine et Caraïbes, le Centre du patrimoine mondial a organisé le 10 février 2023 une réunion en ligne avec tous les États parties et les 15 et 16 février 2023 une réunion en ligne avec les points focaux en vue de former les bénéficiaires à la

préparation et au projet de Plan d'action du troisième cycle pour la région. Le rapport final sur le troisième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques dans la région est consultable dans le Document WHC/23/45.COM/10B.

27. Plusieurs activités ont été menées par l'Institut régional du patrimoine mondial de Zacatecas (IRPMZ, Mexique), institut de catégorie 2 placé sous l'égide de l'UNESCO, afin de renforcer les connaissances sur les composants des biens du patrimoine mondial en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que sur leur inscription et les bonnes pratiques relatives à leur gestion (voir l'annexe 1 pour plus de détails).
28. En outre, à l'occasion de son 10^e anniversaire, une évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités a été demandée par le Comité lors de sa 44^e session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021). Elle a été réalisée grâce à une généreuse contribution du Royaume d'Arabie Saoudite. Des informations plus détaillées sur cette activité et d'autres activités de renforcement des capacités sont disponibles dans le Document WHC/23/45.COM/6.
29. Les célébrations du 10^e anniversaire de la Recommandation de 2011 de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique (Recommandation de 2011) ont également été l'occasion de renforcer les capacités et la sensibilisation autour des problèmes liés à la gestion urbaine durable et des solutions correspondantes, à travers plusieurs thématiques des Laboratoires des villes du patrimoine mondial organisés avec des partenaires des différentes régions sous la forme de laboratoires d'innovation en ligne dédiés à l'analyse, l'apprentissage entre pairs et l'élaboration de stratégies pour la protection et la gestion des biens du patrimoine mondial en milieu urbain. L'apprentissage et le renforcement des capacités relatif aux bonnes pratiques en matière de conservation du patrimoine dans le cadre du développement durable sont également soutenus par la Canopée du patrimoine mondial, une plateforme numérique qui rassemble des solutions fondées sur le patrimoine en faveur du développement durable, avec des stratégies et pratiques innovantes qui intègrent la conservation du patrimoine au développement durable. L'*Atlas du patrimoine urbain*, outil numérique de cartographie culturelle et d'inventaire des attributs du patrimoine urbain sur une base de données SIG, renforce les capacités des gestionnaires de sites et d'autres autorités locales. La troisième consultation des États membres sur la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 a englobé 24 sessions de renforcement des capacités en ligne avec les autorités nationales et locales.
30. Afin de chercher à expliquer le nombre toujours faible d'experts africains travaillant pour la Convention, l'UNESCO a mis en œuvre un Programme de mentorat pour les professionnels africains du patrimoine mondial (2021-2024) en étroite collaboration avec le Fonds du patrimoine mondial africain (AWHF) et les Organisations consultatives. L'objectif est d'accroître progressivement le nombre, voire le rôle, des praticiens du patrimoine africain en faisant d'eux des experts qualifiés, plus investis dans la mise en œuvre des activités de la Convention du patrimoine mondial, notamment les processus de suivi réactif et de conseil. En avril 2023, pas moins de 20 mentorés africains (10 hommes et 10 femmes) étaient déjà inscrits. Vingt autres mentorés (10 hommes et 10 femmes) seront formés par 10 mentors à compter de mai 2023.
31. Conscient que les programmes sur le patrimoine ne traitent pas suffisamment des questions intrinsèques à la Convention du patrimoine mondial en Afrique, le Centre du patrimoine mondial a réalisé, en collaboration avec la Chaire UNESCO sur les Études sur le patrimoine africain et le développement durable à l'Université du Botswana et à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), une cartographie précise des établissements africains d'enseignement supérieur avec des programmes de recherche et d'enseignement sur le patrimoine. Le but visé était de tracer un tableau complet des données actuelles en matière de disponibilité de programmes scolaires et éducatifs offrant des débouchés professionnels et des perspectives de carrière sur le patrimoine,

afin de soutenir la mise en réseau de ces établissements ainsi que des centres de formation sous-régionaux.

C. Indicateur de performance 3 : Société civile et communautés

Activités éducatives ou projets qui ciblent spécifiquement la jeunesse

32. Le Centre du patrimoine mondial, par l'intermédiaire de son Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial (voir également Section IV.B. ci-après) et de sa large gamme d'activités et d'initiatives, a soutenu les capacités des États parties en encourageant l'éducation et la sensibilisation des jeunes au patrimoine dans le monde entier. Le Programme a continué à mobiliser les communautés locales (à travers des ONG, des organisations pour la jeunesse, des institutions, etc.) pour qu'elles travaillent aux côtés des gestionnaires de sites du patrimoine mondial, des commissions nationales de l'UNESCO et des délégations permanentes de l'UNESCO et qu'elles mettent en œuvre des activités pratiques de conservation sur les sites. Dans un effort concerté d'intégration du patrimoine mondial aux systèmes éducatifs destinés aux plus jeunes, le Programme a continué à fournir une assistance aux États parties (par l'intermédiaire de leurs commissions nationales) sous la forme de mallettes pédagogiques dans les langues nationales et régionales.
33. En reconnaissant la nécessité de renforcer les capacités et les compétences des jeunes professionnels du patrimoine à travers le monde, le Programme a organisé, en collaboration avec les États parties, des formations de renforcement des capacités au niveau régional et international pour fournir une expertise approfondie sur les enjeux de la conservation ainsi qu'une plateforme pour les échanges interculturels et les apprentissages réciproques chez les jeunes. En 2021, le Programme a mis en œuvre la première édition en ligne du Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial (Fuzhou/en ligne, 2021), qui a réuni des jeunes professionnels d'une trentaine d'États parties qui ont pu discuter, débattre et formuler leurs recommandations sur le thème « Patrimoine mondial et moyens de subsistance durables ». Un Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial se tiendra également en marge de la 45^e session élargie du Comité en 2023.
34. S'appuyant sur la vision de l'UNESCO de donner des moyens aux jeunes, en tant que groupe d'action prioritaire, le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, a réussi à mobiliser les jeunes autour du patrimoine mondial depuis sa création en 1995. Ces dernières années, les États parties et d'autres parties prenantes ont manifesté un regain d'intérêt en faveur de l'engagement des jeunes, qui sont les décideurs de demain. Toutefois, le programme rencontre actuellement de sérieuses difficultés de mise en œuvre. En effet, le montant des fonds pour le programme ne suffit ni à couvrir la mise en œuvre de ses principales activités et à développer de nouvelles initiatives ciblées qui répondent aux besoins globaux actuels ni à soutenir les ressources humaines nécessaires (en rappelant qu'il n'y a aucun poste pour le programme). Les États parties sont donc encouragés à verser des contributions volontaires, qui seront essentielles pour garantir la continuité et le bon fonctionnement du programme ainsi que pour renforcer l'engagement des jeunes en faveur de la protection, de la préservation et de la promotion du patrimoine mondial.
35. Le projet « Renforcement des capacités pour la participation des communautés et la gestion durable des biens du patrimoine mondial dans les pays andins: Ville de Potosi (Bolivie), Qhapaq Ñan, réseau de routes andin (Équateur) et Parc archéologique de San Agustín (Colombie) » a été mis en œuvre en février 2023 afin d'élaborer des méthodologies et des outils pédagogiques pour encourager la participation des jeunes et les sensibiliser à la protection des sites du patrimoine mondial dans la région andine.

Collaboration avec les ONG ou les fondations

36. La coopération avec Fauna and Flora International (FFI) pour la mise en œuvre du Fonds d'intervention d'urgence (RRF) (voir <https://whc.unesco.org/fr/reponserapide/>) a été renouvelée. Le RRF a également reçu le soutien financier de la Fondation Iris. Des ONG de conservation soutiennent également la mise en œuvre des activités par le Centre du patrimoine mondial en fournissant une expertise technique et des ressources financières et en nature supplémentaires. Citons par exemple le Fonds mondial pour la nature (WWF), la Wildlife Conservation Society (WCS), Ripple Africa, l'African Parks Network (APN), l'African Wildlife Foundation (AWF), la Fondation Virunga et bien d'autres.
37. Le Centre du patrimoine mondial a participé à deux réunions organisées par World Heritage Watch (<https://world-heritage-watch.org/content/>), lors desquelles des acteurs de la société civile ont présenté leur point de vue sur l'état de conservation de plusieurs biens du patrimoine mondial.

Forum des gestionnaires de sites et réseaux de gestionnaires de sites

38. À travers plusieurs activités diverses, le soutien aux gestionnaires de sites et aux communautés a été renforcé dans les régions.
39. Diverses parties prenantes de la société civile ont activement participé aux débats en séance plénière et aux événements parallèles organisés lors de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/en ligne, 2021). Pour la première fois, trois représentants de deux PEID (Maurice et les Seychelles) et sept représentants de quatre des pays les moins avancés (Éthiopie, Madagascar, Mozambique et Zambie) ont participé à la 4^e édition du Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial. Parallèlement à la 45^e session élargie du Comité du patrimoine mondial, le Secrétariat organisera la 5^e édition du Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial, en collaboration avec le Royaume d'Arabie saoudite (pays hôte) et le Programme de leadership du patrimoine mondial ICCROM/UICN (voir <https://whc.unesco.org/fr/actualites/2552/>).
40. L'initiative consistant à créer un Réseau de gestionnaires de sites africains a été soutenue par le Centre du patrimoine mondial, en collaboration étroite avec le Fonds du patrimoine mondial africain, en tant que plateforme régionale de mise en réseau pour permettre aux gestionnaires de sites des biens du patrimoine mondial en Afrique de partager leurs expériences et d'améliorer leur capacité à mettre en œuvre la Convention. Les gestionnaires de sites représentant toutes les sous-régions ont été identifiés comme des animateurs pour l'établissement d'un comité provisoire du Réseau de gestionnaires de sites africains. Les membres du comité provisoire et les animateurs se sont réunis pour la première fois en novembre 2021 à Abomey (Bénin), réunion qui a conduit à l'élaboration d'une feuille de route en vue du lancement officiel du Réseau de gestionnaires de sites africains avant le mois de mai 2022. Le Comité permanent, composé de 15 gestionnaires de sites des cinq sous-régions (Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique de l'Ouest) a été élu en décembre 2022, au même titre que son Bureau. La première réunion du Comité permanent s'est tenue en ligne à la fin du mois de décembre 2022, et les réunions suivantes se sont tenues en avril 2023. Le Comité permanent prépare un plan d'action des activités à mener jusqu'à décembre 2024.
41. À travers son réseau de gestionnaires de sites marins, le Programme marin du patrimoine mondial met chaque jour en relation 50 gestionnaires de sites marins pour leur permettre d'échanger des solutions et d'améliorer leurs résultats en matière de conservation. Le réseau est géré grâce à des échanges entre pairs entre sites confrontés à des difficultés analogues, à travers des réunions de renforcement des capacités thématiques et des réunions régulières en ligne et en présentiel. Lors des différentes réunions organisées ces dernières années, les gestionnaires locaux des 50 sites marins du patrimoine mondial ont partagé des bonnes pratiques et des exemples de réussite relatifs à la gestion des espèces invasives, l'évaluation de la vulnérabilité climatique, le

financement de la conservation par les échanges dette-nature et la préparation d'un programme de blanchissement des coraux. En octobre 2021, les gestionnaires et les scientifiques ont identifié les grandes lacunes scientifiques des sites marins du patrimoine mondial lors d'une conférence en ligne de l'UNESCO dont les résultats ont été publiés conjointement avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO.

42. Un réseau de gestionnaires de sites pour les villes du patrimoine mondial est soutenu par le programme des villes du patrimoine mondial et ses activités telles que la plateforme en ligne « *Dialogues des villes du patrimoine mondial* », dédiée aux discussions informelles entre les gestionnaires de sites de chaque région et leurs autorités locales.

Collaboration avec les communautés / peuples autochtones

(NB : Cette section doit être lue parallèlement au document WHC/23/45.COM/5D sur le patrimoine mondial et le développement durable)

43. Le soutien aux communautés et leur participation accrue à la protection du patrimoine mondial ont été renforcés dans l'ensemble des régions à travers plusieurs activités de sensibilisation et projets spécifiques relatifs à la protection et à la conservation, à l'élaboration de stratégies de tourisme durable, à la promotion de pratiques de tourisme durable ainsi qu'au développement et aux moyens de subsistance durables.
44. Plus précisément, l'UNESCO a continué à apporter son soutien à long terme à diverses activités de conservation et de moyens de subsistance durables menées par les communautés en Afrique par le biais de l'initiative COMPACT (gestion communautaire des zones protégées pour leur conservation), une initiative conjointe de l'UNESCO et du Programme de micro-financements du PNUD/FEM mise en œuvre à ce jour dans plus de dix biens du patrimoine mondial.
45. Dans le cadre des activités financées grâce à la contribution du gouvernement norvégien au Fonds du patrimoine mondial, dix biens du patrimoine mondial en Afrique ont renforcé leurs programmes communautaires pour des moyens de subsistance durables, l'amélioration du bien-être humain et le partage des avantages de la conservation. Par exemple, dans le Parc national de la Garamba (République démocratique du Congo - RDC), plus de 6 000 personnes ont bénéficié de cliniques médicales mobiles. Dans le Parc national de Manovo-Gounda-Saint Floris (République centrafricaine - RCA), des microprojets de transformation du karité et du miel et de revitalisation des zones de chasse villageoises génèrent des revenus et améliorent l'utilisation durable des ressources naturelles.
46. À Cabo Verde, le projet de Gestion des sites du patrimoine mondial post-COVID-19, financé par le gouvernement japonais, vise à permettre l'intégration des stratégies de conservation, de tourisme et de moyens de subsistance locaux sur les sites du patrimoine mondial. En conciliant conservation et développement durable, il propose différentes stratégies de formation pour gérer ces biens dans un contexte de chômage et de manque de ressources économiques.
47. Le programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable a développé un programme d'apprentissage mixte pour former des guides touristiques locaux et des artisans dans dix biens du patrimoine mondial de sept États parties. Ce programme a permis aux communautés de renforcer leurs compétences tout en promouvant des pratiques touristiques durables et en participant à la sauvegarde du patrimoine culturel, notamment du patrimoine vivant. Le programme a également créé des opportunités d'emploi à court terme pour les communautés locales par l'application de programmes « Espèces contre travail » pour la sauvegarde du patrimoine mondial et des interventions de maintenance dans des biens du patrimoine mondial. En outre, l'engagement de l'UNESCO en faveur du tourisme durable encourage l'industrie

hôtelière à s'engager dans des actions durables telles que l'engagement communautaire, la conservation de l'énergie, la conservation de l'eau, la réduction des déchets et la réduction des plastiques à usage unique.

48. Un programme de développement des compétences professionnelles a été élaboré en 2021 pour soutenir la biodiversité et les moyens de subsistance durables au Malawi, en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Harare. Ciblante les communautés locales et exécutée par un partenaire local, une formation à la boulangerie à destination des femmes des enclaves villageoises et des villages à la périphérie du Parc national du lac Malawi a été menée à bien en septembre 2021. Le but de cette formation était de permettre aux participants d'appliquer les connaissances et compétences acquises et d'améliorer la qualité et la quantité des marchandises offertes à la vente et ainsi d'apporter de la valeur ajoutée à leurs petites entreprises en augmentant leurs revenus.
49. Avec le soutien financier du gouvernement norvégien, l'UNESCO travaille également en partenariat avec l'ONG Ripple Africa et le gouvernement du Malawi pour donner aux communautés la possibilité d'appliquer des règlements en faveur de la conservation des zones de pisciculture et des pratiques de pêche durables à proximité du bien du patrimoine mondial du Parc national du lac Malawi, contribuant ainsi à la conservation de la biodiversité unique des poissons du lac et à la pêche durable.
50. Dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la proposition d'inscription de sites du patrimoine mondial dans la région Afrique (fonds-en-dépôt japonais), des ateliers de consultation ont été organisés au Rwanda et en Sierra Leone avec les parties prenantes, notamment les communautés locales, afin d'informer et de faire participer les communautés locales aux processus de préparation des dossiers de propositions d'inscription.
51. Des ateliers de mobilisation des communautés ont été organisés en Inde entre 2019 et 2022, avec le soutien du fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée. Ces ateliers ont aidé à identifier des sites cibles pour des activités approfondies de renforcement du rôle des communautés locales dans la gestion et la conservation des sites du patrimoine. À travers des sessions de sensibilisation, de dialogue et de plaidoyer, ces ateliers ont permis de recréer un lien entre les communautés locales, leur patrimoine et les autorités de gestion, afin d'encourager une implication totale de toutes les parties prenantes, en toute connaissance de cause.
52. Les États arabes ont bénéficié d'une assistance au développement d'approches de tourisme durable, au Soudan, avec le soutien du fonds-en-dépôt néerlandais.
53. Dans le domaine de la communication, l'accent a été mis, dans la région Amérique latine et Caraïbes, sur la valorisation et la promotion de la coopération transfrontalière et de la gestion communautaire, avec la publication en ligne et en version papier du document *Qhapaq Ñan, Réseau des routes andines : Nouvelles étapes vers sa conservation durable*, en anglais et en espagnol (novembre 2021), offrant une analyse approfondie d'un projet particulièrement intéressant.
54. Dans le domaine de la communication et pour soutenir la Convention et sa gestion, l'IRPMZ et le C2C UNESCO de la région Amérique Latine et Caraïbes ont organisé le cycle de conférences « 50^e anniversaire de la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ». Lors de cet événement, qui s'est déroulé du 23 mai au 13 décembre 2022, 16 expositions en ligne ont été organisées.
55. Concernant les réserves de biosphère, et avec la contribution de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECID), le bureau de l'UNESCO à San José a lancé en avril 2023 un projet intitulé « Savoir-faire autochtone et solutions naturelles dans trois réserves de biosphère » (dont deux sont également des biens naturels du patrimoine mondial) au Costa Rica (Agua y Paz), au Honduras (Rio Plátano) et au Panama (La Amistad). Ce projet fournira une méthodologie de travail avec les peuples autochtones,

les acteurs sociaux et les institutions gouvernementales pour parvenir à une gestion des réserves de biosphère plus efficace, plus participative et plus équilibrée entre les genres.

56. Entre décembre 2022 et avril 2023, le Centre du patrimoine mondial a tenu des séances de travail régulières avec le Forum international des peuples autochtones sur le patrimoine mondial (IIPFWH) et les Organisations consultatives afin de discuter des recommandations du rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, intitulé « Zones protégées et droits des peuples autochtones : obligations des États et des organisations internationales » (juillet 2022), adressées à l'UNESCO, et de planifier une réunion d'experts au début de l'année 2024. L'objectif de cette réunion sera d'étudier les solutions pour assurer une reconnaissance plus efficace et plus systématique des droits et des valeurs des peuples autochtones dans les processus de la Convention du patrimoine mondial. De plus amples détails sur la question du patrimoine mondial et des peuples autochtones sont présentés dans les documents WHC/23/45.COM/5D et WHC/23/45.COM/7.

Degré d'engagement des femmes dans le domaine de la conservation du patrimoine mondial en collaboration avec l'UNESCO

57. L'égalité des genres demeure, avec la priorité Afrique, l'une des deux priorités globales de l'UNESCO. Pour chaque priorité globale, une stratégie spécifique a été élaborée en complément de la stratégie à moyen terme de l'UNESCO. Tout est donc mis en œuvre pour que les activités du Centre du patrimoine mondial soient conformes au Plan d'action de l'UNESCO pour la priorité Égalité des genres pour 2014-2021 (GEAP II), qui offre un cadre opérationnel pour la mise en œuvre de la priorité Égalité des genres. A cet égard, la dimension de l'égalité des genres est systématiquement intégrée à toutes les activités menées en assurant une consultation égale et respectueuse, une participation pleine et effective et l'égalité des chances pour la représentation des femmes et des hommes dans tous les mécanismes de la Convention.
58. Une approche sous l'angle de l'égalité des genres a également été systématiquement adoptée par le Centre du patrimoine mondial dans ses nouvelles propositions de projets extrabudgétaires. Pour les initiatives déjà en cours, l'objectif est de garantir que tous les genres soient bien représentés parmi les participants aux ateliers techniques et de renforcement des capacités. On veille particulièrement à ce que les femmes participent à des postes décisionnels, ce qui conduit à une hausse progressive de l'implication directe des femmes dans la conservation du patrimoine mondial, où elles remplissent des fonctions de gestionnaires de sites (par exemple, dans la région des États arabes, près de 40 % des points focaux pour le patrimoine mondial et 25 % des gestionnaires de sites sont des femmes), gardiennes, conservatrices ou présidentes des bureaux du patrimoine. En plus d'un équilibre dans la représentation géographique et celle des experts culture/nature, la dimension de l'égalité des genres est l'un des principaux critères pris en compte pour la constitution de groupes de travail d'urgence, la dimension de l'égalité des genres est l'un des principaux critères pris en compte pour la constitution de groupes de travail d'experts, comme le groupe d'experts formé dans le cadre de la révision et de la mise à jour du Document d'orientation sur l'action climatique pour le patrimoine mondial ainsi que pour la sélection des participants au Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial. L'égalité des genres est également particulièrement reflétée par le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, tant au niveau du contenu que des participants aux activités et notamment au Forum des jeunes sur le patrimoine mondial.

D. Indicateur de performance 4 : Conservation et développement durable / ODD

(NB : Cette section doit être lue parallèlement au document WHC/23/45.COM/5D sur le patrimoine mondial et le développement durable.)

Situations d'urgence

59. Le Centre du patrimoine mondial continue de créer ou d'apporter son soutien à des activités et projets spécifiques en vue du renforcement de la conservation et de la protection du patrimoine dans les situations d'urgence et face à des menaces de conflit dans diverses régions. En ce sens, le Secrétariat a également apporté une assistance technique à plusieurs États parties frappés par des catastrophes - feux de forêts, tremblements de terre ou ouragans - notamment à travers l'évaluation des dommages, des pertes et des besoins de relèvement sur les sites du patrimoine culturel et naturel. Voir le Document HC/23/45.COM/7 pour de plus amples informations sur les situations d'urgence et de conflit.
60. En outre, les situations de conflit armé continuent de représenter une menace pour les sites du patrimoine mondial en Afrique. Au Mali, la réhabilitation du patrimoine culturel a été entreprise, avec le soutien financier de l'Union européenne (jusqu'en décembre 2021) ainsi que de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH) pour le Tombeau des Askia, mais surtout pour les Falaises de Bandiagara, en réponse aux recommandations de la mission d'évaluation rapide de l'UNESCO pour 2019. En Éthiopie, le conflit qui touche la région du Tigré a suscité des préoccupations relatives aux biens du patrimoine mondial d'Axoum, des églises creusées dans le roc de Lalibela et du Parc national du Simien. L'UNESCO a suivi la situation de près et en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales. Pour évaluer l'état de conservation du bien ainsi que les conditions actuelles de sauvegarde du patrimoine culturel, notamment des objets culturels et du patrimoine vivant, pour conduire des actions urgentes qui impliquent directement les acteurs locaux et les communautés sur le terrain, et pour renforcer les capacités de protection des objets culturels, le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour le patrimoine a apporté un soutien financier (59 032 dollars des États-Unis), et une mission d'évaluation de l'UNESCO a été entreprise à Lalibela du 23 au 28 mai 2022. Une subvention d'urgence a également été accordée au Parc national du Simien par le RRF de l'UNESCO en janvier 2023 afin de soutenir les efforts de nettoyage à la suite de la présence militaire dans le parc qui a entraîné une accumulation importante de déchets. En raison de la détérioration rapide de la situation sécuritaire dans le Parc national des Virunga en RDC et dans le complexe transfrontalier W-Arly-Pendjari du Bénin, du Burkina Faso et du Niger, affecté par la présence de groupes militants, l'UNESCO a augmenté son financement pour la conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial grâce à la contribution du gouvernement norvégien.
61. Une assistance internationale a été demandée, par le biais du Fonds du patrimoine mondial, pour contribuer à renforcer efficacement la protection et la conservation des biens du patrimoine mondial en République arabe syrienne (le Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din, et l'Ancienne ville de Bosra et le Site de Palmyre), et une publication a été élaborée, en collaboration avec l'UNITAR, intitulée « Dix années de conflit : état du patrimoine culturel syrien », qui fournit une documentation sur les dommages causés aux biens du patrimoine mondial et aux sites de la liste indicative en République arabe syrienne, visant à faire prendre conscience de l'importance de la protection du patrimoine culturel à risque en période de conflit et à permettre de planifier la reconstruction. En outre, des évaluations d'urgence et des travaux de conservation dans l'ancienne ville d'Alep, ainsi qu'au Crac des Chevaliers et à Qal'at Salah El Din sont prévus du fait de l'impact du tremblement de terre de février 2023.
62. Le Soudan a bénéficié d'une assistance pour les biens qui subissent des inondations et une élévation du niveau des nappes phréatiques, comme dans le cas du projet d'aide d'urgence pour le bien de Nouri appartenant à l'élément Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne, et des mesures d'atténuation sont mises en œuvre pour les pyramides royales sur les sites archéologiques de l'île de Méroé, ainsi que sur les sites

de Gebel Barkal et de la région napatéenne, avec le soutien du ministère français de la Culture.

63. La deuxième phase du projet d'atténuation des impacts des ouragans sur les plantes endémiques et menacées de l'Archipel de Socotra (Yémen) a également été mise en œuvre dans le cadre de l'assistance d'urgence fournie par l'intermédiaire du Fonds du patrimoine mondial, et en étroite coopération avec le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH). En outre, une aide est fournie via le Fonds d'urgence pour permettre à ce bien de lutter contre les conséquences de la marée noire dans le Sanctuaire naturel de Delisha.
64. En étroite collaboration avec les Secrétariats de la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, le Centre du patrimoine mondial a participé activement au développement et à la mise en œuvre du Plan d'action de l'UNESCO pour la culture en Ukraine. En plus de travailler en étroite collaboration avec le ministère ukrainien de la Culture et de la Politique de l'information, le Centre du patrimoine mondial est un membre actif du groupe des partenaires internationaux pour la culture en Ukraine, qui s'est réuni quatre fois à l'initiative de l'UNESCO depuis le début de la guerre. En outre, dans le cadre du projet financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/Japon et intitulé « Soutien de la culture et de l'éducation en Ukraine : Réponse d'urgence pour le patrimoine mondial et les biens culturels : évaluation des dégâts et protection » (4 065 000 dollars des États-Unis), lancé en février 2023, le Centre du patrimoine mondial et l'entité « La culture dans les situations d'urgence » collaborent étroitement pour renforcer la capacité de l'Ukraine à protéger et récupérer d'urgence son patrimoine culturel, en élaborant des plans de préparation aux situations d'urgence et d'atténuation de leurs effets pour les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et les sites figurant sur la Liste indicative. Deux sites feront l'objet d'une attention particulière : le bien du patrimoine mondial « Kiev : La Cathédrale Sainte-Sophie et l'ensemble des bâtiments monastiques associés, et la Laure de Kiev-Pechersk » et le centre historique de Tchernihiv (sur la liste indicative). La surveillance des sites via l'imagerie par satellite, initiée en partenariat avec UNITAR/UNOSAT, notamment des biens du patrimoine mondial et des sites de la Liste indicative, sera également complétée par une évaluation *in situ* d'un certain nombre de biens culturels endommagés afin de les aider à prendre des mesures de protection urgentes et à effectuer des travaux de réparation (voir également le document WHC/23/45.COM/7).

Biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril

65. Dans le cadre de la réflexion sur la Liste du patrimoine mondial en péril engagée par le Comité depuis deux ans, une étude a été menée d'avril 2021 à mai 2022 afin d'identifier des solutions pour corriger la perception négative à son égard. Les résultats de l'étude sont présentés dans un rapport succinct dans le document WHC/23/45.COM/7 et peuvent également être consultés en ligne à l'adresse <https://whc.unesco.org/fr/158/>.
66. Les activités de renforcement des capacités, dont certaines ont été lancées et mises en œuvre avec l'ICCROM, ont contribué à l'élaboration de stratégies globales concernant les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour leur retrait de cette liste, notamment dans les régions Afrique et États arabes, qui sont à ce jour les plus représentées sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Des ateliers sous-régionaux ont été organisés à cette fin, en collaboration avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain, en RDC en juin 2022 et au Sénégal en juin 2023, afin de soutenir le processus d'élaboration ou de finalisation de l'état de conservation souhaité en vue du retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) et la mise en œuvre de mesures correctives pour les biens inscrits sur cette Liste situés dans les pays d'Afrique francophone.

67. Une assistance technique a continué à être apportée pour l'élaboration de Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle et de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) dans la région des États arabes, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations de sortie de conflit (Iraq, Libye, Syrie), et dans la région Asie-Pacifique (Afghanistan, États fédérés de Micronésie, Ouzbékistan), où les résultats des réunions en ligne ont également contribué à confirmer les priorités relatives au Plan d'action cadre pour la région Asie-Pacifique. Pour East Rennell (Îles Salomon), des projets axés sur le développement de moyens de subsistance durables pour les communautés locales, financés par le fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas et UNESCO/Japon, contribuent directement à atteindre l'état de conservation souhaité en vue du retrait du bien de la Liste du patrimoine mondial en péril.

Activités de conservation / gestion sur d'autres sites

68. Comme précisé plus haut, l'Afrique demeure, avec l'égalité des genres, l'une des deux priorités globales de l'UNESCO pour les huit années à venir. Pour chaque priorité globale, une stratégie spécifique a été élaborée en complément de la stratégie à moyen terme de l'UNESCO. Par conséquent, tout est mis en œuvre pour que les activités menées en Afrique soient conformes à la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la priorité Afrique (voir aussi le Document WHC/23/45.COM/5C).
69. Le Centre du patrimoine mondial a apporté un soutien pour l'élaboration ou la révision des plans de conservation et de gestion des biens du patrimoine mondial à travers divers moyens, notamment l'Assistance internationale et des contributions volontaires, en Afrique (Bénin, Botswana, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Malawi, Niger), dans les États arabes (Palestine, Tunisie), en Europe de l'Est et du Sud-Est (Albanie, Géorgie, Macédoine du Nord, Ukraine), en Amérique latine et aux Caraïbes (Haïti, Paraguay) ainsi que dans la région Asie-Pacifique (Bangladesh, Chine, Mongolie, Népal, Pakistan et Ouzbékistan).
70. De nombreuses activités de gestion et de conservation ainsi que des initiatives visant à atténuer l'impact des projets de développement sur la valeur universelle exceptionnelle (VUE) des biens du patrimoine mondial, des activités de sensibilisation pour les parties prenantes sur l'état de conservation du site ont été mises en œuvre et soutenues à travers les régions grâce au soutien financier de plusieurs États parties. Le soutien aux activités visant à renforcer la gestion et la conservation durables des biens du patrimoine mondial en Afrique, notamment des biens du patrimoine naturel et de ceux gravement menacés, a été facilité par la contribution financière du gouvernement norvégien, qui a bénéficié à 20 biens naturels, 7 biens culturels et 3 biens mixtes du patrimoine mondial, dont la moitié figure sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
71. En réponse aux décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial a conduit plusieurs missions de suivi réactif dans les différentes régions, dont plusieurs ont dû être reprogrammées en raison de la pandémie de COVID-19 ou pour des raisons de sécurité.
72. Afin de proposer des outils innovants visant à améliorer la conservation, la gestion et l'accessibilité virtuelle du patrimoine mondial, l'UNESCO a lancé le projet de plateforme « Plongez dans le patrimoine », généreusement financé par le Royaume d'Arabie saoudite. Le projet souhaite créer une plateforme en ligne accessible qui utilise les technologies numériques pour sauvegarder et promouvoir les biens du patrimoine mondial et les biens du patrimoine immatériel qui s'y rattachent. Pendant sa phase pilote (2022-2024), le projet vise un large public et se concentre sur une sélection de sites dans les États arabes, en vue d'étendre la plateforme à d'autres biens et régions lors des phases ultérieures.

Études d'impact pour les biens du patrimoine mondial préparées par les États parties

73. Du fait du nombre croissant de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, de plus en plus de grands projets de développement affectent effectivement ou potentiellement la VUE des biens du patrimoine mondial. Ceci nécessite une approche plus systématique avec les États parties et les autorités locales pour gérer les impacts potentiels sur les biens du patrimoine mondial à travers des études d'impact standard internationales, comme le Comité du patrimoine mondial l'a demandé à plusieurs reprises de façon générale dans ses décisions sur des aspects généraux de l'état de conservation ou pour des cas particuliers. Par conséquent, de nombreux États parties de toutes les régions ont réalisé des études d'impact depuis la dernière session du Comité du patrimoine mondial et ont soumis leurs conclusions au Centre du patrimoine mondial en vue de leur révision par les Organisations consultatives. Le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives ont publié un nouveau guide et une boîte à outils pour les évaluations d'impact dans un contexte de patrimoine mondial, qui vise définir les meilleures solutions possibles pour répondre à la fois aux priorités de conservation et aux besoins de développement (<https://whc.unesco.org/fr/guide-boite-a-outils-evaluations-impact/>) (voir également le document WHC/23/45.COM/7).
74. On a également observé une augmentation du nombre d'études d'impact préparées en rapport avec les projets de développement planifiés sur les biens du patrimoine mondial ou à proximité de ceux-ci dans les États arabes. Néanmoins, il est de plus en plus fréquent que les projets menés dans cette région soient soumis au Centre du patrimoine mondial pour examen, conformément au paragraphe 172 des *Orientations*, mais sans études d'impact suffisantes. La préparation de ces études a été identifiée comme un objectif principal pour le renforcement des capacités.
75. Compte tenu des besoins accrus en matière d'évaluations d'impact des biens du patrimoine mondial, le Centre du patrimoine mondial et l'UICN sont en pourparlers avec la Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale (NCEA) afin d'établir un protocole d'accord trilatéral qui permettra à la NCEA d'aider certains États parties à entreprendre des EES et des études d'impact environnemental et social (EIES) afin de renforcer la protection de la valeur universelle exceptionnelle (VUE) des biens du patrimoine mondial.
76. Dans le domaine de la gestion des risques liés aux catastrophes, le ministère de la Culture du Pérou a entamé en février 2023 d'importantes réunions avec les responsables institutionnels et les représentants des organes techniques et scientifiques du Système national de gestion des risques liés aux catastrophes (SINAGERD), y compris le Bureau de l'UNESCO au Pérou, en vue de la formation d'un comité technique chargé de prendre des mesures en faveur du projet de restauration et de conservation de la zone archéologique de Kuelap.

Plans de gestion pour les biens du patrimoine mondial préparés / révisés par les États parties

77. Un soutien a été apporté pour l'élaboration, la révision des plans de gestion et l'amélioration des systèmes de gestion pour les biens du patrimoine mondial à travers l'Assistance internationale et un financement extrabudgétaire. Par la suite, plusieurs plans de conservation et de gestion ont été élaborés à travers toutes les régions et sont en cours de finalisation, ce qui inclut également une étude technique de la part de l'ICOMOS, qui est généralement envisagée dans les processus de planification de la mise en œuvre. C'est le cas en Afrique (notamment en Angola, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo), dans les États arabes (Mauritanie, Maroc, Palestine, Tunisie), en Europe et en Amérique du Nord.

Établissement / Révision des politiques nationales

78. Dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la proposition d'inscription des sites du patrimoine mondial dans la région Afrique, financé par le Japon

et Oman, il a été prévu que la révision du cadre juridique et politique soit proposée aux 15 États parties bénéficiaires en Afrique, après des évaluations ciblées des besoins. Cela sera plus particulièrement bénéfique aux 12 États parties n'ayant encore aucun site inscrit, afin de faciliter et de favoriser davantage les processus de proposition d'inscription prévus. Le Secrétariat a également continué à promouvoir la création de comités du patrimoine national en Afrique qui visent à obtenir un plus vaste engagement dans plusieurs institutions gouvernementales.

79. Concernant le patrimoine mondial dans les zones urbaines, les activités dans le cadre des Laboratoires des villes du patrimoine mondial avaient pour but de renforcer les capacités des gestionnaires de sites et des experts et ont contribué à mettre en lumière les stratégies innovantes et les bonnes pratiques, les enseignements tirés de la crise COVID-19 et en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, pour élargir les discussions sur l'avenir de la gestion urbaine, en particulier la Recommandation 2011, en élargissant également la communauté d'experts. L'Appel à l'action PUH de l'UNESCO a également été promu.
80. D'autres activités ont été organisées à des fins de sensibilisation au rôle que peuvent jouer la culture et le patrimoine culturel pour parvenir à un développement durable parmi les gestionnaires de sites du patrimoine mondial en Europe, leurs équipes et leurs réseaux, ainsi que pour identifier les facteurs qui entravent le plein potentiel de contribution de la culture à un développement économique, social et environnemental durable.

Développement durable / ODD

81. Dans le cadre du suivi de la consultation en ligne sur la préparation des documents 41 C/4 et 41 C/5 demandés par la Conférence générale (voir le Document WHC/21/44.COM/INF.5A.1 présenté lors de la 44^e session élargie du Comité), le Centre du patrimoine mondial a continué d'assurer la pertinence du patrimoine mondial pour atteindre certains des Objectifs de développement durable pendant la période 2022-2025, et notamment l'ODD 11.4 : « Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » et l'ODD 8.9 : « D'ici 2030, concevoir et mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir un tourisme durable créateur d'emplois et valorisant la culture et les produits locaux ». Les informations sur le développement durable sont également disponibles dans les documents WHC/23/45.COM/5C et WHC/23/45.COM/5D.
82. En outre, la plateforme Canopée du patrimoine mondial - Solutions du patrimoine mondial pour des futurs durables (<https://whc.unesco.org/fr/canopee>) rassemble et contribue à transmettre des pratiques innovantes regroupées sous le thème de l'Environnement et de la Résilience, entre autres. De plus, en 2021, les *Dialogues des villes du patrimoine mondial* ont discuté de la Recommandation PUH en faveur de l'Action climatique. Outre la contribution à l'ODD 11.4, toujours au centre de l'activité, les discussions menées en 2021 ont porté sur l'accès à l'eau et la protection des voies navigables naturelles et des systèmes historiques, contribuant à l'ODD 6.6 et à l'ODD 15.1 en soulignant l'importance capitale des systèmes de gestion de l'eau pour l'habitabilité de la ville historique (voir <https://whc.unesco.org/fr/evenements/1633/>). Le rapport final contribuera à transmettre plus largement les défis communs, les politiques et les mesures prises par les villes du patrimoine mondial face au changement climatique. Toutes ces activités ont servi à faire progresser la lutte contre le changement climatique et le développement durable dans les villes historiques à travers des discussions et des échanges entre les gestionnaires de sites, les municipalités et les experts de ce sujet.
83. Un autre exemple, qui contribue grandement au développement durable et à l'atteinte de plusieurs des objectifs définis dans le Programme 2030 pour le développement durable, est le Prix international Melina Mercouri pour la sauvegarde et la gestion des

paysages culturels (UNESCO-Grèce), pour lequel un appel a été lancé plus tôt cette année (<https://whc.unesco.org/fr/prixpaysagesculturels/>).

84. Les ODD invitent explicitement toutes les entreprises à contribuer à la lutte contre les problèmes relatifs au développement durable. Le Centre du patrimoine mondial a dès lors poursuivi son étroite collaboration avec le secteur des entreprises et, avec un financement initial du gouvernement flamand, a lancé en décembre 2022 un nouveau site web (<https://whc.unesco.org/fr/engagement-zones-exclusion>), une base de données des politiques du secteur des entreprises, et des orientations de l'UNESCO pour établir les normes mondiales pour les stratégies du secteur des entreprises en matière de sauvegarde du patrimoine mondial(<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2494/>).
85. Dans le cadre de ce travail, l'UNESCO a également collaboré avec des organisations environnementales et des groupes de réflexion basés en Chine, dont le China Greenovation:Hub (G:HUB), afin d'organiser des événements de renforcement des capacités et de sensibilisation avec les institutions financières chinoises.
86. En outre, l'UNESCO pris contact avec les acteurs du secteur des entreprises lors de la COP-15 (Montréal, décembre 2022), notamment lors des événements parallèles sur les entreprises et la biodiversité ainsi que sur la finance et la biodiversité, organisés sous la présidence chinoise. L'UNESCO et l'UICN ont également organisé des événements sur les zones d'exclusion du patrimoine mondial lors du Congrès mondial sur la conservation de l'UICN et du Congrès international sur l'hydroélectricité, qui se sont tous deux tenus en septembre 2021.

E. Indicateur de performance 5 : Listes indicatives et propositions d'inscription

Tendances et statistiques sur les propositions d'inscription

87. Après l'inscription de 34 biens (5 naturels et 29 culturels) par le Comité à sa 44^e session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021) et de trois biens culturels à sa 18^e session extraordinaire (UNESCO, 2023), la Liste du patrimoine mondial compte actuellement 1 157 biens dans 167 États parties dont 900 biens culturels, 218 naturels et 39 mixtes.
88. En matière de répartition géographique des inscriptions, une tendance perdure ces dix dernières années, à savoir que l'Europe, l'Amérique du Nord et la région Asie-Pacifique ont plus de biens inscrits que les trois autres régions. On observe la même tendance pour la soumission des dossiers de proposition d'inscription, où l'Europe, l'Amérique du Nord et la région Asie-Pacifique l'emportent numériquement. Au niveau des catégories de biens inscrits, on a observé une prédominance des biens culturels sur les deux autres catégories (biens naturels et mixtes). Sur les cinq dernières années, le nombre de propositions d'inscription retirées a été généralement compris entre cinq et dix par an, sans qu'aucune tendance nette ne se dégage quant à leur répartition géographique.
89. En 2022, le Centre du patrimoine mondial a reçu 36 dossiers de proposition d'inscription (27 biens culturels, huit naturels et un mixte) à la date limite annuelle de dépôt des dossiers. Sur ces 36 dossiers, 29 (20 culturels, huit naturels et un mixte) ont été considérés comme « complets », conformément au paragraphe 132 et à l'annexe 5 des *Orientations*. En 2023, le Centre du patrimoine mondial a reçu 36 dossiers de proposition d'inscription (27 biens culturels, six naturels et trois mixtes) à la date limite annuelle de dépôt des dossiers. Sur ces 36 dossiers, 26 (21 culturels, trois naturels et deux mixtes) ont été considérés comme « complets », conformément au paragraphe 132 et à l'annexe 5 des *Orientations*. Depuis ces dernières années, on observe dans les pays de toutes les régions une tendance à soumettre des dossiers de proposition d'inscription considérés comme « incomplets » après vérification par le Secrétariat.

Tendances sur les listes indicatives

90. En ce qui concerne les listes indicatives, une tendance nette se dessine dans les catégories de sites faisant l'objet d'une proposition d'inscription, avec une proportion très élevée de sites culturels. Aucune tendance particulière ne se dégage en revanche dans la répartition géographique des soumissions, avec d'importantes variations d'une année sur l'autre.

Soutien pour la préparation des listes indicatives et des dossiers des propositions d'inscription

91. Dans le cadre du « Programme de renforcement des capacités pour la proposition d'inscription de sites du patrimoine mondial dans la région Afrique » soutenu par le fonds-en-dépôt UNESCO/Japon, le Centre du patrimoine mondial a apporté un soutien technique à 10 États parties n'ayant aucun site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Par exemple, un atelier d'évaluation des besoins et de renforcement des capacités a été organisé en Eswatini en février 2022, et une feuille de route a été soumise au Centre du patrimoine mondial en avril 2023. La Guinée Bissau finalise son dossier de proposition d'inscription (« Réserve de biosphère de l'archipel des Bijagos »), le Rwanda a soumis son dossier pour le « Parc national de Nyungwe » en 2022, Sao Tomé-et-Principe a soumis sa liste indicative en 2023 et a commencé à élaborer un dossier, et la Sierra Leone finalise son dossier (Complexe de Gola & Tiwai).
92. En outre, financé par le fonds-en-dépôt du gouvernement flamand, le Centre du patrimoine mondial a soutenu les propositions d'inscription de sites naturels, notamment des extensions de biens existants, comme la proposition d'inscription du Parc national des Monts Balé (Éthiopie), la finalisation d'une extension du Parc national du Simien (Éthiopie), la proposition d'inscription du Parc national de Maputo (Mozambique) et l'étude de faisabilité d'une extension transfrontalière du Delta de l'Okavango (Botswana, Angola et Namibie).
93. Dans le cadre du « Programme du Sultanat d'Oman : Soutenir le renforcement des capacités pour les propositions d'inscription et la promotion des sites du patrimoine mondial en Afrique de l'Est », cinq pays (Comores, Kenya, Madagascar, Somalie et République-Unie de Tanzanie) bénéficient d'un soutien pour la révision de leur liste indicative en vue de l'élaboration des dossiers de propositions d'inscription. Le Kenya a soumis son dossier relatif à la « Ville historique de Gedi » en janvier 2023.
94. Avec le soutien du fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas et du gouvernement français, en étroite collaboration avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain et l'ICOMOS, l'UICN et l'ICCROM, l'UNESCO apporte son soutien aux États parties africains pour harmoniser leurs listes indicatives afin d'y inclure des sites relatifs à la catégorie du patrimoine moderne en Afrique par le développement d'études de cas et de lignes directrices en amont des propositions d'inscription.
95. Avec le soutien du fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée, l'ICOMOS, en étroite consultation et collaboration avec le Centre du patrimoine mondial et les points focaux nationaux de Chine, du Japon et de la République de Corée, un rapport d'avancement provisoire a été publié en novembre 2021 sur l'« Étude de cadrage sur le travail supplémentaire à effectuer pour définir la portée et l'étendue des routes de la soie principales dans le cadre du processus de proposition d'inscription transnationale en série sur la Liste du patrimoine mondial et l'étude de cas sur l'Asie de l'Est ».
96. En outre, un projet consacré au patrimoine des Routes de la soie, financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée, a contribué à réaliser une évaluation d'impact sur le patrimoine (EIP) dans la ville d'Uzgen (Kirghizistan), actuellement en cours de préparation, qui porte sur un site faisant partie d'une potentielle future proposition d'inscription, dans une démarche visant à optimiser la conservation du site du patrimoine avant sa proposition d'inscription.

97. Des activités de renforcement des compétences spécifiquement axées sur les futures propositions d'inscription en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été mises en œuvre en 2021 à la Barbade, en Colombie et à Cuba, grâce au soutien financier de la région flamande, du Japon et des Pays-Bas. Il convient de souligner la démarche participative et communautaire dans laquelle s'inscrivent ces activités.

IV. RAPPORT SUR LES PROGRAMMES THEMATIQUES

98. Conformément à la décision **44 COM 5A** (Fuzhou/en ligne, 2021), un rapport actualisé basé sur les résultats des programmes thématiques est présenté ci-dessous.
99. Ces programmes thématiques sont soit intégralement financés par des contributions bénévoles soit confiés à des partenaires respectifs, sous la supervision stratégique globale du Centre du patrimoine mondial. Leur prolongement au-delà de 2023 dépendra de leur capacité à susciter l'intérêt des donateurs.

A. Programme pour les petits États insulaires en développement (<https://whc.unesco.org/fr/sids/>)

100. Au cours de la période de soumission des rapports, le programme du patrimoine mondial pour les PEID s'est concentré sur les activités liées au tourisme durable, dans la mesure où le tourisme joue un rôle essentiel dans le développement durable des PEID, conformément à la priorité 4 du *Plan d'action de l'UNESCO pour les PEID* (« Encourager le développement et la gestion d'un tourisme durable responsable qui tienne compte de la dimension culturelle »). Le Centre du patrimoine mondial a travaillé sur le renforcement des capacités, afin de soutenir la mise en place d'un plan et d'un système de gestion du tourisme durable, et la formation de jeunes guides. Ces activités ont été menées en collaboration avec le Programme du patrimoine mondial et du tourisme durable, soutenu par les fonds-en-dépôt UNESCO/Japon et UNESCO/Pays-Bas).
101. Dans les Caraïbes, trois ateliers de renforcement des capacités ont été organisés entre 2020 et 2022 en vue de renforcer les capacités des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et d'autres acteurs clés en matière de planification et de gestion du tourisme durable dans les biens du patrimoine mondial. Par conséquent, des gestionnaires de sites et des représentants du secteur du tourisme ainsi que des communautés autochtones de dix biens du patrimoine mondial et de cinq sites figurant sur la liste indicative ont participé à un atelier de renforcement des capacités (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2379/>). Au total, plus de 130 personnes, y compris des communautés autochtones, ont bénéficié d'un renforcement des capacités, et deux stratégies de tourisme durable ont été élaborées pour la Barbade et le Suriname. Le programme pour les PEID a également soutenu la préparation d'un projet de dossier de proposition d'inscription à la Barbade : « Patrimoine industriel de la Barbade : l'histoire du sucre et du rhum ».
102. Dans l'océan Indien, le renforcement des capacités en matière de développement et de gestion du tourisme durable pour le patrimoine mondial a été amélioré aux Comores, dans le cadre du premier dossier de proposition d'inscription des Comores pour les « Sultanats historiques des Comores », grâce à l'organisation de formations. Le plan de gestion du tourisme durable a été élaboré pour le site. En outre, 25 jeunes participants (dont plus d'un tiers de femmes), issus de six sites historiques et de différentes institutions, dont des fonctionnaires, des étudiants et des acteurs de la société civile, ont participé à un atelier intitulé « Formation de guides touristiques pour le patrimoine des Comores » en septembre 2021 (<https://whc.unesco.org/fr/evenements/1612/>). Aux Seychelles, l'UNESCO soutient la mise en place d'un système de gestion du tourisme durable pour la conservation de la biodiversité et le développement durable dans le bien du patrimoine mondial de la Vallée de Mai et du Fond Ferdinand.

103. Dans le Pacifique, un soutien est apporté à la mise en œuvre des recommandations du Plan d'action régional pour le patrimoine mondial pour le Pacifique 2021-2025, englobant une meilleure coordination des acteurs impliqués dans des initiatives relatives au patrimoine et à la nature, et un partenariat avec l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) pour des pratiques de tourisme durable dans les huit biens du patrimoine mondial des petits États insulaires en développement du Pacifique. Le Centre du patrimoine mondial continue de soutenir le retrait de Rennell Est (Îles Salomon) et de Nan Madol (États fédérés de Micronésie) de la Liste du patrimoine mondial en péril.

B. Programme d'éducation au patrimoine mondial
(<https://whc.unesco.org/fr/wheducation/>)

104. Grâce à l'initiative du Volontariat pour le patrimoine mondial, mise en œuvre de février 2021 à décembre 2022, pas moins de 113 projets de camps d'action ont été mis en œuvre par le Programme dans 86 biens du patrimoine mondial et sites figurant sur les listes indicatives, par 71 organisations dans 39 pays à travers le monde. En 2023, le programme met en œuvre 74 projets de camps d'action (dont 24 sont mis en œuvre durant la période de référence du document) dans 67 biens du patrimoine mondial et sites figurant sur les listes indicatives, par 58 organisations dans 33 pays, qui impliqueront aussi activement les jeunes et les communautés locales dans des activités concrètes de préservation.
105. Dans le but de mieux intégrer le patrimoine mondial dans les programmes d'éducation pour les jeunes enfants, le programme travaille sur la réédition du kit « Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes », dont la dernière révision remonte à 2002 (<https://whc.unesco.org/fr/educationkit/>).
106. Parallèlement à la 45^e session élargie du Comité, le Programme, le ministère de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite, par l'intermédiaire du Comité national pour l'éducation, la culture et la science, et la Commission du patrimoine saoudien, organiseront le Forum des jeunes professionnels sur le patrimoine mondial 2023 en septembre 2023 en Arabie saoudite (voir <https://whc.unesco.org/fr/actualites/2553/>).
107. Enfin, en 2022, le Programme a lancé un concours international de storyboard Patrimonto sur le thème du patrimoine mondial et du changement climatique, auquel ont participé 47 États parties ayant soumis au total pas moins de 710 storyboards. Le lauréat vient de Turquie et sa storyboard sera adaptée lors du 15^e épisode animé de « Patrimonto et les aventures du patrimoine mondial » (voir <https://whc.unesco.org/fr/actualites/2502/>).

C. Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable
(<https://whc.unesco.org/fr/tourisme/>)

108. Le programme de l'UNESCO sur le patrimoine mondial et le tourisme durable (WHST) vise à promouvoir le patrimoine culturel par le biais de pratiques touristiques durables dans les sites du patrimoine mondial, tout en encourageant l'engagement des communautés locales. Ses activités contribuent directement à la réalisation de l'ODD 8.9 sur le tourisme durable.
109. Le Programme sur le WHST a poursuivi son engagement fructueux avec le **secteur privé** (Seabourn Cruise Line, Expedia) en faveur du développement d'un type de tourisme qui valorise et protège les biens du patrimoine mondial. Dans le cadre de la collaboration avec le secteur privé, la plateforme « Sur la route du patrimoine mondial » a été élargie pour inclure deux biens supplémentaires à la route du patrimoine mondial Bouddha. En outre, un cours en ligne a été développé pour réduire les plastiques à usage unique tout en soutenant les communautés et en promouvant la culture locale.

110. Le programme WHST a lancé l'Engagement de l'UNESCO en faveur du tourisme durable en 2019 en Thaïlande, en partenariat avec Expedia et l'Agence thaïlandaise du tourisme. En 2021, cet engagement est devenu mondial et a été soutenu par les grandes chaînes hôtelières et organisations de gestion des destinations (notamment : Accor, Iberostar, Banyan Tree Group, Melia Hotels, THB Hotels, Universal Hotels, Helios Hotels, Mantra Group, EU Ecolabel, Atout France, Despegar et NH Hotels), représentant plus de 10 000 engagements. La prochaine phase de l'Engagement est actuellement en cours d'élaboration.
111. La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur le tourisme dans les sites du patrimoine mondial. Le projet « Promouvoir le tourisme durable et l'engagement du secteur privé pour un développement communautaire inclusif en réponse à la crise du COVID-19 » a joué un rôle important dans la reprise et la résilience du tourisme dans dix communautés du patrimoine mondial dans sept pays au cours des années 2021 et 2022 avec le soutien de la GIZ. Mis en œuvre par l'UNESCO, notamment par six de ses bureaux hors siège et un partenaire de mise en œuvre, le projet a permis de former plus de 1 000 personnes sur le tourisme durable et la conservation du patrimoine pour des guides touristiques et des artisans entrepreneurs. Il a créé des opportunités d'emploi à court terme pour plus de 3 000 locaux dans des destinations du patrimoine mondial et a organisé plus de 50 événements et campagnes de tourisme durable couronnés de succès. Ce projet a permis de s'engager auprès des communautés locales et de présenter la sauvegarde du patrimoine vivant comme une pratique importante en matière de tourisme durable.

D. Programme des villes du patrimoine mondial

[\(https://whc.unesco.org/fr/villes/\)](https://whc.unesco.org/fr/villes/)

112. Le programme des villes du patrimoine mondial offre un cadre pour la conservation du patrimoine urbain, de nouvelles approches et méthodologies dans ce domaine, ainsi qu'une assistance technique aux États parties. La Recommandation de 2011, ses principes et son approche forment le cadre et servent d'outil pour la conservation du patrimoine urbain dans les villes du patrimoine mondial. À la suite de plusieurs décisions demandant la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 pour la gestion du patrimoine urbain dans les villes du patrimoine mondial, les activités du programme des villes ont été entièrement alignées sur cette recommandation.
113. La Recommandation de 2011 a célébré son 10^e anniversaire avec des événements qui se sont déroulés de juin 2021 à septembre 2022, incluant notamment un événement sur le changement climatique dans les villes historiques. Ces événements ont été organisés avec le soutien de différents partenaires, allant des gouvernements des Pays-Bas, de l'Autriche, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à diverses ONG telles que le Fonds mondial pour les monuments, en passant par plusieurs autorités municipales au Mexique, en Italie et dans la ville de Nanjing, en Chine. Les rapports de ces événements sont disponibles au lien susmentionné.
114. En janvier 2023, l'UNESCO a participé à la Conférence de Davos des ministres européens de la Culture, suivie d'un événement de lancement avec les partenaires de l'Alliance de Davos pour une culture du bâti de qualité, organisé conjointement par l'UNESCO, le ministère fédéral suisse de la Culture et le Forum économique mondial. Cette collaboration s'appuie sur les synergies entre la Convention de 1972 et la Recommandation de 2011, d'une part, et l'Alliance de Davos, d'autre part. L'engagement et le renforcement des capacités des gestionnaires de sites urbains du patrimoine mondial d'Afrique et des PEID ont été une priorité et le programme des villes a contribué à plusieurs projets développés par le Centre du patrimoine mondial en Afrique grâce au soutien financier du gouvernement norvégien et du Fonds du patrimoine mondial.

Conformément à la décision **43 COM 7.3** et à la décision **214 EX/13.V**, des outils ont été développés pour soutenir la conservation du patrimoine urbain dans les villes du patrimoine mondial, tels que la plateforme en ligne « Canopée du patrimoine mondial - solutions du patrimoine mondial pour des futurs durables » et « l'Atlas du patrimoine urbain », développés via des études de cas pilotes en étroite coopération avec les différents acteurs des villes, des experts locaux et nationaux, ainsi que des consultations avec un large groupe de chaires UNESCO, de centres de catégorie 2 et d'Organisations consultatives.

115. À la demande du Comité du patrimoine mondial, la publication « Gestion du patrimoine urbain » est en cours d'élaboration. Cette publication synthétise les résultats de dix grands laboratoires internationaux des villes du patrimoine mondial et de réunions d'experts entre 2020 et 2022. Ces réunions ont abordé divers thèmes et proposé des stratégies pour une gestion durable du patrimoine urbain, et ont discuté des défis contemporains relatifs à la mise en œuvre de la Recommandation de 2011. Un récapitulatif des résultats de la troisième consultation des États membres sur la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 aux niveaux national et urbain a été présenté au Conseil exécutif et fera l'objet d'un rapport lors de la 42^e Conférence générale. Deux pages web contenant des outils de renforcement des capacités ont été créées afin d'aider les points focaux désignés à répondre à l'enquête. En outre, 24 sessions de renforcement des capacités ont été organisées en ligne, auxquelles ont participé 165 points focaux nationaux et locaux venant de 76 États membres. Par conséquent, 187 rapports nationaux et locaux de 69 États membres venant de toutes les régions ont été envoyés, contre 55 rapports nationaux lors de la précédente consultation en 2019. Les rapports ont confirmé l'importance et l'urgence d'intégrer la conservation du patrimoine aux plans et processus de développement urbain dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'action climatique.

E. Programme marin du patrimoine mondial

<https://whc.unesco.org/fr/programme-marin>

116. Le programme continue de se concentrer sur le changement climatique, la plus grande menace pour la conservation des 50 sites marins. Deux tiers des sites marins ne sont pas préparés pour faire face aux impacts du changement climatique en raison du manque de connaissances scientifiques, de capacités techniques et/ou de ressources financières. Le programme collabore avec des scientifiques pour évaluer les impacts dans tous les sites, mettre en place des stratégies de résilience et d'adaptation au climat, surveiller les impacts sur la biodiversité locale et améliorer la mobilisation des ressources.
117. Renforcer la résilience des récifs coralliens : avec l'aide d'un investissement initial de 10,5 millions de dollars des États-Unis et grâce à un consortium international de partenaires, quatre récifs coralliens inscrits au patrimoine mondial à Palau, au Belize, en France et en Australie élaborent actuellement des stratégies de résilience menées par les communautés et mettent en œuvre 13 priorités climatiques locales(<https://whc.unesco.org/fr/resiliencedesrecifs/>). L'UNESCO a établi un partenariat avec le Fonds mondial pour les récifs coralliens afin de soutenir les activités de renforcement de la résilience dans les pays en développement et collabore activement avec le Fonds pour financer des biens du patrimoine mondial.
118. Étudier les impacts du climat et aider les sites à surveiller la biodiversité locale grâce à des expéditions d'ADN environnemental : les expéditions d'ADNe sont une initiative mondiale et citoyenne qui contribue à mesurer la biodiversité marine et qui donnera un premier aperçu de la façon dont le changement climatique pourrait avoir un impact sur les schémas de distribution de la vie marine, notamment dans les sites marins du patrimoine mondial. Quelques 22 sites marins ont rejoint l'initiative et plus de 150 enfants

ont participé à des campagnes d'échantillonnage de l'ADN environnemental. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI) et est financé par le gouvernement flamand (Belgique). (<https://www.unesco.org/fr/edna-expeditions>).

119. Actifs et crédits carbone : avec l'aide d'éminents scientifiques, le Programme a montré que les 50 biens marins du patrimoine mondial abritent plus de 20 % des écosystèmes de carbone bleu de la planète et contribuent largement à la réduction des émissions de CO₂. En partenariat avec la principauté de Monaco, des travaux sont en cours pour étudier la façon dont le marché du carbone peut contribuer à garantir le financement à long terme de la conservation des biens marins éligibles au patrimoine mondial.
120. Le Programme poursuit ses efforts pour renforcer le réseau des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial et facilite le partage de l'expertise, des enseignements et des meilleures pratiques, via des échanges de personnel, des réunions en ligne et des conférences mondiales triennales en présentiel pour les gestionnaires (<https://whc.unesco.org/fr/gestionnaires-marins/>).

F. Voie à suivre pour les Programmes thématiques

121. Le **programme pour les PEID** du Centre du patrimoine mondial continuera à soutenir les activités relatives au tourisme durable en renforçant les capacités des gestionnaires de sites et des parties prenantes et en fournissant une assistance technique aux sites, et poursuivra son travail pour l'amélioration de l'état de conservation des biens, en particulier de ceux qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et la préparation des listes indicatives et des propositions d'inscription. Le programme pour les PEID continuera à développer ses activités et à soutenir l'élaboration d'un cadre thématique et régional de renforcement des capacités, en tenant compte des défis de conservation spécifiques aux PEID et des actions identifiées lors du troisième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques et dans les Plans d'action régionaux.
122. Le **programme WHST** cherchera à fournir une assistance technique et des formations aux gestionnaires de sites pour leur permettre d'améliorer l'expérience des visiteurs, la gestion du tourisme durable et la capacité de charge en développant des laboratoires d'innovation et en utilisant la boîte à outils de l'UNESCO sur le tourisme durable, la stratégie de gestion du tourisme ainsi que l'outil d'évaluation pour aider les sites à élaborer des plans de gestion du tourisme. L'Engagement de l'UNESCO en faveur du tourisme durable continuera d'être promu et développé. La plateforme en ligne sera mise à jour pour assurer une meilleure visibilité des engagements croissants.
123. Grâce à son **programme marin**, le Centre du patrimoine mondial continuera d'investir dans le réseau des gestionnaires de sites et de développer une science innovante et des orientations pour aider les sites à renforcer leur résilience, s'adapter au changement climatique et accélérer l'échange de solutions. Le programme se concentrera davantage sur les sites d'Afrique, les PEID et les récifs coralliens dans les pays en développement. La coopération avec les partenaires mondiaux sera renforcée, notamment dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques menée par la COI de l'UNESCO (2021-2030), en contribuant, entre autres, à la réalisation des nouveaux objectifs mondiaux en matière de biodiversité pour une conservation efficace des zones marines protégées.
124. Le **Programme des villes** du patrimoine mondial continuera à soutenir la conservation et la gestion du patrimoine urbain dans les villes du patrimoine mondial grâce à l'élaboration et la diffusion d'outils, d'orientations et de programmes de renforcement des capacités qui intègrent l'approche et les principes de la Recommandation de 2011 dans le cadre du développement durable, et continuera à soutenir le réseau des gestionnaires de sites urbains du patrimoine mondial et des autorités locales ainsi que leurs échanges avec des experts et les chaires de l'UNESCO. Un accent particulier sera mis sur la

promotion de l'action climatique et des environnements bâtis durables et inclusifs en intégrant les communautés locales et leurs connaissances et pratiques locales.

V. SYNERGIES AVEC D'AUTRES CONVENTIONS ET PROGRAMMES

125. À l'issue des résultats de la consultation en ligne sur la préparation des documents 41 C/4 et 41 C/5 présentés lors de la 44^e session élargie du Comité (Document WHC/21/44.COM/INF.5A.1), les synergies avec les autres principaux Programmes et Conventions de l'UNESCO avec lesquels la Convention du patrimoine mondial devrait collaborer durant la période 2022-2025, à savoir les Conventions de 2003, 1954, 1970 et 2001 ainsi que la COI, le programme MAB et le programme des géoparcs, ont été proactivement renforcées par le Centre du patrimoine mondial.
126. Dans le cadre de la Plateforme globale des villes de l'UNESCO, une plateforme intersectorielle qui réunit huit réseaux et programmes de l'UNESCO qui adoptent une approche transversale avec les villes pour la mise en œuvre des 17 ODD, le Programme des villes du patrimoine mondial a participé le 31 octobre 2021 aux célébrations de la Journée mondiale des villes 2021 autour du thème global « Adapter les villes à la résilience climatique ».
127. Dans le cadre du travail sur le document *Indicateurs Culture|2030 de l'UNESCO* visant à mesurer le rôle et la contribution de la culture au Programme 2030 pour le développement durable, les autres Conventions culturelles et les trois recommandations dans le domaine de la culture, une plateforme d'échanges spécialisés a été créée en septembre 2021, qui relie des experts régionaux et internationaux de l'UNESCO ainsi que le Secrétariat de l'UNESCO et l'Institut de statistique de l'UNESCO (Unité Culture). Les outils de renforcement des capacités et de communication élaborés par l'UNESCO ont été publiés sur la plateforme en vue de la préparation des ateliers de lancement et pour soutenir la collecte de données. Treize pays et dix-sept villes ont été inclus dans la mise en œuvre pilote des *Indicateurs Culture|2030* et ont suivi le cadre depuis 2021.

Synergies dans le cadre de la soumission des Rapports périodiques dans les régions Asie-Pacifique et Amérique latine et Caraïbes

128. Dans les deux régions, le troisième cycle de soumission des Rapports périodiques a globalement confirmé que la coopération et les synergies avec les autres conventions et programmes culturels et ayant trait à la biodiversité sont non seulement actives, mais aussi renforcées, notamment grâce à une communication ad hoc ou plus formalisée entre les points focaux nationaux des différents programmes/conventions, ce qui démontre leur engagement pour lutter contre les défis environnementaux, et suggère le placement d'un accent sur le développement et la gestion du patrimoine culturel et l'élaboration de stratégies (voir Documents WHC/23/45.COM/10A et WHC/23/45.COM/10B pour plus d'informations). En outre, dans la région Amérique latine et Caraïbes, des sessions de formation ont été organisées pour mieux faire connaître les objectifs de la Convention de 1954, notamment l'utilisation de l'emblème du bouclier bleu.
129. Plusieurs des biens du patrimoine mondial des régions sont des sites à désignations internationales multiples (MIDAS), à savoir des sites également inscrits (en totalité ou en partie) dans d'autres conventions/programmes. Dans leurs réponses au questionnaire du troisième cycle de soumission des Rapports périodiques, de nombreux États parties de la région Asie-Pacifique ont exprimé leur intention d'inscrire dans les années à venir davantage de biens du patrimoine mondial et de sites actuellement inscrits sur les Listes indicatives sous ces autres conventions/programmes.
130. Cependant, au niveau des biens, la coopération entre les responsables de la mise en œuvre des diverses conventions est encore actuellement considérée comme assez

faible, sauf si la même autorité est responsable de plus d'une désignation. La question du renforcement de ces mécanismes de communication pour améliorer la coopération interministérielle/organisationnelle en encourageant des structures organisationnelles moins compartimentées et en planifiant des échanges intersectoriels pour le patrimoine est traitée par exemple dans le projet de Plan d'action cadre pour la région Asie-Pacifique.

A. Conventions et programmes culturels

131. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail sur la gouvernance établies par la Conférence générale, le Centre du patrimoine mondial a participé au groupe de travail sectoriel sur l'établissement d'un règlement intérieur modèle pour les assemblées/conférences des Parties aux conventions/protocoles de l'UNESCO en matière de culture qui se sont régulièrement réunies avec les Secrétariats des autres Conventions culturelles. Les résultats de ces réunions ont été présentés à la 41^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en 2021. Une réunion d'information à cet égard sera organisée par le Secrétariat avant la 24^e session de l'Assemblée générale, prévue en novembre 2023, et un point sera inscrit à l'ordre du jour de cette dernière.
132. Le Centre du patrimoine mondial a poursuivi sa collaboration étroite avec le Secrétariat de la Convention de 2003, notamment à des fins d'échanges sur les bonnes pratiques. En outre, les liens avec la Convention de 2003 sont particulièrement mis en avant dans les projets opérationnels mis en œuvre par les bureaux hors siège en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial. Parmi le large spectre de projets, les initiatives de l'UNESCO visent, par exemple, à promouvoir le patrimoine vivant et à développer le tourisme culturel dans des biens du patrimoine mondial (Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Géorgie, Inde, Indonésie, Kenya, Namibie, Viet Nam), à réaliser un inventaire du patrimoine culturel immatériel dans des contextes urbains (Malaisie), et à sensibiliser et former de jeunes professionnels à la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel en Europe.
133. Un projet-pilote a été élaboré en Arménie, créant une synergie opérationnelle entre deux Conventions de l'UNESCO : la Convention de La Haye de 1954 (et ses deux protocoles de 1954 et 1999) et la Convention du patrimoine mondial.
134. En outre, les synergies entre la Convention du patrimoine mondial, la Convention de La Haye de 1954 et ses deux protocoles (1954 et 1999) et les autres Conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture ont été concrétisées dans la réponse et l'assistance d'urgence fournies à l'Ukraine après le conflit armé et dans la nécessité de protéger de tout dommage ultérieur le patrimoine culturel bâti et mobilier ukrainien sous toutes ses formes.

B. Conventions et programmes ayant trait à la biodiversité

Collaboration avec d'autres conventions et programmes ayant trait à la biodiversité

135. La collaboration entre les conventions ayant trait à la biodiversité s'est principalement concentrée sur la préparation du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CMB), adopté en tant que *Cadre mondial de la biodiversité Kunming-Montréal* lors de la 15^e Conférence des Parties (COP-15) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) en décembre 2022 à Montréal, au Canada (voir également le document WHC/23/45.COM/7). Dans le cadre du suivi du CMB, le Centre du patrimoine mondial travaille en étroite collaboration avec l'ensemble de l'UNESCO, notamment avec la Convention de 2003 et les programmes sur l'Homme et la biosphère, les systèmes de savoirs locaux et autochtones (LINKS) et l'éducation au développement durable (EDD).

136. Lors de la COP-15, la Chine, l'UNESCO, le Secrétariat de la CDB, l'UICN et le Forum international autochtone sur la biodiversité (IIBF) ont dirigé le [Sommet sur la nature et la culture](#), qui a débouché sur le renouvellement du mandat du [Programme de travail conjoint sur les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle](#) (voir le document WHC/23/45.COM/7). Durant la COP-15, l'UNESCO a participé à divers événements et a organisé un [événement parallèle](#) sur le rôle des conventions sur la biodiversité dans la mise en œuvre du CMB, auquel ont participé plusieurs parties.
137. Le Centre du patrimoine mondial a participé à la réunion en ligne du Groupe de liaison des Conventions relatives à la biodiversité (GLB) en octobre 2021. Les chefs de secrétariat des Conventions ont débattu des contributions, des messages communs et des événements marquants en amont de la COP-15, en rappelant que le CMB doit fournir un cadre commun pour toutes les conventions relatives à la biodiversité et promouvoir une mise en œuvre plus coordonnée au niveau national (les rapports des réunions du GLB sont consultables sur <https://www.cbd.int/blg/>).
138. Au cours de la période considérée, le Centre du patrimoine mondial a poursuivi son engagement dans le travail préparatoire à l'élaboration du CMD, en participant notamment à des réunions de haut niveau lors desquelles le cadre de suivi du GBF a été discuté, et à la réunion de Genève sur la biodiversité en mars 2022 (en ligne), au cours de laquelle un événement parallèle du GLB a été organisé (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2418/>).
139. Le Centre du patrimoine mondial a également participé au débat de haut niveau en ligne de la COP-15 en octobre 2021, avec une déclaration vidéo de l'UNESCO (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2349/>) et par le biais d'[une déclaration commune](#) du GLB (<https://www.cbd.int/meetings/COP-15-HLS>).
140. En juin 2022, le Centre du patrimoine mondial a coorganisé un événement parallèle lors de la conférence Stockholm+50 commémorant la naissance et les réalisations de quatre conventions clés relatives à la biodiversité et adoptées dans les années 70 : la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention du patrimoine mondial, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et la Convention sur les espèces migratrices (CMS) (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2447/>).
141. En septembre 2021, le Centre du patrimoine mondial a participé à [l'atelier de consultation d'experts](#) dirigé par le PNUE et financé par le Conseil nordique des ministres sur le renforcement de la coordination et de la collaboration entre les conventions ayant trait à la biodiversité et la convention chimique. Le rapport intitulé [Strengthening collaboration and coordination between biodiversity and chemicals and waste clusters \(norden.org\)](#) est disponible en ligne.
142. Le Centre du patrimoine mondial a participé à un événement parallèle sur la restauration des écosystèmes organisé par le Secrétariat de la CDB en novembre 2021 lors de la COP-26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), en présentant les options de restauration des écosystèmes dans les sites du patrimoine mondial et autres sites désignés par l'UNESCO comme des solutions gagnant-gagnant pour faire face au changement climatique et préserver la biodiversité.
143. Un protocole d'accord entre les Secrétariats de la Convention du patrimoine mondial et de la CITES a été finalisé et signé le 26 juin 2023, en réponse à la Résolution [Conf. 18.5](#) adoptée par la CITES lors de sa 18^e conférence des parties (COP-18, août 2019), et à la recommandation du Comité permanent de la CITES (mars 2022). Le protocole d'accord prévoit une coopération renforcée pour la conservation et l'utilisation durable des espèces inscrites aux annexes de la CITES et présentes dans les biens du patrimoine mondial.

144. Le Centre du patrimoine mondial entretient une coopération de longue date avec le Programme de micro-financements du PNUD/FEM sur l'initiative COMPACT (<https://whc.unesco.org/fr/compact/>), à travers lequel il soutient les communautés locales dans la préservation des biens du patrimoine mondial. L'UNESCO et le Programme de micro-financements du PNUD/FEM sont actuellement en cours de discussion sur la mise à jour de leur mémorandum de coopération commun avec le Secrétariat de la CDB.
145. Dans le cadre de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), et en particulier du dossier ouvert n° 2017/2 concernant les impacts négatifs présumés sur les sites candidats au réseau Emeraude du lac Ohrid et du parc national de Galichica en raison de développements d'infrastructures (Macédoine du Nord), l'UNESCO et la Convention de Ramsar ont été invitées à participer en tant qu'observateurs à l'évaluation sur place qui s'est déroulée en avril 2023 au lac Ohrid et au parc national de Galichica (Macédoine du Nord).

Collaboration avec d'autres programmes de l'UNESCO

146. L'UNESCO renforce encore sa collaboration intersectorielle sur la conservation de la biodiversité et le changement climatique (notamment sur les sites désignés par l'UNESCO), en vue de soutenir la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (en étroite collaboration avec la FAO, l'UNESCO dirige un panel d'experts intitulé « Our Humanature Pathways »), la Décennie des Nations unies pour les sciences océanographiques au service du développement durable, ainsi que la Décennie internationale des langues autochtones.
147. Le Centre travaille en étroite collaboration avec le Secteur des sciences de l'UNESCO (le programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) et le Programme international de géosciences et des géoparcs) et le Secrétariat de la Convention de 2003 sur le « Réseau UNESCO pour la Terre », un nouveau fonds-en-dépôt multipartenaire lancé avec le soutien du gouvernement italien (<https://www.unesco.org/en/earth-network>). Il soutient les capacités des sites désignés par l'UNESCO et des éléments du patrimoine culturel immatériel dans la conservation de la biodiversité, la durabilité environnementale, la restauration des écosystèmes, avec le soutien d'experts volontaires. Il travaille également à la création d'un portail de l'UNESCO sur la biodiversité et propose des cours en ligne ouverts à tous (MOOC).
148. Dans le cadre de la Décennie pour les sciences océaniques au service du développement durable proclamée par les Nations Unies (2021-2030), le Centre du patrimoine mondial et la Commission océanographique intergouvernementale (COI) ont élaboré conjointement une Feuille de route des sciences océaniques pour le patrimoine mondial marin de l'UNESCO, lancée en novembre 2021 à l'occasion d'un événement conjoint CLT-COI de haut niveau à la Conférence générale de l'UNESCO. Plus d'informations : <https://whc.unesco.org/fr/sciencesoceaniques/>. Le Centre du patrimoine mondial et la COI mettent également en œuvre conjointement les expéditions d'ADN environnemental dans les sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO (<https://www.unesco.org/fr/edna-expeditions>).

Autres formes de coopération internationale en matière de conservation de la biodiversité

149. L'initiative Legacy Landscapes Fund (Fonds pour les paysages du patrimoine) a été lancée en mai 2021 (voir <http://whc.unesco.org/fr/actualites/2288>) dans le but de fournir un mécanisme de financement pérenne pour les zones protégées sélectionnées dans les pays en développement, y compris dans des sites du patrimoine mondial naturel. Le Centre du patrimoine mondial et l'UICN ont été des partenaires stratégiques dans le développement de l'initiative Legacy Landscapes Fund depuis ses débuts. L'Allemagne a doté le fonds d'une contribution de démarrage de 82,5 millions d'euros, avec l'objectif d'atteindre 1 milliard de dollars des États-Unis. Parmi les premiers bénéficiaires, on peut citer le Parc national de Gunung Leuser, une composante du bien du patrimoine mondial

des forêts tropicales ombrophiles de Sumatra (Indonésie), un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril, et le Parc national d'Odzala-Kokoua (République du Congo), un site proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Les nouveaux sites candidats à un financement englobent des composants de biens du patrimoine mondial à Madagascar, en Colombie et au Pérou.

150. L'UNESCO, notamment via le Centre du patrimoine mondial, continue de promouvoir les journées internationales en faveur de la durabilité environnementale, telles que la Journée mondiale des zones humides(<http://whc.unesco.org/fr/actualites/2399>; <https://whc.unesco.org/fr/actualites/2522/>), la Journée mondiale de la vie sauvage(<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2410/>) et la Journée internationale des forêts(<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2538>). L'UNESCO a également participé à des événements clés, tels que le Sommet One Forest au Gabon en février 2023, qui a souligné l'importance du patrimoine vivant dans la sauvegarde des espèces et des écosystèmes dits « parapluies », en s'appuyant sur les principaux instruments de conservation de l'UNESCO (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2527>).

VI. PRINCIPAUX DÉFIS ET VOIES À SUIVRE

A. Gouvernance

151. Ces dix dernières années, des discussions et une réflexion au sujet des valeurs éthiques des différentes parties prenantes à la Convention ont eu lieu lors des sessions du Comité du patrimoine mondial et de l'Assemblée générale, afin de garantir que les principes fondamentaux d'objectivité, de transparence et d'impartialité soient respectés et encouragés durant le processus décisionnel des organes directeurs de la Convention de 1972.
152. C'est dans ce cadre que la 22^e session de l'Assemblée générale a souligné, en 2019, la responsabilité collective de toutes les parties prenantes - les États parties, le Secrétariat et les Organisations consultatives - pour défendre l'intégrité et la crédibilité de la Convention du patrimoine mondial et, à ce titre, les a invitées à faire preuve d'une conduite conforme aux normes déontologiques les plus strictes en termes de professionnalisme, d'équité et de transparence. Elle a donc décidé de constituer un groupe de travail à composition non limitée des États parties à la Convention, chargé d'élaborer, pour examen par l'Assemblée générale des États parties à sa 23^e session, un code de conduite, une déclaration de principes déontologiques ou un texte équivalent. Neuf réunions en ligne du groupe de travail à composition non limitée ont eu lieu entre mars et octobre 2021, lors desquelles un texte consensuel intitulé *Déclaration de principes afin de promouvoir la solidarité internationale et la coopération pour préserver le patrimoine mondial* a été finalisé. Le texte de la Déclaration, approuvé par l'Assemblée générale des États parties à sa 23^e session en novembre 2021, est consultable à l'adresse <https://whc.unesco.org/fr/declaration-de-principes/>.

B. Impact de la pandémie de Covid-19

153. La pandémie a eu et a toujours une forte incidence sur les activités menées par le Secrétariat pour la mise en œuvre de la Convention. Plusieurs mesures ont été prises par le Secrétariat, qui impliquaient par exemple d'accroître le soutien technologique, de concevoir de nouveaux contenus, outils et interfaces adaptés aux réunions en ligne et de modifier les modalités de réunion (en *présentiel* et en ligne) dans un délai très court. Le Secrétariat a adapté ses modalités et méthodes de travail, proposant notamment de nouvelles manières de travailler, qui peuvent faire apparaître de nouvelles approches intéressantes pour la réalisation des activités dans le cadre de la Convention.

154. La crise sans précédent due à la pandémie de Covid-19 a eu, dans le monde entier, d'importantes répercussions sur les biens du patrimoine mondial, dont la fermeture de sites du patrimoine mondial et ses conséquences socioéconomiques, la perturbation de la vie des communautés sur les biens et alentours, notamment l'aggravation de la pauvreté et la destruction concomitante d'emplois et de moyens de subsistance dans de nombreux biens du patrimoine mondial. Sur le terrain, l'impact de la crise de la COVID-19 sera de longue durée et se traduira par l'exacerbation des défis actuels et l'apparition de nouvelles difficultés.
155. Dans le cadre du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, le Secrétariat a adopté une double approche de la culture, du tourisme, du relèvement et de la résilience, avec des mesures spécifiques à court et à long terme (voir Document WHC/21/44.COM/INF.5A.2, présenté lors de la 44^e session élargie du Comité).

C. Changement climatique

156. Le changement climatique est devenu l'une des principales menaces qui pèsent sur les biens du patrimoine mondial. Les Organes directeurs de la Convention ont été à l'avant-garde des réponses visant à guider l'impact du changement climatique sur le patrimoine mondial depuis 2005.
157. Le Centre du patrimoine mondial a continué à mettre en œuvre la décision des Organes directeurs de la Convention relative au changement climatique et à entreprendre un vaste travail de révision et de mise à jour du *Document d'orientation sur l'impact du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial* (adopté en 2007 par l'Assemblée générale des États parties) (<https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/>).
158. A cet égard, le Centre du patrimoine mondial a assuré la tenue du Panel d'experts en mars/avril 2022 à la demande du Comité du patrimoine mondial, ainsi que de sept réunions entre mars 2022 et juillet 2023 du Groupe de travail à composition non limitée établi par l'Assemblée générale lors de sa 23^e session, avec le soutien financier de l'Australie, de l'Azerbaïdjan et des Pays-Bas. Des informations plus détaillées sont disponibles dans le Document WHC/23/45.COM/7.
159. L'UNESCO a également poursuivi ses activités de soutien avec pour objectif principal la sensibilisation à l'adaptation au changement climatique, à l'éducation et au renforcement des capacités, avec la participation des communautés locales. À cet égard, le Centre du patrimoine mondial, par l'intermédiaire des fonds-en-dépôt néerlandais et flamand, a apporté son soutien à des projets visant notamment à autonomiser des gestionnaires de site ainsi que des jeunes pour renforcer l'adaptation au changement climatique sur les sites du patrimoine mondial. Le fonds-en-dépôt des Pays-Bas a également contribué à l'élaboration d'un nouveau guide en ligne pour les projets d'énergie éolienne dans le contexte du patrimoine mondial, afin d'aider les États parties dans leur transition énergétique (<https://whc.unesco.org/fr/transition-energetique/>).
160. En octobre 2021, le Centre du patrimoine mondial, l'UICN et le World Resources Institute (WRI) ont publié la première évaluation scientifique mondiale des émissions et de la séquestration des gaz à effet de serre dans les forêts des biens du patrimoine mondial de l'UNESCO, intitulée « Forêts du patrimoine mondial : Puits de carbone sous pression » (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2344/>). L'étude montre le rôle essentiel que jouent les forêts des biens du patrimoine mondial dans la régulation du climat en absorbant environ 190 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) chaque année. Il convient toutefois de noter que les forêts d'au moins 10 de ces sites ont émis plus de carbone qu'elles n'en ont absorbé en raison de la pression accrue exercée par l'utilisation des sols et des risques liés au climat, tels que les feux de forêt. Le rapport propose également une série d'actions et de recommandations pour protéger et aborder les menaces qui pèsent sur les forêts des biens du patrimoine mondial.

161. En novembre 2022, le Centre du patrimoine mondial et l'UICN, avec des contributions de l'ETH de Zurich, de l'Institut fédéral suisse de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) et du Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (LEGOS) du Centre national français de la recherche scientifique (CNRS), a publié la première évaluation scientifique mondiale de l'état actuel et du scénario probable des glaciers dans les biens du patrimoine mondial, intitulée « Glaciers du patrimoine mondial : Sentinelles du changement climatique » (<https://whc.unesco.org/fr/actualites/2488/>). L'étude montre que les glaciers des biens du patrimoine mondial perdent 58 milliards de tonnes de glace et sont responsables de près de 5 % de l'élévation du niveau de la mer observée à l'échelle mondiale, et que les glaciers d'un tiers des biens du patrimoine mondial disparaîtront d'ici à 2050, quel que soit le scénario climatique. Le rapport fournit également un ensemble d'actions et de recommandations pour protéger les glaciers dans les biens du patrimoine mondial et aborder les menaces qui pèsent sur ceux-ci.
162. En novembre 2022, grâce au fonds-en-dépôt australien et au fonds-en-dépôt flamand, l'UNESCO a lancé une campagne de communication mondiale intitulée « Nous sommes tous des gardiens de l'avenir » (<https://whc.unesco.org/fr/gardiensdelavenir/>) visant à établir une plateforme de financement pérenne pour renforcer les capacités d'adaptation au climat au sein des biens naturels du patrimoine mondial. La campagne englobe des outils de communication couvrant des thématiques stratégiques liées au changement climatique. Les contributions reçues serviront à soutenir les actions organisées par le Programme des Volontaires du patrimoine mondial. Dans le cadre de ce travail, l'UNESCO a publié en mai 2023 un rapport sur la contribution de la Convention du patrimoine mondial à la conservation de la biodiversité mondiale, à l'occasion de la Journée internationale de la diversité biologique.
163. L'UNESCO fournit également une aide pratique sur le terrain aux biens du patrimoine mondial pour l'élaboration de plans d'adaptation au climat ou pour l'évaluation scientifique des impacts du changement climatique, ou encore pour la mobilisation d'investissements visant à renforcer la résilience.

D. Priorité Afrique

164. La Stratégie pour le patrimoine mondial en Afrique a été élaborée à la suite de l'adoption de la priorité globale Afrique et du programme phare 3 : Promouvoir le patrimoine culturel et le renforcement des capacités dans le cadre de la priorité Afrique (2022-2029), lors de la 41^e session de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2021, et renforcera la mise en œuvre du Plan d'action régional. En outre, la Stratégie offrira un cadre global pour atteindre les cinq Objectifs stratégiques et les 26 actions approuvées par le Comité pour garantir que tous les États parties africains soient représentés sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, suscitant et reflétant ainsi un système du patrimoine mondial durable en Afrique. Cette stratégie, qui définit les domaines prioritaires, est incluse dans le document WHC/23/45.COM/5C et sera présentée au Comité pour adoption.

E. Défis opérationnels

165. Enfin, et comme souligné dans les précédents rapports, l'insuffisance des moyens humains demeure un obstacle considérable pour le Secrétariat. Le Secrétariat compte toujours fortement sur du personnel temporaire, du fait des mesures de renforcement et des contributions des États parties. Cependant, les organes directeurs de la Convention ont un nombre croissant de nouvelles initiatives et réflexions thématiques à soumettre au Centre du patrimoine mondial en vue de leur création et de leur mise en œuvre. Ce renforcement, qui n'est pas tenable sur le long terme, ne suffit donc pas à compenser la

charge de travail réglementaire et opérationnelle régulière du Secrétariat, qui continue d'augmenter.

VII. PROJET DE DÉCISION

Projet de décision : 45 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. *Ayant examiné le document WHC/23/45.COM/5A,*
2. *Rappelant les décisions **43 COM 5A** et **44 COM 5A** adoptées respectivement à sa 43^e session (Bakou, 2019) et 44^e session élargie (Fuzhou/en ligne, 2021),*
3. *Prend note avec satisfaction des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre le résultat escompté, à savoir l'« identification, la protection, le suivi et la gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 ».*
4. *Prend note avec préoccupation des impacts de la pandémie de COVID-19 sur le patrimoine mondial et félicite le Secrétariat pour les réponses apportées à cette situation extrême ;*
5. *Salue les efforts continus du Centre du patrimoine mondial pour collaborer et renforcer les synergies entre les conventions de l'UNESCO relatives à la culture et les conventions et programmes liés à la biodiversité ; et réitère sa demande de renforcer encore cette collaboration, comme cela a été fait avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), y compris sur les problématiques les plus critiques de notre époque telles que le changement climatique et la perte de la diversité naturelle et culturelle ;*
6. *Prend note avec satisfaction des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial sur l'évaluation des impacts du changement climatique sur le patrimoine mondial et invite les États parties à soutenir le Secrétariat via un financement et une expertise technique pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation au climat dans les biens du patrimoine mondial ;*
7. *Remercie tous les États parties qui ont généreusement apporté leur soutien, financier et/ou en nature, à la fois aux activités destinées à la mise en œuvre de la Convention et au renforcement des ressources humaines du Centre du patrimoine mondial, et invite d'autres États parties à continuer d'apporter un tel soutien et à le renforcer si possible ;*
8. *Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport sur ses activités fondé sur les cinq Objectifs stratégiques fixés par le Comité du patrimoine mondial (« 5C »), sous le point 5A, pour examen à sa 46^e session, et un rapport sur les résultats des Programmes thématiques, sous le point 5A, pour examen à sa 47^e session.*

ANNEXE 1

RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE D'AOÛT 2021 A MAI 2023)

Abréviations :

AB Organisations consultatives
AFR Afrique
APA Asie et Pacifique
ARB États arabes
EUR Europe et Amérique du Nord
GLO Monde
LAC Amérique latine et Caraïbes
WHC Centre du patrimoine mondial

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
1C Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)			
A) Généralités			
AFR	Grâce au fonds-en-dépôt du gouvernement flamand (FUT) pour l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial a fourni une assistance technique aux autorités de l'Angola, du Botswana et de la Namibie pour évaluer la faisabilité d'une extension en série du site du patrimoine mondial du Delta de l'Okavango.	42 COM 7B.91 38 COM 8B.5	Une étude de faisabilité de l'extension du site du patrimoine mondial du Delta de l'Okavango (Botswana) à l'Angola et à la Namibie a été finalisée en mars 2023.
B) Listes indicatives			
AFR	Dans le cadre de l'assistance internationale, le WHC a fourni une aide pour l'établissement de la liste indicative de la République de Guinée équatoriale et pour la mise à jour de la liste indicative du Togo.		La Guinée équatoriale a continué à établir sa liste indicative et le Togo a soumis une mise à jour de sa liste indicative en décembre 2021.
AFR	Grâce au fonds-en-dépôt du gouvernement flamand (FUT) pour l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial a fourni un soutien technique aux autorités angolaises et zambiennes pour mettre à jour leur liste indicative.		L'État partie de l'Angola a élaboré une ébauche de liste indicative pour validation. La demande d'assistance internationale de la Zambie a été approuvée en 2022 pour cofinancer le processus de mise à jour.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
AFR	Assistance technique à l'État partie du Gabon fournie par le WHC grâce au « Fonds du gouvernement chinois destiné au renforcement des capacités et à la coopération en faveur du patrimoine mondial en Afrique, dans la mise à jour de sa liste indicative.		Le Gabon a mis à jour sa liste indicative en janvier 2022.
AFR	Oman a apporté un soutien financier afin d'aider cinq pays de la région d'Afrique de l'Est (Comores, Kenya, Madagascar, Somalie et République-Unie de Tanzanie) à réviser leur liste indicative en vue de l'élaboration des dossiers de proposition d'inscription.		<p>Le Kenya a élaboré le dossier de proposition d'inscription de la ville historique de Gedi, qu'il a soumis en janvier 2023. En 2022 :</p> <p>Les Comores ont entrepris une étude de faisabilité pour le dossier de proposition d'inscription des Sultanats historiques des Comores avec le soutien technique du Centre du patrimoine mondial et de l'ICOMOS ;</p> <p>Un processus en amont a été conduit par l'ICOMOS au sujet de l'Église de Sainte Marie que Madagascar a proposée pour un possible dossier de proposition d'inscription et dont il prépare actuellement le dossier.</p> <p>La Somalie a reçu une formation pour l'élaboration de sa liste indicative, qui s'est déroulée à Mombasa, au Kenya, et elle élabore actuellement sa première liste indicative.</p> <p>Atelier de renforcement des capacités organisé en Tanzanie, pour l'autorité de gestion de la Ville de pierre de Zanzibar.</p>
C) Propositions d'inscription			
AFR	Un soutien financier a été apporté à l'État partie du Cameroun par le « Fonds du gouvernement chinois destiné au renforcement des capacités et à la coopération en faveur du patrimoine mondial en Afrique » en vue de la réalisation d'une étude préliminaire de faisabilité pour la proposition d'inscription du Paysage culturel de Diy Gid Biy sur la Liste du patrimoine mondial.		Le Nigéria et le Cameroun se sont accordés sur la soumission d'un dossier de proposition d'inscription pour le prochain cycle (2021) du Paysage culturel de Diy Gid Biy en tant qu'extension du Paysage culturel de Sukur. Le Cameroun a mis à jour sa liste indicative. Le dossier de proposition d'inscription du « Paysage culturel de Sukur et de Diy-Gid-Biy dans les Monts Mandara » a été soumis en janvier 2022.
AFR	Le programme de renforcement des capacités du gouvernement japonais a apporté un financement pour soutenir 10 pays parmi les 12 États parties africains qui n'ont aucun site sur la Liste du patrimoine mondial, à savoir le Burundi, Djibouti, la Guinée équatoriale, l'Eswatini, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Somalie et le Soudan du Sud		Burundi : Une évaluation des besoins a été organisée au Burundi en juin 2022, avec la participation de 25 parties prenantes nationales principales, et des sites potentiels pour la liste indicative ont également fait l'objet de discussions.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
			<p>Djibouti : Deux ateliers en ligne ont été organisés à Djibouti en avril et juillet 2022 en collaboration avec l'ICOMOS et l'UICN et la feuille de route est en cours de préparation.</p> <p>Guinée équatoriale : Une discussion est en cours et une mission est prévue en juin 2023 afin d'évaluer les besoins.</p> <p>Eswatini : un atelier d'évaluation des besoins et de renforcement des capacités a été organisé en Eswatini en février 2022, et une feuille de route a été soumise au Centre du patrimoine mondial en avril 2023.</p> <p>Guinée Bissau : la préparation de la réserve de biosphère de l'archipel des Bijagós est en phase finale.</p> <p>Liberia : un atelier d'évaluation des besoins et de renforcement des capacités a été organisé en juin 2022 avec 38 parties prenantes nationales et une liste indicative révisée a été soumise en 2023 pour la possible d'extension du complexe de Gola-Tiwai.</p> <p>Rwanda : élaboration et finalisation du dossier de proposition d'inscription du Parc national de Nyungwe en 2022. L'État partie poursuit ses activités de renforcement des capacités</p> <p>Sao Tomé et Príncipe : une première mission a été organisée en mars 2022 et une seconde en octobre 2022. L'État partie a soumis sa liste indicative en 2023 et a commencé l'élaboration d'un dossier.</p> <p>Sierra Leone : l'État partie a ajouté le complexe de Gola-Tiwai à sa liste indicative en 2022. En juillet et août 2022, une mission d'experts (dont un expert japonais) a été organisée. La première version du dossier de proposition d'inscription a été achevée en décembre 2022. Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a formulé des commentaires.</p> <p>Soudan du Sud : Les parties prenantes et les partenaires - 20 hauts représentants - ont été sensibilisés à la mise en œuvre de la Convention de 1972 lors d'un atelier organisé en octobre 2022. Une feuille de route est élaborée.</p>
AFR	Grâce au financement du fonds-en-dépôt du gouvernement flamand (FUT) pour l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial a apporté un soutien technique et financier à l'État		L'État partie de l'Éthiopie a soumis le dossier de proposition d'inscription du Parc national des montagnes du Balé en janvier 2021 et a soumis une demande d'assistance internationale pour

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	partie de l'Éthiopie pour la préparation du dossier de proposition d'inscription du Parc national des montagnes du Balé et pour un plan de travail concernant les modifications importantes des limites du bien du patrimoine mondial du Parc national du Simien. Grâce à ces fonds, le Centre du patrimoine mondial a également fourni un soutien technique à l'État partie du Mozambique pour la préparation du dossier de proposition d'inscription du Parc national de Maputo en tant qu'extension transfrontalière du bien du patrimoine mondial du Parc de la zone humide d'iSimangaliso (Afrique du Sud).		achever le dossier de proposition d'inscription du Parc national de Simien en octobre 2022. L'État partie du Mozambique a élaboré l'ébauche de dossier de proposition d'inscription du Parc national de Maputo en vue d'une discussion plus approfondie avec l'État partie de l'Afrique du Sud.
AFR	Grâce aux fonds-en-dépôt des gouvernements japonais (JFiT) et français, l'UNESCO aide trois PEID d'Afrique dans l'élaboration de leur dossier de proposition d'inscription, à savoir les Comores, la Guinée équatoriale et Sao Tomé. L'ICOMOS a organisé une mission de faisabilité aux Comores.		Une feuille de route a été élaborée aux Comores pour soutenir la préparation du dossier de proposition d'inscription en 2022.
APA	Financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée « Soutien à la(aux) proposition(s) d'inscription transnationale en série des Routes de la soie en Asie sur la Liste du patrimoine mondial (phase II) ». La dernière réunion d'experts pour l'étude d'impact sur le patrimoine d'Uzgen (Kirghizistan) a eu lieu en ligne le 6 avril 2022.		L'étude d'impact sur le patrimoine (HIA) du projet de réseau d'égouts dans la ville d'Uzgen, dans l'environnement plus large du site médiéval d'Uzgen, un aspect de la proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie : le couloir Fergana-Syrdarya (N° 5518 sur la liste indicative), est en cours de préparation depuis janvier 2022. Organisé avec la participation des parties prenantes kirghizes, d'experts internationaux et régionaux, ainsi que d'experts du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et du bureau de l'UNESCO à Almaty, la réunion d'experts pour l'étude d'impact sur le patrimoine d'Uzgen (Kirghizistan) a apporté une assistance technique au Kirghizistan pour la finalisation de l'étude d'impact sur le patrimoine réalisée pour de grands projets potentiels à Uzgen.
APA	Soutien technique fourni par le Centre du patrimoine mondial en facilitant et en participant à l'« Atelier de consultation technique sur le statut de la Liste indicative du patrimoine mondial (Népal) à Kathmandu, Népal, le 29 novembre 2022, organisé par le Département d'archéologie, l'ICOMOS/Népal et le Bureau de l'UNESCO à Kathmandu.		Grâce au soutien du Centre du patrimoine mondial, l'État partie du Népal a poursuivi son travail sur sa liste indicative.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
ARB	Dans le cadre de l'assistance internationale apportée par le Fonds du patrimoine mondial à la Palestine, préparation du dossier de proposition d'inscription de l'Ancienne Jéricho/ Tell es-Sultan (20/10/2020) (IA n° 3028).		L'État partie de la Palestine a préparé un dossier de proposition d'inscription avec le soutien du Fonds du patrimoine mondial.
LAC	Atelier dans le cadre du projet soutenu par la Flandre « Parc national Jardines de la Reina : Soutien technique apporté pour renforcer la gestion et l'éventuelle préparation d'un dossier de proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, mis en œuvre par le Bureau régional de l'UNESCO pour la culture en Amérique latine et aux Caraïbes, https://en.unesco.org/news/jardines-reina-national-park-technical-support-strengthen-management-and-possible-future	Stratégie globale	Cette activité a fourni une orientation et des informations à l'État partie de Cuba en vue de l'établissement d'un nouveau futur dossier de proposition d'inscription. La mobilisation des parties prenantes ci-après a été essentielle à la réussite de l'activité : en étroite coopération avec les institutions nationales du gouvernement de Cuba, telles que le Conseil national du patrimoine culturel (CNPC), le ministère cubain de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (CITMA), le Centre national des aires protégées (CNAP), la Société nationale de protection de la flore et de la faune, CUBASUB et la Commission nationale cubaine pour l'UNESCO (CNCU).
LAC (PEID)	Soutien financier pour la préparation d'un dossier de proposition d'inscription pour le « Patrimoine industriel de la Barbade : l'histoire du sucre et du rhum » à la Barbade, initialement soumis à la demande d'assistance internationale, mais finalement intégré dans le cadre du « Projet de renforcement des capacités des PEID : Sauvegarde du patrimoine aux Caraïbes par le développement de stratégies de tourisme durable », soutenu par le fonds-en-dépôt japonais.	Stratégie globale Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	En consolidant les résultats du séminaire d'octobre 2020 sur l'étude de cas « Patrimoine industriel de la Barbade : l'histoire du sucre et du rhum », une ébauche de plan de proposition d'inscription a été préparée, ainsi qu'un renforcement des capacités en matière de tourisme durable, un plan de gestion des visiteurs et des vidéos promotionnelles pour le « Patrimoine industriel de la Barbade ».
2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)			
A) Missions de suivi réactif et missions d'urgence			
AFR	Les missions de suivi réactif suivantes ont été effectuées, conformément aux décisions prises par le Comité : - Mission WHC au Complexe W-Arly-Pendjari (Bénin, Burkina Faso, Niger), janvier 2022 - Mission conjointe WHC-UICN à Mosi-oa-Tunya/Chutes Victoria (Zambie, Zimbabwe), février 2022	44 COM 7B 44 COM 7A	Les États parties du Bénin, du Burkina Faso, du Malawi, du Niger, de la Zambie, du Zimbabwe et du Sénégal ont activement participé à la préparation et à l'organisation des missions, conformément aux décisions du Comité. Les États parties ont reçu une analyse détaillée de l'état de conservation de leurs biens accompagnée de recommandations. Soutien à la mise en œuvre des recommandations par les États parties.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<ul style="list-style-type: none"> - Mission conjointe WHC/UICN au Parc national des oiseaux du Djoudj (Sénégal), février 2022 - Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS/ICCROM aux Palais royaux d'Abomey (Bénin), février/mars 2022 - Mission conjointe WHC/UICN au Parc national du lac Malawi (Malawi), mars/avril 2022 		
AFR	À la suite d'une mission d'évaluation urgente, financée par le Fonds d'urgence pour le patrimoine, pour évaluer les besoins relatifs au patrimoine culturel bâti et immatériel ainsi qu'aux objets et pratiques associés aux Falaises de Bandiagara (Mali), un document de projet a été élaboré et son financement approuvé par l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH).		L'ALIPH a approuvé un montant de plus de 984 000 euros et la mise en œuvre a débuté en octobre 2021.
APA	<p>Six missions de suivi réactif ont été effectuées dans la région, conformément aux précédentes décisions du Comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM à Lumbini (Népal, 22-28 mars 2022) ; - Mission conjointe WHC/UICN à la Grande Barrière de corail (Australie, 21-30 mars 2022) ; - Mission conjointe WHC/UICN au Parc national de Komodo (Népal, 1^{er}-7 mars 2022) ; - Mission conjointe WHC/ICOMOS à la Ville de Luang Prabang (République démocratique populaire lao, 1^{er}-9 avril 2022) - Mission UICN au Parc national de Keoladeo (Inde, 13 - 17 février 2023) - Mission conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM aux Sites Gusuku et biens associés du royaume des Ryukyu (Japon, 12-14 juin 2023) 	44 COM 7B	<p>Les États parties ont activement participé à la préparation et à la mise en œuvre des missions, comme demandé par le Comité.</p> <p>Les États parties ont reçu une analyse détaillée de l'état de conservation de leurs biens accompagnée de recommandations.</p> <p>Le soutien à la mise en œuvre des recommandations par les États parties est en cours.</p>
ARB	Les missions de suivi réactif ci-dessous ont été organisées :	44 COM 7B.127	Les États parties étaient activement engagés pendant les missions, conformément aux décisions du Comité.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<ul style="list-style-type: none"> - Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS à Memphis et sa nécropole – les zones des pyramides de Guizeh à Dahchour, Égypte (15-19 février 2022) - Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS à Assour (Qal'at Sherqat), Iraq (28 mars-1^{er} avril 2022). - Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS aux deux biens du patrimoine mondial : Hatra et la Ville archéologique de Samarra (10-16 juin 2023) 	<p>44 COM 7A.6</p> <p>44 COM 7A.7 et 44 COM 7A.8</p>	Les États parties ont reçu des analyses de l'état de conservation de leurs biens accompagnées de recommandations.
ARB	<p>Mise en œuvre de la deuxième phase du projet d'atténuation des impacts des ouragans sur les plantes endémiques et menacées de l'Archipel de Socotra (Yémen), en étroite coopération avec le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH).</p> <p>Ce projet est mené dans le cadre d'une assistance d'urgence au titre du Fonds du patrimoine mondial.</p>		L'État partie est en train de mettre en œuvre les outils de surveillance et d'entretien des clôtures des pépinières, du système d'irrigation et des plantes.
ARB	Mise en œuvre du projet d'assistance d'urgence pour lutter contre l'élévation du niveau des eaux souterraines consécutive aux inondations à laquelle est soumis le bien de Nouri appartenant à l'élément Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne (Soudan) (AI n° 3294).	44 COM 7B.17	Le projet contribuera à prolonger la durée de conservation du bien.
ARB	Mise en œuvre de mesures d'urgence sur les sites archéologiques de l'île de Méroé et de Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne (Soudan), avec le soutien du ministère français de la Culture.		Les mesures contribueront à prolonger la durée de conservation des biens.
ARB	Lancement du projet d'assistance d'urgence pour l'ancienne ville d'Alep (République arabe syrienne) à la suite du tremblement de terre de février 2023		Les mesures contribueront à l'évaluation de la conservation du bien.
ARB	Lancement du projet d'assistance d'urgence pour le Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El Din (République arabe syrienne) à la suite au tremblement de terre de février 2023		Les mesures contribueront à l'évaluation de la conservation du bien.
ARB	Lancement du projet d'assistance d'urgence pour l'Archipel de Socotra (Yémen) pour parer à une marée noire dans le sanctuaire naturel de Delisha		Les mesures contribueront à la protection du bien.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
EUR	Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS/ICCROM au bien du patrimoine mondial « Centres historiques de Berat et de Gjirokastra » (Albanie, 13-17 décembre 2021).	44 COM 7B.155	L'État partie a reçu des recommandations concernant l'élaboration, en cours, de plusieurs projets de développement, tels que le contournement routier de Gjirokastra, le développement d'un plan de gestion intégrée pour l'intégralité du bien et l'efficacité des indicateurs de suivi actuels et les avancées globales au niveau de l'état de conservation du bien.
EUR	Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial « Vallée du Haut-Rhin moyen » (Allemagne, 9-12 mai 2022).	43 COM 7B.83 44 COM 7B.155	L'État partie a reçu l'évaluation de l'état général de conservation du bien et les recommandations concernant la mise à jour du plan de gestion ainsi que des projets planifiés et mis en œuvre, tels que le franchissement permanent du Rhin et l'exposition horticole fédérale de 2029.
EUR	Mission conjointe de suivi réactif WHC/UICN au bien du patrimoine mondial du Parc national Wood Buffalo (Canada, 18-26 août 2022)	44 COM 7B.190	La mission a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la mission conjointe de suivi réactif WHC/UICN de 2016 et dans les décisions antérieures du Comité. Elle a également examiné les progrès dans la mise en œuvre et les perspectives de financement à long terme du plan d'action élaboré par l'État partie à la suite de la mission de 2016 menée pour faire face aux menaces auxquelles le bien est confronté. À l'issue de la mission, l'État partie a reçu un ensemble de recommandations visant à améliorer certains aspects du plan d'action existant.
EUR	Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial du Paysage culturel de la forteresse de Diyarbakır et des jardins de l'Hevsel (Turquie, 28 novembre-3 décembre 2022).	41 COM 7B.50 44 COM 7B.56	Rapport en cours
EUR	Mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial de l'Ancienne cité de Nessebar (Bulgarie, 16-20 janvier 2023).	44 COM 7B.154	Rapport en cours
LAC	Après les incendies de Rapa Nui (octobre 2022), la directrice du Bureau de l'UNESCO au Chili Claudia Uribe s'est rendue d'urgence sur l'île et a tenu plusieurs réunions avec les autorités et les représentants des communautés de l'île. La directrice du Bureau de l'UNESCO au Chili s'est rendue sur le site du patrimoine mondial de l'île pour constater les dégâts		À la suite d'une visite d'urgence, l'UNESCO, avec le soutien d'entités nationales, locales et de la société civile, a obtenu un fonds de 97 000 dollars des États-Unis (Fonds d'urgence pour le patrimoine) afin d'évaluer ce qui s'est passé et d'établir un diagnostic ainsi qu'un plan complet de préparation et de gestion des catastrophes pour le site du patrimoine.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	subis sur les moai et autres éléments archéologiques et naturels situés dans la zone protégée par l'UNESCO.		
LAC	En raison de la situation d'urgence qui s'est produite sur le site du patrimoine de la Forteresse de Kuelap, le ministère de la Culture du Pérou a demandé une assistance technique auprès du Bureau de l'UNESCO au Pérou en avril 2022. Le Bureau de l'UNESCO au Pérou a réagi en activant le Fonds d'urgence pour le patrimoine de l'UNESCO (HEF) et a commencé à fournir l'assistance technique demandée.		Le projet « Intervention d'urgence pour la sauvegarde du site du patrimoine de la Forteresse de Kuelap » a permis d'évaluer les dommages et les besoins du site ainsi que de fournir des recommandations techniques pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation par l'État péruvien. En outre, il a recommandé la mise en œuvre de la feuille de route en vue d'une intervention systématique et interdisciplinaire pour le relèvement et la conservation durable du site archéologique de Kuelap.
LAC	L'UNESCO au Pérou a effectué une mission dans la zone archéologique de Chan Chan, inscrite simultanément sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, à la demande directe du ministre de la Culture du Pérou, compte tenu de son état de conservation et de sa vulnérabilité face aux facteurs naturels et humains.		Étant donné l'état de conservation et de vulnérabilité dans lequel se trouve la zone archéologique de Chan Chan, des recommandations ont été formulées pour atténuer les risques liés à la saison des fortes pluies.
B) Missions consultatives			
AFR	Mission consultative du Centre du patrimoine mondial à l'île de Gorée [7-9 juin 2023]		À la suite de sérieuses inquiétudes sur l'état de conservation du bien du patrimoine mondial de l'île de Gorée (Sénégal) exprimées dans les médias nationaux et internationaux en août 2022, l'État partie du Sénégal a demandé qu'une mission consultative du patrimoine mondial soit organisée au bien afin d'évaluer l'état de la structure et la dégradation de plusieurs bâtiments, principalement publics et afin d'identifier les besoins les plus urgents en matière d'actions correctives.
APA	Forum culturel international « L'Asie centrale au carrefour des civilisations » - Lancement du Comité consultatif international du patrimoine mondial en Ouzbékistan.	44 COM 7B.39 44 COM 7B.38 44 COM 7A.31	Soutien au lancement et à la finalisation du Comité consultatif international pour améliorer les cadres de gestion des biens du patrimoine mondial en Ouzbékistan, en réponse aux décisions précédentes du Comité.
APA	Mission consultative de l'UICN dans le Complexe des forêts de Kaeng Krachan (Thaïlande, 21-28 novembre 2022). Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM aux Tombes royales de la dynastie Joseon (République de Corée, 13-17 mars 2023)	44 COM 7B	Les États parties ont participé et se sont engagés activement dans la préparation des missions et ont reçu des conseils et des recommandations à l'issue des missions, qui ont également été communiqués au Comité.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
			Le soutien à la mise en œuvre des recommandations par les États parties est en cours.
ARB	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS à « Rabat, Capitale moderne et ville historique : un patrimoine en partage », Maroc (9-11 mai 2022)	44 COM 7B.134	L'État partie a participé activement à la mission. L'État partie a reçu une analyse de l'état de conservation du bien accompagnée de recommandations.
ARB	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS à la Médina de Sousse, à la Médina de Tunis et à Kairouan, Tunisie (9-14 janvier 2023)	44 COM 7B.138 (Médina de Sousse)	Les États parties ont participé activement à la mission. L'État partie a reçu des analyses de l'état de conservation des biens accompagnée de recommandations.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial « Auschwitz Birkenau, Camp allemand nazi de concentration et d'extermination (1940-1945) » (Pologne, 12-14 octobre 2021).	44 COM 7B.52, 42 COM 7B.27, 40 COM 7B.55	L'État partie a reçu des recommandations afin d'améliorer l'état de conservation du bien et sa gestion, notamment par un dialogue plus étroit entre les autorités, d'autres parties prenantes clés et les communautés locales à propos des valeurs historiques et autres valeurs associatives du bien et de son cadre immédiat. L'élaboration du plan de gestion reste un défi
EUR	Participation du Centre du patrimoine mondial à une réunion avec les autorités nationales et locales concernant le bien du patrimoine mondial « Le Havre, la ville reconstruite par Auguste Perret » (Le Havre, France, 20 septembre 2021).	Invitation par l'État partie	L'État partie a initié le dialogue avec le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS concernant les difficultés liées aux pressions du développement ainsi qu'à l'état de conservation du bien.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM au bien du patrimoine mondial « Stonehenge, Avebury et sites associés » (Royaume-Uni et Irlande du Nord, avril 2022).	44 COM 7B.61	L'État partie a reçu des recommandations concernant la modification du plan de modernisation de l'A303, conformément aux précédentes décisions du Comité du patrimoine mondial, portant sur la situation actuelle et les solutions de prévention des impacts ou, à défaut, d'atténuation des impacts éventuels sur la VUE du bien.
EUR	Mission consultative de l'ICOMOS au bien du patrimoine mondial du Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid (Macédoine du Nord, avril 2022).	Invitation par l'État partie	À la suite d'études structurelles et de réunions tenues avec divers individus et organisations, la mission consultative a conseillé l'État partie sur les options futures pour l'hôtel Palas à Ohrid et a fourni des recommandations clés.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM au bien du patrimoine mondial « Paris, rives de la Seine » (France, mars 2022).	44 COM 7B.46	À la suite des dommages causés par l'incendie du 15 avril 2019 à la Cathédrale Notre-Dame-de-Paris, une composante de « Paris, rives de la Seine », une mission conjointe WHC/ICOMOS/ICCROM a été entreprise afin d'évaluer comment le projet de restauration extérieure du bâtiment s'inscrit dans le bien, comment le programme de développement de l'environnement immédiat de la cathédrale et le programme de

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
			développement liturgique s'inscrivent dans le projet de restauration du bâtiment et comment améliorer la prévention des risques.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial « Acropole d'Athènes » (Grèce, avril 2022).	Invitation par l'État partie	L'État partie recevra des recommandations concernant l'état de conservation du bien du patrimoine mondial en lien avec les travaux de développement passés, actuels et futurs ainsi que concernant sa gestion.
EUR	Mission consultative de l'UICN au bien du patrimoine mondial des « Fjords de l'Ouest de la Norvège - Geirangerfjord et Nærøysfjord » (Norvège, 29 juin-1 ^{er} juillet 2022)	Invitation par l'État partie	L'État partie a reçu des recommandations sur les activités de planification concernant divers grands projets de développement envisagés à l'intérieur et à proximité du bien, qui pourraient avoir un impact sur la VUE, ainsi que des recommandations sur la révision du plan de gestion du bien et l'interprétation des attributs de la VUE.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial de Bryggen (Norvège, 19-21 septembre 2022)	Invitation par l'État partie	L'État partie a reçu des recommandations sur le projet d'extension du tramway Bybanen, sur le processus d'évaluation d'impact sur le patrimoine (EIP) correspondant ainsi que sur la délimitation et la nature de la zone tampon.
EUR	Mission consultative conjointe WHC/ICOMOS au bien du patrimoine mondial de Butrint (Albanie, 26-28 octobre)	33 COM 7B.86	Rapport en cours de finalisation.
EUR	Mission consultative conjointe WHC//ICOMOS/ICCROM au bien du patrimoine mondial du Monastère de Ghélati (Géorgie, 28 novembre - 2 décembre 2022).	Invitation par l'État partie	Dans le cadre d'actions d'urgence menées dans l'église principale du monastère sur les peintures murales intérieures de l'église, endommagées par des infiltrations d'eau dues des défaillances des toits installés en 2015-2018, l'État partie a reçu des recommandations sur la manière de poursuivre les actions d'urgence ainsi que sur les actions à long terme visant à améliorer l'état de conservation du bien.
LAC	Le ministère de la Culture du Pérou a formé un comité interne appelé « Groupe interne pour l'examen de la situation du Machu Picchu », avec pour mandat d'analyser et de proposer des mesures globales qui conduisent à une meilleure gestion du site. L'UNESCO au Pérou a participé à la première session de ce comité afin de rendre compte des dernières décisions et rapports sur le site.		L'harmonisation de ce comité représente un pas encourageant vers une réponse beaucoup plus articulée de la part du ministère de la Culture du Pérou face aux défis que pose la gestion de ce site important.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
C) Projets de conservation			
GLO	Lancement de la Feuille de route des sciences océaniques pour le patrimoine mondial marin de l'UNESCO, avec le soutien de l'Office français de la biodiversité, du gouvernement de la Principauté de Monaco et du gouvernement flamand (Royaume de Belgique) (novembre 2021), élaborée conjointement avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI-UNESCO).	29 COM 5B 44 COM 5A	L'UNESCO a identifié les lacunes scientifiques essentielles qui font obstacle à la protection durable des sites marins du patrimoine mondial et a appelé à accroître l'investissement dans le cadre de la Décennie pour les sciences océaniques au service du développement durable proclamée par les Nations Unies (2021-2030). Plus d'informations sur : https://whc.unesco.org/fr/sciencesoceaniques/
GLO	Lancement d'une campagne mondiale d'échantillonnage scientifique de l'ADN environnemental (ADNe) réalisée par les citoyens afin d'étudier la vulnérabilité des espèces de poissons face au changement climatique dans 25 sites marins du patrimoine mondial, avec le soutien du gouvernement flamand (Royaume de Belgique) (octobre 2021). Mis en œuvre conjointement avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI-UNESCO). Jusqu'à présent, 22 sites marins du patrimoine mondial se sont inscrits et plus de 150 enfants ont participé à des campagnes d'échantillonnage de l'ADNe.		Sensibilisation à l'importance de la science pour la protection des sites marins du patrimoine mondial et au potentiel de la technique de l'ADN environnemental et de la science citoyenne pour révolutionner le suivi de la biodiversité. Plus d'informations : https://www.unesco.org/en/edna-expeditions
GLO	Lancement d'un nouveau partenariat de trois ans entre l'UNESCO et la Principauté de Monaco pour étudier le rôle potentiel des crédits carbone dans le financement des mesures de conservation sur certains sites marins du patrimoine mondial. Le partenariat apporte également un soutien général au programme marin.		Sensibilisation accrue au rôle potentiel des crédits carbone dans le financement des activités de conservation ou de restauration dans les sites marins du patrimoine mondial.
GLO	Rencontre internationale en ligne de conseillers sur la Recommandation de 2011 pour l'outil <i>Urban Heritage Atlas</i> et pour le manuel <i>Managing Urban Heritage Resource Manual</i> (juillet 2022)		Les experts internationaux de haut niveau, y compris les représentants des Organisations consultatives, ont fait part de leurs commentaires sur l'ébauche de l'outil et du cadre de l'atlas du patrimoine urbain et sur les grandes lignes du manuel de gestion des ressources du patrimoine urbain. Ils ont également conseillé de travailler avec des contenus multimédias, de développer des outils virtuels et de définir l'objectif ainsi que le public visé pour chaque publication.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
AFR	L'Union européenne a renouvelé son soutien en faveur de la conservation du patrimoine culturel au Mali (500 000 euros) pour la poursuite et l'expansion des travaux de réhabilitation des quatre biens du patrimoine mondial du Mali, pour la conservation et la promotion des manuscrits anciens, et pour la poursuite de la mise en œuvre du renforcement des capacités.		Le soutien apporté par l'UE pour la réhabilitation du patrimoine du Mali s'est poursuivi jusqu'au 31 décembre 2021. Le rapport final a été produit et sert à accroître les efforts de mobilisation de fonds.
AFR	<p>Le gouvernement norvégien a apporté une contribution financière importante au Fonds du patrimoine mondial (11,4 millions de dollars des États-Unis en 2019-2022 ; soutien qui devrait se poursuivre jusqu'en 2025) visant à soutenir la conservation des biens du patrimoine mondial en Afrique, en particulier les biens naturels du patrimoine mondial inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril ou les biens gravement menacés. Les activités en cours sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation du Parc national du Manovo-Gounda St Floris (République centrafricaine) - Atténuation des conflits dans la Réserve de faune à okapis (RDC) - Surveillance écologique dans le Parc national de la Garamba (RDC) - Sécurisation du Parc national de Kahuzi-Biega (RDC) - Délimitation du Parc national de la Salonga (RDC) - Protection contre l'impact des projets agricoles et agro-industriels dans le Parc national des oiseaux du Djoudj (Sénégal) - Vers le retrait du Parc national du Niokolo-Koba de la Liste du patrimoine mondial en péril (Sénégal) - Renforcement des efforts de surveillance et soutien de la communauté pour maintenir la connectivité écologique dans la Réserve de faune du Dja (Cameroun) - Soutien aux programmes d'éducation à la culture et à l'environnement du Parc national de la Lopé (Gabon) 	<p>43 COM 7A</p> <p>43 COM 7B</p>	<p>Le financement de la Norvège a permis au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO d'élaborer et de mettre en œuvre, avec les États parties africains et d'autres partenaires de la conservation, une série d'activités de conservation ambitieuses dont bénéficient à ce jour 20 biens naturels, 7 biens culturels et 3 biens mixtes du patrimoine mondial en Afrique, dont 14 sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril. En plus des activités de projet en Afrique, la Norvège contribue également au Fonds de réponse rapide, un dispositif qui vient en aide aux aires protégées en cas d'urgence. En outre, avec le soutien de la Norvège, l'UNESCO promeut la Liste du patrimoine mondial en péril comme un outil de conservation clé de la Convention du patrimoine mondial. La progression de chaque activité est décrite en détail dans la page suivante : https://whc.unesco.org/fr/partenaires/381</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>(soutien étendu au Parc national d'Ivindo au Gabon en 2023)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restauration des Réserves naturelles de l'Aïr et du Ténéré (Niger) - Suivi écologique et gestion durable du complexe W-Arly-Pendjari avec soutien au dialogue de haut niveau et à l'atténuation des conflits (Bénin, Burkina Faso et Niger) - Élaboration et mise en œuvre de mesures correctives et de l'État de conservation souhaité pour le retrait des Parcs nationaux du Lac Turkana (Kenya). - Projet de conservation des poissons du lac Malawi dans le Parc national du lac Malawi (Malawi) - Engagement des communautés locales dans la gestion du patrimoine mondial (COMPACT) au Parc Maloti-Drakensberg (Lesotho, Afrique du Sud) et dans le Delta de l'Okavango (Botswana) - Soutien aux États parties africains pour l'élaboration de l'État de conservation souhaité pour le retrait de sites de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) - Préservation de la Ville historique de Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) - Amélioration de la conservation de Koutammakou, le pays des Batammariba (Togo). - Application de l'approche relative au paysage urbain historique à la sauvegarde des Tombes des rois du Buganda à Kasubi (Ouganda) et des Palais royaux d'Abomey (Bénin). - Fonds d'intervention d'urgence (RRF) avec 4 subventions approuvées depuis août 2021 pour faire face aux urgences dans 4 sites en Afrique (Complexe W-Arly-Pendjari, Parc national/Forêt naturelle du Mont Kenya, Parc national des Virunga et Parc national du Simien). - Amélioration de la perception de la Liste du patrimoine mondial en péril 		

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
AFR	Grâce au soutien de l'Agence française de développement (AFD), un projet de grande envergure pour la réhabilitation et le développement du site du patrimoine mondial du Grand Zimbabwe a été lancé début 2023 conjointement avec l'UNOPS. Le projet soutiendra le renforcement en matière de capacités de conservation et de gestion communautaire, la fourniture d'équipements pour la maintenance et la documentation, l'amélioration de l'interprétation du site, la gestion entrepreneuriale et le tourisme durable.		Après une phase de démarrage réussie, achevée en décembre 2022, les composantes du projet à mettre en œuvre par l'UNESCO ont été définies, constituant environ un tiers du budget global (1,06 million de dollars des États-Unis)
AFR	Le gouvernement japonais soutient la réhabilitation du cinéma Majestic, dans le site du patrimoine mondial de la Ville de pierre de Zanzibar, afin d'en faire un centre culturel.		Le projet vient de démarrer, avec la nomination d'un coordinateur de projet.
APA	Réunion de lancement de la phase IV du projet du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon « Renforcement de la conservation et de la gestion de Lumbini, lieu de naissance du Bouddha, bien du patrimoine mondial » (Lumbini, Népal, 23-25 mars 2022).		<p>Cette réunion a été co-organisée par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Bureau de l'UNESCO à Kathmandu et le Lumbini Development Trust (Népal), en présence des autorités nationales, de donateurs et d'experts internationaux et nationaux en archéologie, conservation, planification urbaine, environnement, tourisme et gestion du patrimoine, ainsi que des représentants de la communauté bouddhiste qui ont donné l'impulsion à la discussion et à la mise en avant des intérêts communs à protéger et promouvoir l'importance de Lumbini et de la région de Lumbini au Népal.</p> <p>Conformément aux recommandations de la réunion du comité international de pilotage de 2022, la phase IV du projet apportera une assistance technique aux autorités nationales et locales afin de mieux comprendre Lumbini, Tilaurakot et Ramagrama ainsi que des formations sur la protection et la gestion proactives de ces sites anciens.</p>
APA	<p>Réunion du comité international de pilotage de Lumbini (Lumbini, Népal, 23-25 mars 2022).</p> <p>Réunion du comité international de pilotage de Lumbini (Lumbini, Népal, 27-29 mars 2023).</p>		Conjointement avec la réunion de lancement (voir ci-dessus), la réunion 2022 du comité international de pilotage de Lumbini a souligné l'importance de la conservation, de l'archéologie et de la planification générale des trois sites liés – Lumbini, Tilaurakot et Ramagrama – et plus particulièrement de Tilaurakot. Des recommandations ont également été formulées lors de la réunion du comité international de pilotage, qui ont eu un impact sur la planification du projet du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon. La réunion 2023 du Comité international de pilotage de Lumbini a

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
			abouti à des recommandations pour les activités 2023-2024 de ce projet du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon.
ARB	Réunion régionale en ligne sur la mise en œuvre du Plan d'action pour les États arabes organisée le 27 octobre 2021 par le Centre du patrimoine mondial en collaboration avec le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH).	44 COM 10A	Activité régionale de suivi sur les actions prioritaires susceptibles de contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action (2021-2027) pour la région des États arabes.
APA	Série de réunions de consultation des parties prenantes organisée par le Bureau de l'UNESCO à Jakarta (mars-novembre 2022) et soutenue par le fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas, afin de discuter d'une modification des limites du Patrimoine des forêts tropicales ombrophiles de Sumatra, après une révision des limites actuelles réalisée par un expert indépendant.	44 COM 7A.52	À la suite à ces réunions, l'État partie finalise une proposition de modification des limites du bien pour un examen plus approfondi par l'ensemble des parties prenantes.
ARB	Ateliers d'assistance technique en ligne pour l'élaboration de l'État de conservation souhaité pour le retrait des biens syriens de la Liste du patrimoine mondial en péril, organisés le 13 décembre 2021 pour le site de Palmyre et le 21 décembre 2021 pour le Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din. Les réunions ont été organisées avec le soutien financier du Fonds du patrimoine mondial et le soutien technique de l'ICOMOS.	38 COM 7A.12 44 COM 8C.2 44 COM 7A.22	À l'issue des réunions, l'État partie a procédé à l'élaboration de l'État de conservation souhaité et des mesures correctives pour le retrait du site de Palmyre et du Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din de la Liste du patrimoine mondial en péril.
ARB	Ateliers d'assistance technique en ligne pour l'élaboration de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens situés en Libye de la Liste du patrimoine mondial en péril, organisés le 3 août et le 21 octobre 2021 pour le site archéologique de Leptis Magna. Les réunions ont été organisées avec le soutien financier du Fonds du patrimoine mondial et du fonds-en-dépôt néerlandais et le soutien technique de l'ICOMOS.	43 COM 7A 44 COM 8C.2 44 COM 7A.12	À l'issue des réunions, l'État partie a procédé à l'élaboration de l'État de conservation souhaité et des mesures correctives pour le retrait du site archéologique de Leptis Magna de la Liste du patrimoine mondial en péril.
ARB	Atelier d'assistance technique en ligne pour l'élaboration de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens situés en Irak de la Liste du patrimoine mondial en péril, organisé le 21 mars 2021. Cet atelier a bénéficié pour son organisation du soutien financier du Fonds du patrimoine mondial et du fonds-en-dépôt néerlandais, ainsi que du soutien technique de l'ICOMOS.	43 COM 7A 44 COM 8C.2 44 COM 7A.7	À l'issue des réunions, l'État partie a procédé à l'élaboration de l'État de conservation souhaité et des mesures correctives pour le retrait de Hatra de la Liste du patrimoine mondial en péril.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
ARB	Mise en œuvre d'études sur le terrain concernant les zones tampons des deux composantes du bien Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din et adoption de mesures de conservation et de sauvegarde (octobre 2021-août 2022).	44 COM 7A.22	Les activités bénéficiant d'un soutien contribueront à la conservation du bien.
ARB	Réunion technique en ligne pour le Parc national du Banc d'Arguin, organisée par le Centre du patrimoine mondial, en présence de représentants de l'UICN et des autorités mauritaniennes, le 10 février 2022.	44 COM 7B.87	À partir du dialogue engagé concernant la possibilité de nouveaux attributs ou critères pour toute nouvelle proposition d'inscription, plusieurs points de vue innovants ont été débattus.
ARB	Exécution du projet de soutien pour la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial portant sur les limites et la conservation pour Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne (Soudan), avec le soutien financier du fonds-en-dépôt néerlandais.	44 COM 7B.17	Le projet contribuera à prolonger la durée de conservation du bien.
ARB	La préparation d'études pour la réhabilitation du monument de Kalybe dans l'Ancienne ville de Bosra est en cours de réalisation par l'État partie, avec l'assistance financière du Fonds du patrimoine mondial (décembre 2021 - décembre 2022).	43 COM 7A.32 44 COM 7A.19	Les études pour la réhabilitation du monument de Kalybe contribueront à définir les approches de restauration optimales, comme demandé par le Comité.
ARB	À la demande de l'État partie du Maroc, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS ont fourni des conseils techniques en ligne pour le projet de réhabilitation du port de la Médina d'Essaouira (anciennement Mogador).		Les risques d'impact négatif des projets sont atténués et un dialogue constructif est favorisé entre l'État partie, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS.
ARB	À la demande de l'État partie du Maroc, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS ont fourni des conseils techniques en ligne pour les projets de parking souterrain à la Médina de Marrakech.		Les risques d'impact négatif des projets sont atténués et un dialogue constructif est favorisé entre l'État partie, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS.
ARB	À la demande de l'État partie de la Tunisie, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS ont fourni des conseils techniques en ligne concernant le cahier des charges du concours pour la réhabilitation du musée de Carthage.		Les risques d'impact négatif du projet sont atténués et un dialogue constructif est favorisé entre l'État partie, le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS.
ARB	Lancement du projet d'assistance internationale pour Palmyre (République arabe syrienne)		Les mesures contribueront à la conservation du bien.
ARB	Lancement et mise en œuvre du projet « Plongez dans le patrimoine », financé par le Royaume d'Arabie Saoudite.		Pendant sa phase pilote (2022-2024), le projet s'adresse à un large public et se concentre sur une sélection de sites dans les États arabes,

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Le projet vise à créer une plateforme en ligne qui tire parti des technologies numériques pour sauvegarder et promouvoir les sites du patrimoine mondial et le patrimoine immatériel qui s'y rattache.		
EUR	Dans le cadre du projet d'Assistance internationale « Modernisation du système de surveillance hydrogéologique de l'ensemble territorial des bâtiments de la Cathédrale Sainte-Sophie et de la Laure de Kyiv-Pechersk » (Ukraine), un soutien est apporté à l'élaboration d'un ensemble complet de mesures pour améliorer la surveillance hydrogéologique de l'état des monuments dans les deux composantes du site du patrimoine mondial.		La mise en œuvre du projet a été achevée. L'État partie a soumis son rapport final le 1 ^{er} février 2022. En fonction de l'évolution du conflit armé en Ukraine, le système de surveillance des eaux souterraines devrait assurer, après modernisation, une meilleure préservation de l'état de conservation du bien, permettant ainsi d'apporter une réponse rapide en cas d'impacts environnementaux négatifs sur le bien.
EUR	Soutien technique apporté à la Roumanie pour l'établissement de l'État de conservation souhaité pour le retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril du bien du patrimoine mondial « Paysage minier de Roșia Montană ».	44 COM 8B.26	L'État partie a bénéficié de l'assistance technique et du soutien de l'ICOMOS et du Centre du patrimoine mondial, par le biais de réunions en ligne et d'échanges écrits de suivi, pour le guider dans l'élaboration et la finalisation d'un DSOCR, pour examen par le Comité du patrimoine mondial lors de sa 45 ^e session.
EUR	Soutien technique apporté à l'Autriche concernant la mise en œuvre de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSCOR) et les mesures correctives ainsi que la conduite d'une étude d'impact sur le patrimoine et le développement d'un nouveau plan de gestion pour le bien du patrimoine mondial « Centre historique de Vienne ».	44 COM 7A.32	Une série de réunions en ligne a été organisée conjointement par le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS, ayant donné lieu à la soumission par l'État partie d'un rapport sur l'état de conservation contenant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens 2020, la liste des mesures correctives et leur état d'achèvement, ainsi que le nouveau plan de gestion pour examen par le Comité du patrimoine mondial à sa 45 ^e session. L'étude d'impact sur le patrimoine a également été soumise et fait l'objet d'un examen par l'ICOMOS.
EUR	Le projet de Plateforme de cartes en ligne du patrimoine mondial, financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/Flandres (FUT), vise à se développer.	44 COM 7	Le projet a été officiellement lancé en octobre 2021 dans le but de développer un système d'information géographique (SIG) en ligne des biens du patrimoine mondial. Le projet a débuté avec l'Europe et l'Amérique du Nord comme région pilote. La plateforme est conçue pour aider les États parties à assurer le suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial sur leur territoire en fournissant des cartes précises, géoréférencées et accessibles des limites et des zones tampons des biens du patrimoine mondial. Le pilote de Plateforme de cartes en ligne du patrimoine mondial sera officiellement lancé lors de la 45 ^e session du Comité du patrimoine mondial qui se tiendra à Riyad, en Arabie saoudite.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
LAC	Une nouvelle phase du projet « PAST » financé par la Banque mondiale a été mise en œuvre durant la période concernée. Elle inclut des activités axées sur la conservation et la gestion du patrimoine mondial.	44 COM 7B.68 38 COM 10B.4	Résultats du projet dans le domaine spécifique du patrimoine mondial : évaluation de l'impact des tremblements de terre, soutien à l'interprétation, à la communication et à la préparation du plan de gestion pour le Parc national historique – Citadelle Sans Souci, Ramiers.
LAC	Un atelier sur la définition de l'État de conservation souhaité pour le retrait du Golfe de Californie de la Liste du patrimoine mondial en péril organisé par le Centre du patrimoine mondial et l'UICN les 24 et 25 février, avec le soutien et la participation de tous les partenaires, parties prenantes et institutions gouvernementaux et non gouvernementaux mexicains concernés.	44 COM 7A.56	Une version préliminaire exhaustive de l'État de conservation souhaité pour le retrait du Golfe de Californie de la Liste du patrimoine mondial en péril a été établie à l'issue de l'atelier.
LAC	Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Transcultural : Intégrer Cuba, les Caraïbes et l'Union européenne par la culture et la créativité lancé en 2020 et qui devrait s'achever en 2023, un soutien a été apporté en 2021 et 2022 au bien du patrimoine mondial « Vieille ville de La Havane et son système de fortifications ».	Stratégie globale	Approvisionnement efficace en matériaux pour la réhabilitation du couvent historique de Santa Clara, un édifice emblématique situé dans le centre historique de la ville.
LAC	En novembre 2021, lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), les présidents de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur et du Panama ont signé une déclaration visant à renforcer la gestion durable du corridor marin du Pacifique tropical oriental (CMAR). Ils ont lancé un processus de création d'un réseau régional d'aires marines protégées dans ce paysage océanique extraordinaire en créant la plus grande réserve de biosphère marine transfrontalière au monde. Cette région abrite quatre sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO : le Parc national de l'île Cocos (Costa Rica) ; le Parc national et la Réserve marine des Galápagos (Équateur), qui font partie de la Réserve de biosphère des Galápagos ; le Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo (Colombie) ; et le Parc national de Coiba (Panama), ainsi qu'une réserve de biosphère de l'UNESCO (Galápagos, Équateur). Ce corridor couvre plus de 500 000 hectares et constitue une voie de migration importante pour les tortues de mer, les baleines, les requins et les raies manta.		L'UNESCO est très enthousiaste à l'idée de soutenir cette initiative ambitieuse pour ce paysage marin extraordinaire. Le CMAR analyse actuellement la situation et reviendra vers l'UNESCO avec une proposition visant à poursuivre le processus transfrontalier afin de connecter le réseau de zones protégées (qui comprend le site marin du patrimoine mondial et la réserve de biosphère des Galápagos) dans ce paysage marin.
LAC	Avec la contribution de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECID), le Bureau de l'UNESCO à San José		Méthodologie sur la manière de s'engager avec les peuples autochtones, les acteurs sociaux et les institutions

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	lance un projet sur les connaissances autochtones et les solutions fondées sur la nature dans trois réserves de biosphère (dont deux sont également des sites naturels du patrimoine mondial) au Costa Rica (Agua y Paz), au Honduras (Rio Plátano) et à La Amistad (Panama).		gouvernementales pour parvenir à une gestion des réserves de biosphère plus efficace, plus participative et plus sensible en matière de genre. Renforcement des plans de gestion des réserves de biosphère, qui intègrent les connaissances autochtones et les pratiques traditionnelles dans la gestion des risques, la gouvernance et la gestion des sites, la conservation et la restauration des ressources naturelles et des écosystèmes. Économies locales renforcées par l'élaboration, avec les populations autochtones, de plans de travail fondés sur leurs connaissances et sagesse en matière d'utilisation durable des ressources naturelles, dont les femmes et les jeunes sont les principaux promoteurs et bénéficiaires. Les solutions fondées sur la nature, qui intègrent de manière appropriée les connaissances autochtones et locales, sont considérées comme un outil de politique publique pour la gestion et la conservation des ressources naturelles, ainsi que pour une gestion efficace des risques, tant au niveau national qu'au niveau régional.
LAC	En février 2023, le ministère de la Culture du Pérou a entamé d'importantes réunions avec les responsables institutionnels et les représentants des entités technico-scientifiques du Système national de gestion des risques de catastrophes (SINAGERD), auxquelles le Bureau de l'UNESCO au Pérou a participé afin de former un comité technique pour prendre des mesures en faveur du projet de restauration et de conservation de la Zone archéologique de Kuelap.		L'UNESCO au Pérou a participé au Comité technique du site archéologique de Kuelap qui cherche à établir les actions immédiates et les études complémentaires à lancer pour le relèvement et la mise en valeur d'un patrimoine aussi important pour la nation.
LAC	Le Bureau de l'UNESCO au Pérou a effectué une mission à la réserve de biosphère du Parc national de Manú dans le cadre du projet « Réserves de biosphère du bassin amazonien » afin d'échanger sur les questions de gouvernance de la réserve, les menaces et pressions émergentes, ainsi que sur les synergies avec d'autres projets en cours mis en œuvre dans la réserve.		La mission a permis de recueillir des informations de première main sur les districts de la réserve de biosphère et d'échanger avec les dirigeants des organisations de producteurs, les agriculteurs, les artisans, les apiculteurs, les gardiens du PNM, les agents RB et les autorités. Enfin, la mission a permis de recueillir des informations de première main sur les menaces et les pressions que subissent l'OR et le PNM.
LAC	Au cours de l'année 2023, le Bureau de l'UNESCO au Pérou soutiendra la mise en œuvre du projet « Mise en valeur et protection des lignes de Nasca et des aqueducs de Cantalloc ; et reforestation du huarango » financé par l'Aje (membre du Pacte culturel 2030) par le biais de stratégies de formation et		Ce projet vise à promouvoir des actions de protection et de mise en valeur des lignes de Nasca et des aqueducs de Cantalloc, par le biais de stratégies de formation et de communication avec la communauté locale, en coordination avec les institutions éducatives et les acteurs stratégiques.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	de communication avec la communauté locale en lien avec les institutions éducatives et les acteurs stratégiques.		
D) Plans de gestion			
GLO	Mise en œuvre de Resilient Reefs, un consortium public-privé pionnier pour élaborer et intégrer des stratégies globales de résilience dans la gestion de 4 biens marins du patrimoine mondial pilotes. Plus d'informations : https://whc.unesco.org/fr/reefresilience	40 COM 7 41 COM 7 Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique	Les équipes de gestion de ces biens marins du patrimoine mondial ont renforcé leurs capacités à intégrer la résilience dans leurs stratégies d'adaptation au climat. Quatre biens, à savoir les « Lagons de Nouvelle-Calédonie : diversité récifale et écosystèmes associés » (France), la « Côte de Ningaloo » (Australie) et le « Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize » (Belize) et le Lagon sud des îles Chelbacheb (Palaos), ont nommé leur responsable en chef de la résilience et commencé à concevoir leur stratégie d'adaptation au climat. Des chefs traditionnels ont signé un accord sur la gestion des tortues en Nouvelle Calédonie.
GLO	Activités opérationnelles du réseau de gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial, regroupant 50 sites marins dans 37 pays. Avec le soutien de l'Office français de la biodiversité et de la Great Barrier Reef Foundation.	29 COM 5B 37 COM 5E	Les gestionnaires du patrimoine mondial marin ont été formés 1) à la gestion des espèces invasives ; 2) au rôle des échanges dette-nature dans le financement de la conservation ; 3) à la préparation au blanchissement des coraux. Plus d'informations sur : https://whc.unesco.org/fr/programme-marin/
GLO	Les Laboratoires des villes du patrimoine mondial ont réuni des experts de haut niveau pour discuter non seulement de la gestion urbaine en général mais aussi d'aspects spécifiques de la gestion de la ville hôte en particulier. La conférence « Intégrer le patrimoine urbain dans les processus de planification urbaine » Laboratoire des villes du patrimoine mondial, organisée avec la ville de Prague le 24 mars 2021, a été l'occasion de discuter du projet de nouveau Plan métropolitain de Prague ainsi que de réfléchir aux stratégies d'intégration de la conservation du patrimoine dans les plans de développement urbain et la planification au niveau mondial. La conférence « Gestion des villes du patrimoine mondial » Laboratoire des villes du patrimoine mondial a été organisée en collaboration avec le Comité pour la préservation des monuments historiques et culturels de la ville de Saint-Pétersbourg les 13-14 décembre 2021, en réponse à la Décision 36 COM 7B.85 dans laquelle le Comité invite « l'État	44 COM 7.2 36 COM 7B.85	Soutien technique apporté, de manière spécifique et globale, pour trouver des solutions aux « pressions exercées sur les zones urbaines historiques dues à des contrôles de développement inappropriés ou incohérents, au développement rapide, incontrôlé et mal planifié, et notamment à de grands projets de développement » (44 COM 7.2).

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<i>partie à désigner une autorité principale de gestion dotée de suffisamment de pouvoir pour contrôler le bien et pour élaborer un plan de gestion d'ensemble du bien, incluant un plan de conception environnementale et d'urbanisme pour la totalité du bien, ainsi qu'un plan de sauvegarde définissant des degrés adaptés d'intervention pour chacun des éléments du bien ».</i>		
AFR	Dans le cadre de l'assistance internationale, le Centre du patrimoine mondial a soutenu la révision d'un plan de gestion du bien du patrimoine mondial du Delta de l'Okavango (Botswana).		L'État partie du Botswana a mis à jour le plan de gestion du bien du patrimoine mondial du Delta de l'Okavango en décembre 2021.
AFR	Avec l'aide de l'assistance internationale, le Centre du patrimoine mondial a soutenu l'élaboration du premier plan de gestion intégrée pour les « Forts et châteaux de Volta, d'Accra et ses environs et des régions centrale et ouest » (Ghana)	43 COM 7B.106 44 COM 7B.5	L'État partie du Ghana a finalisé l'élaboration du premier plan de gestion intégrée des forts et châteaux, en bénéficiant de l'avis technique des Organisations consultatives, à la suite d'un large
AFR	Le gouvernement norvégien a apporté son soutien à l'élaboration d'un nouveau plan de conservation et de gestion de la Ville historique de Grand-Bassam pour 2023-2027 (Côte d'Ivoire)	44 COM 7B.2	Il a finalisé le nouveau plan de conservation et de gestion de la Ville historique de Grand-Bassam 2023-2027 après un premier examen technique par l'ICOMOS en avril 2022 et soumis à un examen technique final en avril 2023
ARB	Mise en œuvre du projet d'assistance internationale pour l'élaboration du plan directeur relatif au Crac des Chevaliers, qui fait partie du bien « Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din » (Syrie) (janvier 2019 - décembre 2021).	43 COM 7A.35 44 COM 7A.22	Un travail de documentation a été mené en vue de l'élaboration d'un plan de gestion et d'un plan directeur pour le bien.
ARB	Dans le cadre de l'assistance internationale, le Centre du patrimoine mondial a soutenu l'État partie de la Palestine dans l'élaboration d'un plan de gestion et de conservation pour la « Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil » avec le soutien du bureau de l'UNESCO à Ramallah (AI n° 3007).		Le plan de gestion servira à guider la gestion et la conservation du bien du patrimoine mondial.
ARB	Dans le cadre de l'assistance internationale, le Centre du patrimoine mondial soutient la Tunisie dans la « Finalisation du Plan de protection et de promotion (PPMV) pour le site culturel de Dougga/Thugga » (AI n° 3152).		Une fois achevé, le plan contribuera à améliorer les mécanismes de protection du bien.
ARB	Dans le cadre de l'assistance internationale, le Centre du patrimoine mondial soutient la Tunisie dans l'« Élaboration d'un plan de gestion, de mise en valeur et de sauvegarde -		Une fois achevé, le plan contribuera à la conservation et à la gestion durables du bien.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Plan de sauvegarde et de mise en valeur de la Médina de Tunis » (AI n° 3189).		
EUR	Dans le cadre du projet pilote « Gestion des biens du patrimoine mondial d'intérêt religieux en Arménie », financé par la Fondation allemande pour le patrimoine mondial et l'assistance internationale « Gestion des sites du patrimoine mondial en Arménie », un soutien a été apporté à l'Arménie pour développer des stratégies de conservation et des plans de gestion de trois biens du patrimoine mondial présentant un intérêt religieux.	42 COM 5A	Afin d'exploiter les synergies entre la Convention de La Haye de 1954 et ses deux protocoles (1954 et 1999) et la Convention de 1972 sur le patrimoine mondial, les mécanismes de gestion et les capacités requises pour protéger les trois biens du patrimoine mondial arménien (« Cathédrale et les églises d'Etchmiadzine et le site archéologique de Zvartnotz », « Monastères de Haghbat et de Sanahin » et « Monastère de Gherart et la Haute vallée de l'Azat ») sont renforcés. Les résultats du projet incluent trois plans de gestion, une stratégie complète de conservation et des lignes directrices de conservation pour tous les biens du patrimoine mondial arménien.
EUR	Dans le cadre du projet d'assistance internationale « Élaboration d'un plan de gestion intégrée pour Berat et Gjirokastra » (Albanie), un soutien est apporté au développement d'un plan de gestion intégrée pour le bien du patrimoine mondial.	42 COM 13	La mise en œuvre du projet est en cours. Le délai de mise en œuvre a été prolongé afin de tenir compte des recommandations et des conclusions de la mission conjointe de suivi réactif WHC/ICOMOS/ICCROM au bien (13-17 décembre 2021).
EUR	Soutien technique apporté à Malte afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations des deux missions consultatives de l'ICOMOS (2015, 2017) pour le bien du patrimoine mondial « Ville de La Valette », Malte.	Suivi de la mission consultative de l'ICOMOS (janvier 2017)	L'État partie a renforcé le dialogue avec le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS et a reçu des recommandations pour élaborer une « Analyse des vues et perspectives » à intégrer au nouveau Plan de gestion pour le bien en cours de préparation.
LAC	Dans le cadre du projet de « Gestion des sites du patrimoine mondial post-COVID 19 » financé par la coopération japonaise, un projet concernant le bien de Copan, Honduras, a été lancé.	Stratégie globale	À travers le développement du Plan de gestion et le renforcement des capacités sur la Gestion des risques de catastrophe et le Tourisme durable, le projet profitera aux communautés locales, à la société hondurienne au sens large et à la communauté internationale,
LAC	Pendant toute la durée à l'étude, un soutien technique a été apporté au Suriname pour l'établissement des nouvelles conceptions des zones situées au bord de l'eau de Paramaribo, dans le Centre-ville historique de Paramaribo, à travers l'étude technique du projet par l'ICOMOS et le Centre du patrimoine mondial	44 COM 7B.70	De nouvelles conceptions ont été élaborées grâce à un dialogue entre l'État partie et le Secrétariat de la Convention, conformément à la VUE du bien.
LAC	Soutien technique à l'État partie de l'Équateur pour l'élaboration d'une nouvelle législation au niveau municipal		L'ICOMOS a fourni des conseils techniques à l'État partie dans le processus de mise à jour du cadre juridique local et dans l'élaboration de la nouvelle ordonnance métropolitaine sur les

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	concernant la protection des espaces patrimoniaux et de la VUE de la ville de Quito		biens immobiliers, les espaces publics et les ensembles de zones patrimoniales pour la protection de la VUE du bien.
LAC (PEID)	Intégration de préparation aux risques de catastrophes et aux mécanismes de réponse dans les plans de gestion de 5 biens du patrimoine mondial sélectionnés dans les Caraïbes : (Programme ordinaire de l'UNESCO à Kingston, 2021)		Zone historique de Willemstad, centre ville et port (Curaçao), Zone de gestion des Pitons (Sainte-Lucie), Parc national de la forteresse de Brimstone Hill (Saint-Kitts-et-Nevis), Montagnes Bleues et monts John Crow (Jamaïque), Centre historique de Bridgetown et sa garnison (Barbade).
3C Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des capacités)			
GLO	Les célébrations du 10 ^e anniversaire de la Recommandation de 2011 ont été organisées avec le soutien de partenaires internationaux et entièrement en ligne les 23-24 juin 2021 comme un important événement mondial visant à sensibiliser et à renforcer les capacités en vue de l'adoption de l'approche de la Recommandation de 2011 en tant qu'outil de conservation du patrimoine urbain (Célébration du 10 ^e anniversaire de la Recommandation PUH de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique - Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO). Un Appel à l'action de l'UNESCO a été élaboré et lancé. (https://survey.unesco.org/3/index.php?r=survey/index&sid=966989). Plusieurs sessions techniques préliminaires ont également été organisées au niveau régional les 16-18 juin et leurs conclusions ont été présentées et débattues lors de l'événement mondial.	43 COM 7.3 41 COM 7	Large participation des partenaires au niveau international et engagement et participation des maires et des responsables des villes dans le monde. La série d'événements a fait participer 12 partenaires internationaux et a renforcé les capacités et la sensibilisation à travers l'apprentissage entre pairs à divers niveaux, des maires et responsables des villes aux experts et gestionnaires de sites, entre autres. Participation de 24 maires et responsables de villes, 35 experts intervenants et 19 études de cas de 39 pays, réunissant 1 432 participants et totalisant 4 594 vues en ligne. L'Appel à l'action a généré 145 engagements à travers le monde (en juillet 2022).
GLO	Plusieurs villes et institutions ont formulé de nouvelles propositions concernant les thématiques des Laboratoires des villes du patrimoine mondial en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial afin de poursuivre la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 : - « Vivre avec le patrimoine mondial : réutilisation adaptative et régénération dans la région euro-méditerranéenne », avec l'Union pour la Méditerranée, mai 2021 https://whc.unesco.org/fr/evenements/1590/ - « Pratiques de développement durable pour le patrimoine urbain », avec le ministère ukrainien de la Culture et de la Politique d'information et la Réserve nationale Laure de	44 COM 5A 43 COM 7.3 41 COM 7	Pendant la période 2020-21, toutes les activités ont pu être adaptées au format numérique et diffusées en ligne, réunissant plus de 1 200 participants, 67 experts et plus de 30 études de cas, issus de toutes les régions du monde, notamment Venise et sa lagune (Italie), As-Salt - lieu de tolérance et d'hospitalité urbaine (Jordanie), Ensemble de monuments de Huê (Vietnam), Vieille ville de Sana'a (Yémen), Casbah d'Alger (Algérie), Paraty et Ilha Grande – culture et biodiversité (Brésil), Vieille ville de Lamu (Kenya) et Tombouctou (Mali). Le laboratoire des villes du patrimoine mondial à Cordoue a clôturé les célébrations du 10 ^e anniversaire de la Recommandation de 2011 qui s'est déroulé à la fois en ligne et sur place. Il a abordé les thèmes des pratiques de construction traditionnelles et des

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>Kyiv Pechersk, 30 novembre 2021 https://whc.unesco.org/fr/evenements/1631/</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Villes historiques, changement climatique, eau et énergie », avec le ministère néerlandais de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, 16-17 décembre 2021 https://whc.unesco.org/fr/evenements/1633/. - « Patrimoine urbain et pratiques de construction traditionnelles pour le développement durable » avec la ville de Cordoue et le Fonds mondial pour les monuments (WMF), septembre 2022 https://whc.unesco.org/fr/evenements/1703/ <p>Un film sur le renforcement des capacités intitulé « L'eau, les ports et l'approche du paysage urbain historique de l'UNESCO » a été réalisé en collaboration avec la Chaire UNESCO sur les ports et les villes historiques d'eau, TU Delft et le ministère néerlandais de l'Éducation, de la Culture et des Sciences.</p>		<p>communautés locales pour discuter de la gestion globale des villes historiques en vue de la résilience et du développement durable.</p> <p>Les rapports sont en cours de préparation et les conclusions de toutes les activités menées dans le cadre du 10^e anniversaire de la Recommandation de 2011 sont réunies dans un Manuel qui sera finalisé en 2022.</p> <p>Ces activités ont permis de renforcer les capacités des gestionnaires de sites et des experts, et ont contribué à mettre en lumière les stratégies innovantes et les bonnes pratiques, les enseignements tirés de la crise COVID-19 et du changement climatique, pour élargir les discussions sur l'avenir de la gestion urbaine, en particulier la Recommandation de 2011, en élargissant également la communauté d'experts. Elles ont contribué à la promotion de l'Appel à l'action PUH de l'UNESCO.</p>
GLO	<p>En 2021, pour illustrer le thème de la Journée mondiale des villes (31 octobre) « Adapter les villes à la résilience climatique », les 6 sessions régionales des Dialogues des villes du patrimoine mondial ont discuté de la Recommandation PUH en faveur de l'Action climatique. Les sessions se sont appuyées sur les conclusions générales et régionales de l'événement du 10^e anniversaire de la Recommandation PUH et ont été l'occasion de discuter des stratégies adoptées pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.</p>	<p>44 COM 5A 43 COM 7.3</p>	<p>En 2021, les discussions ont porté non seulement sur l'ODD 11.4 mais aussi sur les ODD 6.6 et 15.1 en identifiant les systèmes de gestion de l'eau et l'utilisation des ressources naturelles dans le contexte de la ville historique, en soulignant leur importance capitale pour son habitabilité. 102 participants venant des cinq régions mondiales (gestionnaires de sites, points focaux nationaux pour le patrimoine mondial et les professionnels du patrimoine représentant 42 biens du patrimoine mondial dans 57 pays) ainsi que des observateurs ont efficacement été renforcées partout dans le monde.</p>
GLO	<p>Le Centre du patrimoine mondial a participé à plus de 35 événements de renforcement des capacités relatifs à des villes historiques et organisés partout dans le monde avec et par des partenaires extérieurs et a renforcé ses capacités en matière de mise en œuvre de la Recommandation de 2011 et de son Appel à l'action (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Centre du patrimoine mondial a participé au « Colloque Re-Scape : Mobiliser le patrimoine de l'eau dans le développement durable » le 28 septembre 2021, en 	<p>44 COM 5A 43 COM 7.3 41 COM 7</p>	<p>Renforcement des capacités des experts du patrimoine dans différentes régions pour appliquer l'approche de la Recommandation de 2011. Renforcement des connaissances et échange d'expériences sur le traitement des questions clés dans les villes, notamment en ce qui concerne l'adaptation et la résilience face au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Les synergies formées avec les partenaires régionaux et mondiaux pour le renforcement des capacités ont été consolidées.</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>abordant la contribution de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique (PUH) à l'intégration du patrimoine de l'eau dans le développement urbain durable.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Série spéciale : « 10 ans de la Recommandation concernant le paysage urbain historique : opportunités, défis et la voie à suivre », organisée par le National Institute of Urban Affairs et le Bureau de l'UNESCO à New Delhi, en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial et d'autres partenaires, s'est déroulée en novembre 2021 autour de quatre sessions de webinaires qui ont passé en revue les 10 années écoulées de la recommandation PUH et la voie à suivre. Le Centre du patrimoine mondial/la DDIR ont prononcé l'allocution d'ouverture. - Le Centre du patrimoine mondial a participé à l'atelier d'experts Patrimoine et Métropole organisé à Séoul, République de Corée, le 2 décembre 2021 par l'ICOMOS Corée, l'ONU-HABITAT et le gouvernement métropolitain de Séoul, en proposant une présentation sur la Recommandation PUH de 2011. - Le Centre du patrimoine mondial a participé à plusieurs réunions d'experts liées à l'UE, notamment la 5^e réunion du groupe MOC sur le changement climatique et le patrimoine culturel organisée le 2 décembre 2021 par la Commission européenne ainsi que l'atelier EuroGeo 2022 « Vers un EuroGEO intégré et convergent », organisé par la Commission européenne, le ministère du Développement et des Investissements de la Grèce et le Bureau grec du GEO, le 7 et 8 décembre 2022. - En janvier 2023, l'UNESCO a participé à la Conférence de Davos des ministres européens de la Culture et a rejoint l'Alliance de Davos qui vise à rassembler les secteurs public et privé ainsi que la société civile afin de promouvoir une culture du bâti de qualité pour l'Europe, conformément à la recommandation de 2011. À la suite à la création de l'Alliance de Davos pour la culture du bâti en janvier, l'Office fédéral suisse de la Culture, l'UNESCO 		

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	et le Forum économique mondial ont organisé une réunion de lancement et une opportunité de réseautage pour les membres de l'Alliance afin de réfléchir aux moyens de promouvoir des environnements construits de qualité, centrés sur l'individu et sur la résilience, lors du lancement de la Biennale d'architecture 2023 de Venise.		
GLO	La Réunion internationale co-parrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique a eu lieu entre le 6 et le 10 décembre 2021. Elle a été organisée par l'UNESCO, l'ICOMOS et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le Centre du patrimoine mondial a prononcé une conférence sur le thème « Patrimoine mondial de l'UNESCO et changement climatique ».	44 COM 5A Document d'orientation de 2007 sur les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial	L'événement a contribué à renforcer les capacités d'expertise pour faire progresser les actions liées au patrimoine et à la culture pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de l'impact carbone.
GLO	Une réunion du Groupe de référence pour l'évaluation de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités s'est tenue en ligne le 30 mars 2023, au cours de laquelle les Évaluateurs de l'E.C.O. Institute for Ecology ont présenté les résultats préliminaires de leurs travaux et ont recueilli les réactions des participants.	44 COM 6	Les Évaluateurs se sont appuyés sur le retour d'information de la réunion pour finaliser leur évaluation de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités (voir le rapport à l'adresse https://whc.unesco.org/fr/35/?capacitybuilding& suivante et le document WHC/23/45.COM/6).
GLO	Un programme d'apprentissage mixte a été mis en œuvre dans le cadre du projet « Promouvoir le tourisme durable et l'engagement du secteur privé en faveur du développement inclusif des communautés en réponse à la crise de COVID-19 » soutenu par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, en coopération avec l'Agence allemande de coopération internationale. Ce programme consistait en une combinaison de cours en ligne et de formations in situ visant à renforcer les capacités des guides touristiques et des artisans-entrepreneurs travaillant dans et autour de 10 sites du patrimoine mondial dans 7 pays (Angkor, Cambodge ; Complexe paysager de Trang An et la vieille ville de Hoi An, Vietnam ; Fort Jesus et la vieille ville de Lamu, Kenya ; Erg du Namib et Twyfelfontein, Namibie ; Quartier du vieux pont de la vieille ville de Mostar, Bosnie-Herzégovine ; Forêts pluviales et zones humides de Colchide, Géorgie ; et un site indonésien sur la liste indicative à Yogyakarta). Les formations ont eu lieu entre octobre 2022 et décembre 2022.		Au total, 1 554 personnes ont été formées dans le cadre de ce projet, dont 225 guides touristiques et 125 artisans. Le format d'apprentissage mixte était difficile à mettre en œuvre dans les endroits où l'accès à Internet, à l'électricité et au matériel informatique était limité. La culture numérique diffère également selon les destinations.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Des formations supplémentaires ont été organisées dans le cadre de ce projet pour les petites entreprises, les propriétaires d'hébergement et pour les communautés		
GLO	Dans le cadre du projet « Engagement pour le tourisme durable - Promouvoir le tourisme durable avec Expedia Group » soutenu par Expedia, un cours en ligne a été développé pour former à la réduction des plastiques à usage unique et à la promotion de la culture locale dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.		La formation a été traduite en thaï et promue dans le secteur de l'hôtellerie par le Bureau de l'UNESCO à Hanoi.
GLO	À la suite de la diffusion de l'enquête de 2022 des États membres de l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 concernant les paysages urbains historiques, 24 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés en trois langues : anglais, français et espagnol. Ces ateliers ont permis de soutenir les points focaux PHU dans les pays et villes participants, afin de les aider à compléter leurs rapports nationaux et locaux. Les sessions de renforcement des capacités ont également fourni des conseils sur les grands principes de la Recommandation de 2011 ainsi que sur les différentes ressources disponibles.		Progrès évidents dans la participation des États membres à la troisième Consultation des États membres, avec 187 rapports (62 rapports nationaux et 125 rapports locaux) reçus de 69 États membres. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport aux 55 États membres qui ont répondu à la dernière consultation en 2019.
GLO	Réunion des Chaires UNESCO sur la Recommandation de 2011 de l'UNESCO concernant le paysage urbain (30 juin 2022)		L'événement en ligne a sensibilisé aux activités des Chaires UNESCO utilisant l'approche de la Recommandation de 2011 et a fourni des opportunités pour renforcer les synergies avec le travail du Centre du patrimoine mondial tout en permettant aux participants d'échanger des points de vue et des idées ainsi que d'envisager des collaborations. Un réseau informel de ces Chaires UNESCO a été mis en place pour soutenir le travail du Programme des villes du patrimoine mondial et la Recommandation de 2011.
AFR	Avec le soutien des gouvernements du Japon, de la Norvège et de la Suisse, et en partenariat avec l'ICCROM, l'UNESCO a mis en œuvre l'initiative « Améliorer l'efficacité de la gestion du patrimoine mondial en Afrique » afin de renforcer l'efficacité de la gestion des biens africains du patrimoine mondial et d'autres lieux patrimoniaux ayant le potentiel d'être inscrits à l'avenir. Au moins trois experts des pays suivants y ont participé : Angola, Bénin, Burundi, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Guinée Bissau,		86 participants de 25 pays africains ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière de gestion du patrimoine et de gouvernance. En outre, cette initiative garantit la durabilité du transfert de connaissances de haut niveau en permettant la participation et le développement professionnel de douze (12) facilitateurs externes africains supplémentaires, issus de six autres pays de la région, pour aider les pays africains à réviser leur futur plan de gestion.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Kenya, Liberia, Madagascar, Mozambique, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud et République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.		
AFR	Avec le soutien du Programme de participation de l'UNESCO, un Comité du patrimoine national de haut niveau a été établi au Ghana en 2020 pour coordonner le travail de l'ensemble des parties prenantes et des organismes chargés de la mise en œuvre relevant des ministères du Tourisme, des Arts et de la Culture, du Territoire et des Ressources naturelles, du Développement rural, de la Chefferie et des Affaires religieuses, et du gouvernement local.		Durant l'étape suivant sa création, le Comité du patrimoine du Ghana a élaboré un cadre stratégique du patrimoine fondé sur des partenariats multisectoriels et visant à soutenir la gestion efficace des ressources du patrimoine du Ghana
AFR	Le Centre du patrimoine mondial a soutenu l'établissement du réseau panafricain des gestionnaires de sites à des fins de partage des expériences et d'apprentissage par les pairs.		Le lancement officiel du Réseau des gestionnaires de sites africains a eu lieu en mai 2022. Le logo officiel et le site web du RGSA ont été finalisés. Un comité permanent a été élu par les gestionnaires de sites africains en décembre 2022. Les discussions sur le plan d'action du RGSA sont en cours.
AFR	Pour faire suite aux deux ateliers organisés en 2018 sur l'Intégration des programmes sur le patrimoine dans les établissements d'enseignement supérieur (Zimbabwe et Sénégal), le Centre du patrimoine mondial a mené une cartographie des universités et des établissements d'enseignement supérieur sur le continent africain, en partenariat avec la Chaire UNESCO sur le patrimoine africain et le développement durable au Botswana et l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar (Sénégal).		Une liste d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur africains proposent une formation aux sujets liés au patrimoine. Un questionnaire a été élaboré et lancé afin d'obtenir des informations plus approfondies sur les programmes existants. Plusieurs universités (au Cameroun, Maroc, Afrique du Sud, République-Unie de Tanzanie) ont également manifesté leur intérêt pour devenir des centres de formation.
AFR	En collaboration avec l'ICCROM, l'EPA et le Fonds pour le patrimoine mondial africain, et avec le soutien financier du gouvernement chinois, l'UNESCO a développé un projet régional de renforcement des capacités dans les systèmes de gestion des risques de catastrophe et de protection pour les sites du patrimoine mondial en Afrique. Des gestionnaires de sites de 25 États parties participeront aux formations et neuf sites du patrimoine mondial obtiendront un soutien pour élaborer leurs plans de gestion des risques de catastrophe, à savoir l'Ouganda (Tombes des rois du Buganda à Kasubi) ; Bénin (Palais royaux d'Abomey) ; Togo (Koutammakou, le		25 États parties ont reçu une formation sur les concepts de base pour l'élaboration de plans de gestion des risques de catastrophe, du 24 octobre au 14 novembre.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	pays des Batamariba) ; Côte d'Ivoire (Ville historique de Grand-Bassam), Sénégal (île de Saint-Louis) ; République-Unie de Tanzanie (Ville de pierre de Zanzibar) ; Guinée-Bissau (Réserve de Biosphère de l'Archipel des Bijagos) et Sierra Leone (Complexe Gola-Tiwai).		
AFR	Avec le soutien du gouvernement norvégien, l'activité de renforcement des capacités vise à soutenir 11 biens dans l'élaboration de leur État de conservation souhaité pour leur retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril.		Des gestionnaires de sites de RDC, du Congo, du Sénégal, de Madagascar, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Niger et de RCA ont été formés en juin 2022, lors d'ateliers sous-régionaux organisés, en coopération avec le Fonds du patrimoine mondial africain, en République démocratique du Congo. En juin 2023, les gestionnaires de sites de Côte d'Ivoire/Guinée, du Niger, du Sénégal et du Mali seront formés, et à l'automne 2023, une formation sera organisée pour les gestionnaires de sites de la sous-région d'Afrique de l'Est afin de soutenir le processus d'élaboration ou de finalisation de l'État de conservation souhaité pour le retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril (DSOCR) et la mise en œuvre de mesures correctives.
AFR	Mise en œuvre de modules de renforcement des capacités afin d'aider les États parties et les gestionnaires des sites du patrimoine mondial à réaliser des évaluations de la vulnérabilité, une planification de la stratégie d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience, avec le soutien du gouvernement flamand (Royaume de Belgique) et du Fonds-en-dépôt néerlandais. Les modules seront mis en œuvre en ligne en 2022 dans plusieurs sites naturels du patrimoine mondial sur le continent africain.	40 COM 7 41 COM 7 Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique	Le personnel de deux sites pilotes sera initié aux modules de formation sur le climat.
AFR (PEID)	Atelier de renforcement des capacités de deux jours intitulé « Formation de guides touristiques pour le patrimoine des Comores » organisé (septembre 2021) par le Centre national de documentation et de recherche scientifique des Comores (CNDRS), avec le soutien de l'UNESCO. (https://whc.unesco.org/fr/evenements/1612/), financé par le fonds-en-dépôt néerlandais.	Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	25 jeunes participants (dont plus d'un tiers de femmes), issus de 6 sites historiques et de différentes institutions des 3 îles principales des Comores, dont la Direction générale des arts et de la culture, la Direction du tourisme, les gestionnaires de sites, des étudiants de l'Université des Comores et des agents de la société civile.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
AFR (PEID)	« Renforcement des capacités en matière de développement et de gestion du tourisme durable pour le patrimoine mondial aux Comores » (2020-2021), financé par le fonds-en-dépôt néerlandais.	Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	Le « Renforcement des capacités en matière de développement et de gestion du tourisme durable pour le patrimoine mondial » a été finalisé et une vidéo promotionnelle du bien a été réalisée.
AFR (PEID)	« Établissement d'un système de gestion du tourisme durable pour la conservation de la biodiversité et le développement durable dans le site du patrimoine mondial de l'UNESCO de la Vallée de Mai, aux Seychelles » (projet soutenu par le fonds-en-dépôt néerlandais)	Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	Renforcement du système de gestion des visiteurs et de la surveillance des sites du patrimoine naturel
APA	Organisation d'ateliers en ligne pour promouvoir l'engagement de respect des zones d'exclusion (« No-Go ») avec le secteur des entreprises en septembre et décembre 2021, et en décembre 2022 (activités soutenues par le gouvernement flamand, Belgique).	44 COM 7.2	Amélioration des connaissances et des capacités du secteur des entreprises concernant l'engagement « No-Go » du patrimoine mondial, en mettant l'accent sur les institutions et entreprises financières chinoises, les banques et compagnies d'assurance internationales, ainsi que les autorités gouvernementales.
APA	Atelier sur la proposition d'inscription en série transfrontière des routes de la soie en Asie du Sud et l'Initiative du paysage culturel (Kathmandu, Népal, 6-7 décembre 2021). Organisé dans le cadre du projet du fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée « Soutien à la(aux) proposition(s) d'inscription transnationale en série des Routes de la soie en Asie sur la Liste du patrimoine mondial (phase II) ».		<p>Cet atelier a réuni des délégués de Chine et du Népal, des experts et observateurs de l'ICOMOS, de niveau à la fois national et international, ainsi que des personnes-ressources des Bureaux de l'UNESCO à Beijing, Kathmandu et New Delhi et le Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Des experts internationaux venant du University College London Institute of Archaeology (Royaume-Uni), du Département d'urbanisme de l'Institut de technologie de Harbin (Shenzhen, Chine) et du Centre international pour le développement intégré des montagnes (ICIMOD) ont partagé les résultats de leurs travaux sur les axes patrimoniaux des Routes de la soie en Asie du Sud et les paysages culturels environnants.</p> <p>Les participants et les experts se sont unanimement mis d'accord sur une approche pour impliquer les communautés et les acteurs locaux à toutes les étapes, afin de parvenir à une conservation et une gestion durables des sites le long des axes et dans leur environnement plus large.</p>
APA	« Atelier de renforcement des capacités à Uzgen, Kirghizistan – Les Routes de la soie : Proposition d'inscription transnationale en série du couloir Ferghana-Syrdarya et rôle de l'étude d'impact sur le patrimoine dans la gestion des		Cet atelier a réuni plus de 30 participants, dont le ministre adjoint de la Culture, de l'Information, du Sport et de la Politique pour la Jeunesse du Kirghizistan ; les parties prenantes des Routes de la soie : Proposition d'inscription transnationale en série du couloir Ferghana-Syrdarya sur la Liste du patrimoine mondial, en particulier dans la province d'Osh et le raïon d'Uzgen au

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>risques pour ses composantes » (Bishkek, Kirghizistan, 2 février 2022 – réunion hybride).</p> <p>Cet atelier a été soutenu par le projet du fonds-en-dépôt UNESCO/République de Corée « Soutien à la(aux) proposition(s) d'inscription transnationale en série des Routes de la soie en Asie sur la Liste du patrimoine mondial (phase II) ».</p>		<p>Kirghizistan, des experts internationaux et régionaux, ainsi que des experts du Centre du patrimoine mondial et du Bureau de l'UNESCO à Almaty. Cette initiative a permis d'apporter une assistance technique au Kirghizistan afin de réaliser des études d'impact sur le patrimoine pour de grands projets potentiels à Uzen.</p>
APA	<p>Réunion d'experts en ligne sur le lancement de la phase III du projet du fonds-en-dépôt Japon/UNESCO « Soutien au processus de proposition(s) d'inscription des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial » (en ligne, 23 février 2022).</p> <p>Deuxième réunion d'experts en ligne sur le lancement de la phase III du projet du fonds-en-dépôt Japon/UNESCO « Soutien au processus de proposition(s) d'inscription des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial » (en ligne, 11 janvier 2023).</p> <p>Troisième réunion d'experts en ligne sur le lancement de la phase III du projet du fonds-en-dépôt Japon/UNESCO « Soutien au processus de proposition(s) d'inscription des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial » (en ligne, 6 mars 2023).</p>		<p>Cette réunion a été co-organisée par le Centre du patrimoine mondial et l'Institut international d'études pour l'Asie centrale (IICAS) en présence de représentants de l'IICAS et de deux experts de chacun des États parties participants (Azerbaïdjan, République islamique d'Iran, Kazakhstan, Fédération de Russie et Turkménistan), ainsi que d'experts en ressources internationales et japonaises.</p> <p>Les participants ont analysé les progrès accomplis jusqu'alors au cours des phases initiales du projet et ont convenu d'une Stratégie, vision et planification pour le Plan de travail annuel 2022 dans le cadre du processus de proposition d'inscription des axes patrimoniaux Volga-Caspienne des Routes de la soie. Lors de la deuxième et de la troisième réunion d'experts en ligne, les participants ont analysé les progrès accomplis et ont convenu de la planification pour le plan de travail annuel 2023 dans le cadre du processus de proposition d'inscription des axes patrimoniaux Volga-Caspienne des Routes de la soie.</p>
APA	<p>En étroite collaboration avec le Centre du patrimoine mondial, la Délégation permanente de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et un expert international, des activités de renforcement des capacités ont été entreprises pour la gestion durable des deux biens du patrimoine mondial en RPDC « Ensemble des tombes de Koguryo » et « Monuments et sites historiques à Kaesong » (2-5 novembre 2021) et du « Mont Kumgang » (10-13 novembre 2022) sur la Liste indicative de l'État partie, ainsi que de leurs zones tampons.</p>		<p>Deux ateliers de renforcement des capacités ont été organisés par l'Autorité nationale pour la protection du patrimoine culturel, en présence de diverses parties prenantes, et ont abouti à un ensemble de recommandations en matière d'activités de suivi, afin d'améliorer la gestion durable des biens du patrimoine mondial et de leurs zones tampons. Un support multimédia interactif intitulé « Patrimoine mondial et zone tampon » a également été produit à des fins de sensibilisation.</p>
APA	<p>Première réunion du comité scientifique international de la vallée de Kathmandu, à Kathmandu (Népal, 23-24 mars 2023)</p>	44COM 7B.33	<p>Conformément à la décision de la 44^e session du Comité du patrimoine mondial, le Comité directeur a été créé pour aider l'État</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Première réunion du Comité scientifique international pour le bien du patrimoine mondial de la Vallée de Kathmandu (ISC-KV) (23-24 mars 2023, Kathmandu, Népal) organisée par le Département d'archéologie du Népal en étroite collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Kathmandu, les autorités municipales népalaises et les gestionnaires des sites des sept zones de monuments		partie du Népal à assurer la protection du bien, en faisant le point sur le relèvement après la catastrophe. Après avoir partagé les observations et les commentaires des experts nationaux et internationaux de l'ISC-KV, tous les membres ont travaillé ensemble pour rédiger un plan d'action avec des recommandations pour la protection du bien. La réunion s'est conclue avec succès par l'adoption de recommandations comportant six axes d'orientation clairs et un plan d'action.
APA	Consultation régionale finale dans le cadre du plan d'action pour le troisième cycle des Rapports périodiques (22-23 mars 2022), avec le soutien du fonds-en dépôt UNESCO/République de Corée. https://whc.unesco.org/fr/evenements/1636/		Cette réunion de consultation régionale finale avait pour but de présenter les résultats de l'exercice des Rapports périodiques, de développer des recommandations pour le rapport régional et d'élaborer le plan d'action cadre qui a été présenté au Comité du patrimoine mondial lors de la présente session. 65 points focaux nationaux et 272 gestionnaires de sites désignés pour l'exercice des Rapports périodiques dans la région Asie-Pacifique ont été invités à cet événement en ligne organisé avec la participation du groupe d'experts des Rapports périodiques, des Organisations consultatives et des Centres de catégorie 2 dans la région. Des sessions plus ciblées, destinées à certaines sous-régions, notamment les PEID du Pacifique, ont également été organisées.
ARB	Un atelier en ligne sur l'étude d'impact sur le patrimoine mondial pour les États arabes a eu lieu les 6 et 9 décembre 2021.		À l'issue de l'atelier, les participants de la région ont exprimé l'intention d'appliquer ce qu'ils ont appris et de réaliser une étude d'impact sur le patrimoine concernant les projets prévus.
ARB	Une session d'information et de renforcement des capacités pour l'Égypte a eu lieu en ligne le 8 novembre 2021, organisée par le Bureau de l'UNESCO au Caire et le Centre du patrimoine mondial.		Cette session a contribué à approfondir les connaissances relatives à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.
ARB	Ateliers en ligne organisés en mai 2022 sur le processus de suivi réactif, la préparation de rapports sur l'état de conservation et l'élaboration de déclarations rétrospectives de VUE pour Hatra et Assour (Iraq), en collaboration avec l'ICOMOS.		À l'issue de l'atelier, l'État partie est en mesure de commencer à élaborer les déclarations rétrospectives de VUE.
ARB	Atelier de formation à l'étude d'impact sur le patrimoine (Égypte) organisé du 22 au 24 août 2022 en collaboration		L'atelier contribue à la préparation des études d'impact sur le patrimoine.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	avec l'ICOMOS et avec le soutien du fonds-en-dépôt néerlandais.		
ARB	Atelier de formation en ligne pour « Aborder les différentes dimensions du développement durable dans les approches de conservation et de gestion » (24-27 octobre 2022). L'atelier s'est axé sur quatre domaines thématiques : Développement durable ; Recommandations de 2011 ; Gestion des risques de catastrophes ; et Changement climatique.		L'atelier contribue à aider les États parties à aborder les différentes dimensions du développement durable dans le cadre de la conservation et de la gestion des sites du patrimoine mondial
EUR	Avec le soutien du ministère français de la Transition écologique et solidaire, le Centre du patrimoine mondial a publié l'étude « Patrimoine mondial et planification de l'énergie éolienne. Protéger l'intégrité visuelle dans le contexte de la transition énergétique. Pratiques inspirantes de quatre pays européens » (en anglais et en français).	Subvention du ministère français de la Culture	L'étude témoigne de la façon dont les énergies renouvelables et la protection du patrimoine mondial peuvent être complémentaires en Europe et en Amérique du Nord. Cette étude a été conçue pour aider les États parties à élaborer des stratégies nationales pour la protection de l'état de conservation des sites du patrimoine mondial, en développant les processus d'évaluation de projets liés à la transition vers les énergies renouvelables.
EUR	Finalisation et lancement du « Guide pour les projets d'énergie éolienne dans un contexte du patrimoine mondial » (un outil en ligne disponible sur le site internet du patrimoine mondial en anglais et en français).	Fonds-en-dépôt des Pays-Bas	Les États parties disposent désormais d'un guide qui fournit des informations sur les projets d'énergie éolienne et sur la protection et la gestion du patrimoine mondial, et qui met en évidence les processus et les outils permettant de surmonter les difficultés potentielles qui peuvent se présenter. Cet outil a pour but d'aider à la planification de projets d'énergie éolienne tout en fournissant des conseils sur l'exploration d'options de conservation proactives pour les gestionnaires de sites du patrimoine mondial et les autorités chargées de la protection du patrimoine.
EUR	Atelier de formation sur « La transition vers les énergies renouvelables dans un contexte de patrimoine mondial » organisé les 22 et 23 mars 2023 par l'ICCROM conjointement et en étroite collaboration avec l'ICOMOS et l'UICN.	Subvention du ministère français de la Culture	L'atelier a contribué à renforcer les capacités des États parties qui ont contribué à l'outil de préparation des évaluations d'impact sur le patrimoine mondial, en mettant l'accent sur les projets d'énergie éolienne.
EUR	En 2021-2022, le Bureau régional de l'UNESCO pour la science et la culture en Europe, en partenariat avec Interpret Europe, a élaboré et mis en œuvre le tout premier cours de formation régional sur la planification de l'interprétation dans les sites du patrimoine mondial en Europe (WH-Interp). Le cours se compose en trois phases sur une période de six mois (activités préparatoires en ligne ; atelier en présentiel ; assistance technique finale individuelle pour que les participants puissent travailler sur leur propre site). Deux		WH-Interp a permis de mettre en lumière le potentiel de l'interprétation du patrimoine en soutenant les objectifs de conservation et de gestion du patrimoine mondial à tous les niveaux, et en mettant en place une approche participative, fondée sur les valeurs, de la planification interprétative dans une perspective de développement durable. Les deux cours de formation WH-Interp ont amélioré les connaissances de 50 professionnels, notamment des autorités chargées de la gestion et autres parties prenantes concernées de 35 biens du patrimoine

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>cours ont été dispensés durant la période considérée, notamment des ateliers organisés par les gestionnaires du site du patrimoine mondial de la « Contrée naturelle et culturo-historique de Kotor » (Monténégro, 2021) et du site du patrimoine mondial des « Œuvres de Jože Plečnik à Ljubljana - une conception urbaine centrée sur l'humain » (Slovénie, 2022).</p> <p>WH-Interp avait pour but de mettre en lumière le potentiel de l'interprétation du patrimoine en soutenant de manière transversale les objectifs de conservation et de gestion du patrimoine mondial et en mettant en place une approche participative, fondée sur les valeurs, de la planification interprétative dans une perspective de développement durable.</p>		<p>mondial dans 19 États parties différents. Ils ont également développé les compétences des participants dans l'intégration de planification interprétative fondée sur les valeurs dans la gestion des sites du patrimoine mondial. Cela devrait améliorer la protection, la gestion et la communication des biens du patrimoine mondial participants et permettre de renforcer les approches inclusives et participatives de l'éducation informelle au développement durable et à la citoyenneté mondiale par le biais de l'interprétation du patrimoine. En outre, les participants ont été sensibilisés à l'importance de la coopération dans la promotion des valeurs communes sous-jacentes au patrimoine mondial dans un contexte international. Enfin, le cours a généré une nouvelle initiative intersectorielle sur les sites désignés par l'UNESCO comme Paysages d'apprentissage, pour laquelle des efforts de mobilisation des ressources sont bien avancés. Cette initiative permettra de faire progresser une approche spécifique à l'UNESCO de l'interprétation du patrimoine en tant qu'outil d'éducation informelle à la durabilité et au respect de la diversité culturelle et biologique de la planète.</p>
EUR	<p>Dans le cadre de l'assistance internationale accordée à la Macédoine du Nord pour le bien du patrimoine mondial « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid », un soutien est apporté pour renforcer les compétences dans le système d'information géographique (SIG) du personnel de l'Institut et du musée d'Ohrid afin d'améliorer la gestion du patrimoine culturel réparti sur le territoire de la région du lac d'Ohrid.</p>	44 COM 13	<p>Le projet connaît un certain retard dans sa mise en œuvre. Les premières étapes ont été retardées, entre autres, en raison du choix à faire entre deux systèmes SIG au niveau national afin de déterminer le plus adapté au projet.</p>
LAC	<p>Ateliers communautaires « <i>Quartiers de Guanajuato et leur patrimoine culturel</i> » organisés dans le cadre du programme « Création d'un système de gestion du patrimoine mondial local à Guanajuato », en collaboration avec l'Université de Guanajuato et l'Institut d'architecture de Guanajuato (programme débuté en mars 2021 et en cours actuellement, avec au total 9 sessions sur site et en ligne).</p> <p>https://whc.unesco.org/fr/canopee/guanajuato/</p>	Programme des villes du patrimoine mondial	<p>Cette activité a renforcé le sentiment d'appropriation du patrimoine par les résidents à travers l'exploration de l'histoire et de l'architecture de chaque quartier, avec les témoignages vivants des communautés locales.</p>
LAC	<p>Dans le cadre du troisième cycle de Rapports périodiques concernant la mise en œuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes</p>	43.COM/10B	<p>Près de 50 participants représentant 33 pays de la région LAC ont été formés aux exigences statutaires de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> relatives aux Rapports périodiques et ont reçu</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	(LAC), un atelier de formation pour les points focaux nationaux a été organisé en ligne le 2 décembre 2021, en anglais et en espagnol.		des informations sur tous les outils et ressources disponibles en anglais, français, espagnol et portugais.
LAC	Le Centre du patrimoine mondial a organisé un atelier à destination des Gestionnaires de sites du patrimoine mondial des pays anglophones de la région LAC dans le cadre du troisième cycle de Rapports périodiques dans la région Amérique latine et Caraïbes le 8 mars 2022.	43.COM/10B	L'atelier a fourni des outils et des conseils permettant de renseigner et de valider la section II du questionnaire du Rapport périodique et plus généralement de participer efficacement à l'exercice.
LAC	Le Centre du patrimoine mondial a organisé un atelier à destination des Gestionnaires de sites du patrimoine mondial des pays hispanophones de la région LAC dans le cadre du troisième cycle de Rapports périodiques dans la région Amérique latine et Caraïbes le 10 mars 2022.	43.COM/10B	L'atelier a fourni des outils et des conseils permettant de renseigner et de valider la section II du questionnaire du Rapport périodique et plus généralement de participer efficacement à l'exercice.
LAC	Le Centre du patrimoine mondial a organisé une réunion en ligne avec tous les États parties dans le cadre du troisième cycle des Rapports périodiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes le 10 février 2023	43.COM/10B	Environ 155 participants de 33 pays de la région LAC ont reçu des outils et des conseils pour faciliter la préparation du troisième cycle du Rapport périodique et du projet du troisième cycle du Plan d'action pour la région.
LAC	Le Centre du patrimoine mondial a organisé une réunion en ligne avec les points focaux dans le cadre du troisième cycle des Rapports périodiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes les 15 et 16 février 2023	43.COM/10B	La réunion a débouché sur le projet du troisième cycle du Plan d'action pour la région.
LAC	Organisé par les commissions nationales pour l'UNESCO de Saint Martin, Curaçao et Sainte-Lucie, l'atelier de renforcement des capacités Sandwatch pour les coordinateurs des réseaux nationaux et scolaires du SEA de l'UNESCO dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes a eu lieu du 17 au 19 janvier 2022. https://events.unesco.org/event?id=2653209389&lang=1036	Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	Cet atelier a fourni un cadre utile à l'UNESCO et ses partenaires pour promouvoir la science citoyenne participative et l'éducation de qualité, afin de surveiller et de conserver l'environnement côtier et marin des petits États insulaires en développement des Caraïbes.
LAC	Une mission technique de l'UNESCO sur le site du patrimoine mondial de Valparaiso au Chili a eu lieu en mai 2022. La mission fait partie de la collaboration offerte par la Directrice générale de l'UNESCO lors de sa visite officielle au site du patrimoine mondial du Quartier historique de la ville portuaire de Valparaiso. Les résultats de la mission contribueront également à la finalisation du Rapport sur l'état de conservation du site, un document en cours d'élaboration		Des conseils techniques ont été fournis au gouvernement chilien et à la municipalité concernant l'administration du site du patrimoine mondial afin d'orienter les pratiques et stratégies futures pour la gestion, la conservation et la protection de la valeur exceptionnelle du site.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>que le Chili doit présenter à l'UNESCO dans le cadre de la 46^e session du Comité du patrimoine mondial, qui aura lieu en milieu d'année 2023.</p> <p>https://whc.unesco.org/en/news/2490</p>		
LAC	<p>Les 19 et 20 juillet 2022, un atelier de deux jours a été organisé sur le thème « Stratégie de tourisme durable pour les biens du patrimoine mondial au Suriname ». Il a réuni des représentants d'institutions gouvernementales, des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et des représentants des communautés locales, afin d'identifier les défis et opportunités actuels pour le développement d'un tourisme durable sur les sites désignés par l'UNESCO. L'atelier a été rendu possible grâce au soutien financier du gouvernement japonais, par l'intermédiaire du Fonds-en dépôt japonais, dans le cadre du « Projet de renforcement des capacités des PEID : sauvegarde du patrimoine aux Caraïbes par le développement de stratégies de tourisme durable ».</p> <p>https://events.unesco.org/event?id=Sustainable_Tourism_Strategy_for_World_Heritage_Properties_in_Suriname587391215</p>		
LAC	<p>Le 19 janvier 2022, les praticiens des aires marines protégées du monde entier ont pris part à une réunion en ligne au cours de laquelle les gestionnaires du patrimoine mondial des Seychelles et du Belize ainsi que des experts de The Nature Conservancy, ont partagé des informations de première main sur le fonctionnement des obligations bleues et des échanges dette-nature ainsi que sur les conditions nécessaires à leur mise en place et sur les éléments constitutifs d'un financement à long terme réussi pour la conservation.</p> <p>https://whc.unesco.org/fr/actualites/2524/</p>		
LAC	<p>La mise en œuvre pilote du cadre des Indicateurs Culture 2030 a été lancée en Colombie et dans la ville de Bogota. L'atelier de lancement a été organisé par le ministère de la Culture et le secrétariat de district à la Culture, aux Loisirs et aux Sports de la ville de Bogota, en étroite collaboration avec l'UNESCO. Il a rassemblé 48 participants, dont des représentants des autorités nationales et locales,</p>		<p>L'atelier s'est tenu à l'auditorium Aurelio Arturo de la Bibliothèque nationale de Colombie pour présenter les résultats de la mise en œuvre, démontrant la contribution transversale de la culture au développement durable dans l'Agenda 2030.</p> <p>L'atelier a également servi à promouvoir la diffusion des résultats, à encourager l'action politique aux niveaux national et urbain et à</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>ainsi que des organisations de la société civile, des académies, du secteur privé et d'autres entités compétentes en lien avec la culture.</p> <p>Le 15 juillet 2022, l'atelier de restitution final pour la mise en œuvre pilote des Indicateurs thématiques de l'UNESCO pour la culture dans l'Agenda 2030 (Indicateurs Culture 2030 de l'UNESCO) a été organisé par le ministère de la Culture de Colombie et le Secrétariat de district à la Culture, aux Loisirs et aux Sports de Bogota, en étroite collaboration avec l'UNESCO.</p> <p>https://whc.unesco.org/en/events/1627/</p>		<p>solliciter les contributions des parties prenantes sur les recommandations politiques visant à renforcer la collecte, la mesure et le suivi des données pour la culture.</p>
LAC	<p>Le 11 août 2022, l'atelier de restitution final pour la mise en œuvre pilote des indicateurs thématiques de l'UNESCO pour la culture dans l'Agenda 2030 (<i>Indicateurs Culture 2030 de l'UNESCO</i>) a été organisé par le ministère de la Culture et de la Jeunesse et la municipalité d'Alajuela en étroite collaboration avec l'UNESCO.</p> <p>L'atelier s'est déroulé en ligne et a réuni plus de 20 participants, dont des représentants de parties prenantes nationales et locales, des institutions et des autorités. L'atelier a été l'occasion de présenter les résultats de la mise en œuvre, démontrant la contribution transversale de la culture au développement durable dans l'Agenda 2030. L'atelier a également servi à promouvoir la diffusion des résultats, à encourager l'action politique aux niveaux national et urbain et à solliciter les contributions des parties prenantes sur les recommandations politiques visant à renforcer la collecte, la mesure et le suivi des données pour la culture.</p> <p>https://whc.unesco.org/fr/activites/1194/</p>		<p>L'atelier a atteint son objectif de présenter les principales conclusions de la mise en œuvre des Indicateurs Culture 2030 de l'UNESCO, promouvant la diffusion des résultats pour encourager l'action politique aux niveaux national et urbain et plaidant en faveur de l'engagement des parties prenantes dans le soutien du suivi futur et dans la collecte de données.</p>
LAC	<p>Le premier congrès international du patrimoine culturel aura lieu au Palacio de Convenciones de La Havane, à Cuba, du 3 au 5 mai 2023.</p> <p>Le thème de cette réunion sera « Patrimoine culturel et développement durable ».</p>		<p>Un espace de réflexion visant une action collective a été mis en place, avec le partage de bonnes pratiques liées à la gestion intégrée du patrimoine, à la gestion des risques de catastrophes pour le patrimoine, à l'impact du changement climatique sur les biens patrimoniaux, au tourisme culturel et patrimonial durable, aux industries culturelles et aux économies créatives, entre autres sujets</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
LAC	<p>L'IRPMZ, C2C UNESCO a mené une série d'activités qui favorisent le développement des capacités, parmi lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du 50^e anniversaire de la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, et en collaboration avec l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH), du 16 au 18 novembre 2022, le « Colloque international, Itinéraires culturels : Camino Real de Tierra Adentro. Réflexions, expériences et perspectives » • En collaboration avec l'ICCROM, du 13 au 23 février 2023, le cours en ligne sur la gestion du patrimoine mondial : People Nature Culture s'est déroulé en anglais. • En collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, les 10 et 16 février 2023, deux réunions ont été organisées avec les gestionnaires et les points focaux des sites du patrimoine mondial sur le troisième cycle de l'exercice de rapport périodique en Amérique latine et dans les Caraïbes. 		La connaissance des composantes des sites du patrimoine mondial, de leur statut et des bonnes pratiques associées à leur gestion s'est améliorée.
LAC	<p>L'IRPMZ C2C UNESCO a organisé une série de réunions sous-régionales au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes : du 20 au 24 février en Amérique centrale, du 6 au 9 mars dans les Caraïbes, et le 28 mars 2023 au Mexique. Les objectifs étaient la présentation du plan de travail 2023, la recherche d'une plus grande implication des États parties dans les activités du Centre de catégorie 2 et la connaissance des intérêts, priorités et spécificités de chacun des pays en matière de biens du patrimoine mondial.</p> <p>Ces réunions se sont tenues comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions en face à face : Guatemala, Costa Rica, Cuba et République dominicaine. • Réunions virtuelles : Honduras, Panama, Nicaragua et Mexique. • Réunions mixtes : El Salvador. 		L'implication de 9 pays dans les activités de formation planifiées par l'IRPMZ a été accrue ainsi que les intérêts et priorités des États parties de cette sous-région à court et moyen terme. Cela permettra de concevoir les futurs plans de travail autour du renforcement des capacités qui contribuent directement aux objectifs spécifiques de la sous-région.
LAC	En novembre 2022, la Commission de la culture et du patrimoine culturel du Congrès de la République du Pérou a convoqué un groupe de travail sur la Loi générale du		Le groupe de travail a permis aux membres de la Commission de la culture et du patrimoine culturel du Congrès de la République du Pérou de prendre connaissance de la portée de la loi actuelle

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	patrimoine culturel de la nation. L'UNESCO au Pérou a exposé et expliqué la portée de cette loi par rapport à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972.		par rapport à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, afin d'intégrer les recommandations de la Convention dans le nouveau projet de loi.
LAC	Le Bureau de l'UNESCO au Pérou s'est coordonné avec la Gestion des sites pour que les administrateurs de sites et les points focaux de la Convention du patrimoine mondial participent aux ateliers afin d'élaborer le plan d'action dans le cadre du troisième cycle de Rapports périodiques dans la région Amérique latine et Caraïbes.		La réunion de consultation en ligne des gestionnaires de sites et des points focaux de la Convention du patrimoine mondial dans le cadre du troisième cycle de Rapports périodiques dans la région Amérique latine et Caraïbes a permis une large participation à l'élaboration du plan d'action.
LAC (PEID)	Un « Atelier sous-régional de renforcement des capacités sur le tourisme durable pour les Caraïbes » financé par le Fonds-en-dépôt japonais a eu lieu en ligne les 23 et 30 novembre 2021. Il a été organisé par le Centre du patrimoine mondial et les bureaux de l'UNESCO à Kingston et à la Havane, en coopération avec l'University of the West Indies et la Commission nationale de la Barbade pour l'UNESCO. Cet atelier a été organisé dans le cadre du programme « Renforcement des capacités dans les PEID : sauvegarde du patrimoine aux Caraïbes par le développement de stratégies de tourisme durable ». https://whc.unesco.org/fr/actualites/2379	Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	Cet atelier a renforcé les capacités de plus de 50 participants, notamment des gestionnaires de sites et des représentants du secteur du tourisme de 10 biens du patrimoine mondial (5 biens culturels, 4 biens naturels et un bien mixte) et de cinq sites sur la liste indicative dans les PEID des Caraïbes anglophones.
LAC (PEID)	Un atelier national sur la « Stratégie de tourisme durable pour les biens du patrimoine mondial au Suriname » (juillet 2022) et des sessions de consultation des parties prenantes avec les représentants des communautés locales (dont les autochtones) de deux biens du patrimoine mondial et d'un site sur la liste indicative du Suriname ont été organisés, grâce au financement du fonds-en-dépôt japonais. https://whc.unesco.org/fr/actualites/2476/	Programme du patrimoine mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID)	Une stratégie de tourisme durable et des plans de développement de destinations pour les biens du patrimoine mondial au Suriname ont été élaborés.
4C Activités pour accroître la sensibilisation du public, sa participation et son soutien au patrimoine mondial par la communication (Communication)			
GLO	Élaboration de plusieurs activités de communication pour mettre en valeur les biens marins du patrimoine mondial et le travail du Programme marin du patrimoine mondial, notamment :	42 COM 7 42 COM 5A	Le grand public ainsi que la communauté des défenseurs de l'environnement marin et les gestionnaires des sites marins du patrimoine mondial comprennent mieux la nécessité de protéger

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution de la synthèse annuelle 2022 du Programme marin du patrimoine mondial (https://whc.unesco.org/fr/programme-marin/) - Célébration de la Journée mondiale de l'océan 2021 par la mise en lumière de la façon dont le patrimoine mondial marin renforce la résilience pour les humains et la nature (un court film « Vie et moyen de subsistance » a été présenté lors des célébrations officielles des Nations unies. - Exposition photo itinérante mettant en avant les expéditions scientifiques des Explorations de Monaco dans les sites marins du patrimoine mondial (depuis 2020 : Siège de l'UNESCO, Monaco, La Rochelle). - Couverture médiatique mondiale pour les expéditions d'ADN environnemental dans les sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO, réalisée notamment par France 24, World Economic Forum, Euronews, Top Africa News, United Nations News, RFI Espagnol, RFI Podcast France/Afrique, El Tiempo, Pensa Latina et TeleSur. 		<p>et de renforcer la coopération avec les partenaires pour la préservation des sites marins du patrimoine mondial.</p> <p>À la suite de ces activités, l'UNESCO a resserré ses liens avec ses partenaires afin de mieux préserver les sites marins du patrimoine mondial.</p> <p>L'UNESCO est davantage consciente de l'importance de l'océanographie pour la préservation et la gestion des sites marins du patrimoine mondial.</p>
GLO	Grâce au financement du fonds-en-dépôt du gouvernement flamand (FUT), l'UNESCO a mis en œuvre un projet visant à renforcer l'engagement du secteur privé dans la protection des biens du patrimoine mondial afin de s'assurer que les activités commerciales ne causent aucun préjudice à ces biens. Élaboration de recommandations concernant l'engagement « No-Go » du patrimoine mondial, afin d'encourager les compagnies du secteur privé et public à adopter des principes de refus de financement, de mise en œuvre ou de garantie pour les projets susceptibles d'avoir un impact négatif sur les biens du patrimoine mondial.	37 COM 7 40 COM 7.17 42 COM 7.51 44 COM 7.2	Lancement des « Orientations de l'UNESCO relatives à l'engagement de respecter les sites du patrimoine mondial en tant que zones d'exclusion : Recommandations mondiales pour le développement durable des entreprises », base de données sur les engagements du secteur privé en faveur de la protection du patrimoine mondial et nouveau site internet pour enregistrer les étapes importantes de l'engagement UNESCO du secteur des entreprises en faveur du patrimoine mondial (https://whc.unesco.org/fr/engagement-zones-exclusion/) en décembre 2022. Renforcement de l'implication auprès du secteur privé, se traduisant par de nouveaux engagements No-Go (ex. Association internationale d'hydroélectricité, Equinor et QBE).
GLO	Élaboration de recommandations concernant l'engagement « No-Go » du patrimoine mondial, afin d'encourager les compagnies du secteur privé et public à adopter des principes de refus de financement, de mise en œuvre ou de garantie	37 COM 7 40 COM 7.17 42 COM 7.51	Renforcement de l'implication auprès du secteur privé, se traduisant par de nouveaux engagements No-Go (ex. Association internationale d'hydroélectricité, Equinor et QBE).

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés						
	pour les projets susceptibles d'avoir un impact négatif sur les biens du patrimoine mondial.								
GLO	Publication du calendrier 2022 du patrimoine mondial avec Panasonic, en version papier et en ligne.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Le grand public, en particulier en Asie et parmi les jeunes, est davantage sensibilisé au patrimoine mondial.						
GLO	Publication en anglais, français et espagnol de la revue Patrimoine Mondial (également disponible en format électronique en ligne) : <ul style="list-style-type: none"> - Numéro 100 – Octobre 2021 (Patrimoine mondial et changement climatique) - Numéro 101 – Janvier 2022 (Nouveaux sites 2021-2021) - Numéro 102 – juin 2022 version en ligne uniquement (Patrimoine mondial et secteur privé) - Numéro 103 – novembre 2022 (N50^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial) - 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Le grand public est davantage sensibilisé à la mise en œuvre de la <i>Convention</i> et à la nécessité de protéger les biens du patrimoine mondial. La viabilité financière de la revue dépend du maintien de l'appui du partenaire de publication et des États parties qui accueillent la session du Comité.						
GLO	Le Centre du patrimoine mondial a renforcé la visibilité des actions de l'UNESCO et du Centre sur un large éventail de plates-formes, et plus particulièrement auprès des jeunes. À partir d'octobre 2021, des messages au sujet du patrimoine mondial ont été diffusés chaque semaine sur les plates-formes de réseaux sociaux de l'UNESCO (9 130 572 abonnés au total en anglais, français, russe et espagnol). <ul style="list-style-type: none"> - Twitter 4 488 667 - Facebook 2 229 900 - Instagram 2 737 024 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Le grand public est davantage sensibilisé à la mise en œuvre de la <i>Convention</i> et à la nécessité de protéger les biens du patrimoine mondial.						
GLO	Pour le site internet du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, en 2021 le site whc.unesco.org représentait 36,19 % des pages consultées et 26,45 % des visites sur l'ensemble des sites internet unesco.org (Googleanalytics). <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 25%;">Année</th> <th style="width: 35%;">Pages consultées</th> <th style="width: 40%;">Visites</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="height: 20px;"></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Année	Pages consultées	Visites				<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité des actions de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial.
Année	Pages consultées	Visites							

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés									
	<table border="1"> <tr> <td>2021</td> <td>42016313</td> <td>14316798</td> </tr> <tr> <td></td> <td>3 501 359 par mois</td> <td>1 193 066 par mois</td> </tr> <tr> <td></td> <td>115 113 par jour</td> <td>39 224 par jour</td> </tr> </table>	2021	42016313	14316798		3 501 359 par mois	1 193 066 par mois		115 113 par jour	39 224 par jour		
2021	42016313	14316798										
	3 501 359 par mois	1 193 066 par mois										
	115 113 par jour	39 224 par jour										
GLO	<i>Carte du patrimoine mondial 2021-2023</i> , en collaboration avec Geo4Maps, en anglais, français, espagnol.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Meilleure connaissance des sites du patrimoine mondial et de la Convention du patrimoine mondial.									
GLO	<p>Séries de manuels de référence du patrimoine mondial :</p> <p><i>Trousse à outils Amélioration de notre patrimoine 2.0 - Évaluer l'efficacité de la gestion des biens du patrimoine mondial et d'autres lieux du patrimoine</i> – en anglais et en français.</p> <p><i>Guide et trousse à outils pour l'étude d'impact dans un contexte de patrimoine mondial</i> – en anglais et en français.</p> <p>Publications soutenues par le programme Leadership du patrimoine mondial.</p> <p>Plusieurs traductions sont en cours de préparation et sont copubliées avec diverses institutions telles que les centres de catégorie II ou les autorités nationales.</p>	37 COM 6	<p>Manuels consultables en ligne à l'adresse : http://whc.unesco.org/fr/manuelsdereference/</p> <p>La collecte de fonds pour couvrir les coûts représente un défi permanent.</p>									
GLO	Lancement de la publication « Forêts du patrimoine mondial : puits de carbone sous pression » en octobre 2021 fournissant les résultats de la première évaluation scientifique mondiale des émissions et de la séquestration de gaz à effet de serre par les forêts des sites du patrimoine mondial. L'évaluation a été préparée conjointement par l'UNESCO, l'Institut des ressources mondiales (WRI) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).	40 COM 7 41 COM 7 Stratégie actualisée 2017 de l'UNESCO pour faire face au changement climatique	<p>Rapport lancé en octobre 2021. Plus d'informations sur : https://whc.unesco.org/fr/actualites/2344/</p> <p>Large diffusion des résultats dans les principaux médias (CNN, BBC, The Guardian, Al Jazeera, Le Monde, Le Figaro, entre autres nombreux exemples).</p>									
GLO	Lancement du rapport « World Heritage Glaciers Sentinels of climate change » en novembre 2022, faisant état du statut et de l'avenir des glaciers dans les 50 biens du patrimoine mondial où ils sont présents. L'évaluation a été préparée conjointement par l'UNESCO et l'UICN.		<p>Rapport lancé en novembre 2022.</p> <p>Plus d'informations sur : https://whc.unesco.org/fr/actualites/2488/</p>									
GLO	Le Centre du patrimoine mondial a participé à plusieurs événements en préparation du Cadre mondial de la	43 COM 5A	L'engagement étroit avec le GLB dans l'élaboration d'objectifs mondiaux sur la biodiversité a renforcé la capacité des États									

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>biodiversité pour l'après 2020 afin de renforcer le rôle de la Convention du patrimoine mondial dans le programme mondial visant à enrayer la perte de nature, dans un travail en étroite collaboration avec le groupe de liaison des Conventions relatives à la biodiversité (GLB) (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille/en ligne en septembre 2021 • Atelier d'experts du PNUE sur le renforcement de la coordination et de la collaboration entre les groupes biodiversité et substances chimiques/déchets, en ligne en septembre 2021 • Segment de haut niveau de la COP-15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en ligne en octobre 2021 • Événement parallèle sur la restauration des écosystèmes organisé par le Secrétariat de la CDB en novembre 2021 lors de la COP 26 de la Convention-cadre des Nations unies pour lutter contre les changements climatiques (CCNUCC), • Événement « 50 ans de sites naturels et de conservation des espèces » lors de la conférence Stockholm+50 en juin 2022. • Événement « Mobiliser les conventions relatives à la biodiversité sur la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité après 2020 » lors de la COP-15 de la CDB à Montréal en décembre 2022. 	<p>44 COM 5A 44 COM 7.2</p>	<p>parties et du patrimoine mondial à déployer la Convention du patrimoine mondial pour contribuer à la mise en œuvre du cadre mondial sur la biodiversité de Kunming-Montréal.</p>
GLO	<p><i>Canopée du patrimoine mondial</i> est une plateforme vivante lancée au début 2021 qui rassemble des solutions fondées sur le patrimoine en faveur du développement durable, avec des stratégies et pratiques innovantes qui intègrent la conservation du patrimoine au développement durable. À travers des études de cas et des exemples pratiques, la plateforme vise à inspirer et à orienter l'action locale afin de l'aligner sur les grands engagements mondiaux, y compris la Convention pour la Protection du Patrimoine Mondial (1972), la Recommandation concernant le paysage urbain historique</p>	<p>44 COM 5A 44 COM 5C 44 COM 5D</p> <p>Les études de cas illustrent des thèmes prioritaires tels que l'engagement des jeunes dans la protection du patrimoine (7), les actions</p>	<p>Avec plus de 60 études de cas et exemples de bonnes pratiques, on obtient un bon aperçu du large éventail d'activités de conservation qui pourraient contribuer à une certaine forme de développement durable. C'est également un moyen efficace d'illustrer les multiples façons dont la stratégie de développement durable du patrimoine mondial peut être mise en œuvre au niveau des sites.</p> <p>Cette base de données s'enrichit en permanence des données reçues des gestionnaires de sites, des municipalités et des</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	(2011) et l'Agenda 2030 du développement durable (http://whc.unesco.org/fr/canopee/). Une nouvelle sous-section sur le changement climatique a été lancée lors de la COP27.	menées dans la région Afrique (7) et les PEID (3), et l'autonomisation des femmes (2).	organisations qui fournissent des informations actualisées et directes.
GLO	<p>Le Centre du patrimoine mondial a participé à plus de 20 événements externes relatifs à des villes historiques et organisés partout dans le monde et a encouragé la Recommandation de 2011 et son Appel à l'action (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunion du Groupe de réflexion sur l'UE et le patrimoine, 22 juin 2021, ministère de la Culture, Slovaquie - Session de lancement : Groupe de travail européen pour des quartiers urbains historiques neutres pour le climat et résilients, 23 juin 2021 - 4^e forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial, du 7 au 13 juillet 2021, Centre du patrimoine mondial - Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial 2021, du 5 au 9 juillet 2021, Centre du patrimoine mondial - Sommet Culture de CGLU, 10 septembre 2021, CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) - Conférence finale CLIC, 21 septembre 2021, projet CLIC (Modèles circulaires tirant parti des investissements dans la réutilisation adaptative du patrimoine culturel) - Forum mondial des villes intermédiaires de CGLU, 8 octobre 2021, CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) - Série spéciale : Dix ans de la Recommandation concernant le paysage urbain historique : Opportunités, défis et la voie à suivre, 18 novembre 2021, National Institute of Urban Affairs (NIUA) et bureau multipays de l'UNESCO pour le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives, le Népal, l'Inde et le Sri Lanka 	<p>43 COM 7.3 41 COM 7</p>	<p>Ces activités ont servi à diffuser l'approche de la Recommandation de 2011 en tant qu'outil d'intégration du patrimoine culturel dans les plans de développement urbain et les stratégies de développement urbain durable et sensibilisent efficacement à l'importance de la conservation du patrimoine pour les biens du patrimoine mondial dans les zones urbaines.</p> <p>Les activités ont également servi à sensibiliser aux moyens de localiser la Recommandation de 2011 et au besoin d'outils spécifiques pour la gestion des biens du patrimoine mondial dans les zones urbaines.</p> <p>Communication et sensibilisation aux enjeux de conservation du patrimoine urbain ainsi qu'à l'utilisation de la Recommandation de 2011 comme outil de gestion du patrimoine, comprenant des échanges avec des organisations et experts internationaux, des autorités locales et régionales, des membres du corps enseignant et des étudiants d'universités du monde entier ainsi que le grand public, pour les nombreux événements publics organisés.</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<ul style="list-style-type: none"> - Conférence et symposium internationaux US/ICOMOS, 29 octobre 2021, US/ICOMOS - Symposium scientifique annuel ICOMOS en Inde, 19 novembre 2021, ICOMOS Inde - Série d'ODD de l'EAAE, 29 novembre 2021, EAAE (Association européenne pour l'enseignement de l'architecture) - 5^e réunion du Groupe MOC sur le changement climatique et le patrimoine culturel, 2 décembre 2021, Commission européenne Colloque international sur la conservation et le développement durables des villes historiques et exposition sur le patrimoine culturel asiatique, 4 décembre 2021, École d'architecture de l'Université Tsinghua - Webinaire intitulé « Préservation, conservation et développement des sites archéologiques dans la région nord de la Malaisie, 7 décembre 2021, Unité de planification économique, Cabinet du Premier ministre, Indonésie - 38^e anniversaire de la Déclaration sur Cuzco et le Machu-Picchu, 8 décembre 2021, Municipalidad Provincial del Cuzco - Campus urbains de l'ONU-HABITAT (Planification du patrimoine climatique), 5 janvier 2022, ONU-Habitat 		
GLO	<p><i>Cahiers urbains</i>, e-magazine publié en anglais, français et espagnol, a réservé des espaces aux praticiens pour présenter à la communauté mondiale les récents efforts et opportunités liés aux villes historiques.</p> <p>Tous les numéros sont disponibles à l'adresse suivante https://whc.unesco.org/fr/villes/</p>		<p>Renforcement de la visibilité et de la sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial, aux villes du patrimoine mondial, à la Recommandation de 2011 ainsi qu'aux activités de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial.</p> <p>Adapté au format e-magazine pour une meilleure lisibilité.</p> <p>Plus de 2 200 abonnés (en février 2022).</p>
GLO	<p>Prix international UNESCO-Grèce Melina Mercouri pour la sauvegarde et la gestion des paysages culturels annoncé lors de la cérémonie de remise des prix le 22 novembre 2021, à la 41^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. L'édition 2023 du Prix a été ouverte en mars 2023 et les candidatures sont acceptées jusqu'au 31 mai 2023. Le lauréat</p>	<p>Conseil exécutif de l'UNESCO 202 EX/Décision 16.II</p>	<p>Sensibilisation accrue du public à l'importance de la sauvegarde et de la préservation des paysages culturels et à leur rôle significatif dans les communautés locales grâce à une stratégie de communication. En novembre 2021, le prix a été attribué à l'Institut public du Parc de Kozjansko à Podsreda, en Slovénie.</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	sera récompensé par le Directeur général à l'occasion de la 42 ^e session de la Conférence générale en novembre 2023. Le prix fera l'objet d'une évaluation externe et les résultats seront communiqués au Conseil exécutif en 2024.		
AFR	Le Centre du patrimoine mondial a coordonné la réédition de la publication « Patrimoine mondial africain : une diversité remarquable », qui comprend les biens inscrits depuis 2012 et ceux situés dans les pays d'Afrique du Nord, à l'occasion du 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial.		Le manuscrit et la conception sont en cours de finalisation.
AFR	La publication « Managing Transnational UNESCO World Heritage sites in Africa » (« Gestion des sites transnationaux du patrimoine mondial de l'UNESCO en Afrique ») en collaboration avec Springer Nature a été finalisée et publiée à Managing transnational UNESCO World Heritage Sites in Africa - UNESCO Digital Library . C'est la première publication de l'UNESCO consacrée aux sites du patrimoine mondial transnational en Afrique.		La publication a été finalisée et est disponible à l'adresse suivante Managing Transnational UNESCO World Heritage Sites in Africa - UNESCO Digital Library .
AFR	Développement de plusieurs activités de communication pour mettre en valeur le patrimoine mondial en Afrique, notamment sur le site internet du patrimoine mondial de l'UNESCO et régulièrement sur les plateformes de médias sociaux de l'UNESCO (9 130 572 abonnés au total) en anglais, français, russe et espagnol. Principales activités de communication : - Célébration de la Journée du patrimoine mondial africain https://whc.unesco.org/fr/actualites/2439/ -Célébration régionale du 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial au Cameroun https://whc.unesco.org/fr/evenements/1710/ -Célébration régionale du 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial en République-Unie de Tanzanie https://whc.unesco.org/fr/evenements/1738/		Sensibilisation accrue du public à l'importance de la sauvegarde et de la préservation du patrimoine mondial en Afrique auprès de plus de 9 millions d'abonnés en ligne.
APA (PEID)	Une sous-session spéciale consacrée aux PEID lors de la Conférence internationale « Les Prochaines 50 - L'avenir du Patrimoine Mondial pendant des périodes de défis : Renforcer		

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	la résilience et la durabilité » (17-18 Nov. 2022, Delphes, Grèce). Participation d'un représentant des îles Salomon.		
APA (PEID)	Un soutien est apporté à la mise en œuvre des recommandations du Plan d'action régional pour le patrimoine mondial dans le Pacifique 2021-2025, notamment par l'amélioration de la coordination des acteurs impliqués dans les initiatives liées au patrimoine et à la nature ainsi que par un partenariat avec l'Organisation du tourisme du Pacifique (SPTO) pour les pratiques de tourisme durable dans les huit sites du patrimoine mondial présents dans les PEID du Pacifique.		
ARB	Élaboration de la publication intitulée « Ten years of conflict, the State of Cultural Heritage in Syria » (« Sept années de conflit : état du patrimoine culturel syrien »), en coopération avec l'UNITAR-UNOSAT.	43 COM 7A.37	Documentation sur les dommages causés aux biens du patrimoine mondial et aux sites de la liste indicative en Syrie, visant à faire prendre conscience de l'importance de la protection du patrimoine culturel à risque en période de conflit et à permettre de planifier la reconstruction.
LAC	Publication et diffusion de l'ouvrage <i>Qhapaq Ñan, Andean Road System: New steps towards its sustainable conservation, en espagnol et en anglais</i> faisant l'objet d'une cérémonie de lancement dans le cadre de la 23 ^e session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention de 1972 le 25 novembre 2021. https://whc.unesco.org/fr/evenements/2369	42 COM 7B.33 40 COM 7B.1 38 COM 8B.43	En rassemblant les contributions d'un grand nombre d'experts du patrimoine culturel de la région Amérique latine, y compris de représentants des communautés, cet ouvrage apporte une réflexion et des conseils à partir des résultats du projet du fonds-en-dépôt japonais 2018-2021 sur la conservation intégrée et la gestion durable du Qhapaq Ñan, Système de routes andines, impliquant l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.
LAC	L'exposition itinérante « Sept peuples, portrait d'un territoire » (dans le cadre du projet de coopération Sud-Sud Missions culturelles jésuites des Guaranis, Moxos et Chiquitos dans le Mercosul : renforcement institutionnel de sa définition et de son développement) a été organisée par l'Institut national pour le patrimoine historique et artistique (IPHAN), l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et l'UNESCO. S'appuyant sur des photographies, des contenus audiovisuels, des documents cartographiques et des ressources pédagogiques et technologiques, l'exposition, inaugurée en 2019 dans la ville de São Miguel Arcanjo, est passée au format virtuel en 2021, en raison de la crise COVID. https://whc.unesco.org/fr/canopee/missions/	Stratégie globale	Cette initiative a permis de renforcer la sensibilisation et d'approfondir les connaissances sur le site du patrimoine mondial « Missions jésuites des Guaranis : San Ignacio Mini, Santa Ana, Nuestra Señora de Loreto et Santa Maria Mayor (Argentine), Ruines of Sao Miguel das Missoes (Brésil) » et, plus largement, sur le riche patrimoine jésuite et missionnaire dans les pays du Mercosur comme l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
LAC	<p>Pour célébrer le 50^e anniversaire de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, le Bureau régional pour l'éducation en Amérique latine et aux Caraïbes (OREALC/UNESCO Santiago) lance la campagne #partedenuestrucultura (Partie de notre culture), soutenue par le Centre national des sites du patrimoine mondial du Service national du patrimoine culturel, JC Decaux, Televisión Nacional de Chile, Fundación Olivo et FactStory.</p> <p>La campagne utilise des images et des vidéos dans les espaces publics et les médias pour partager des informations avec la population et susciter l'intérêt pour divers aspects de l'éducation. D'autres informations et réflexions sur le patrimoine mondial sont diffusées sur les réseaux sociaux et la télévision publique du Chili.</p> <p>https://en.unesco.org/lts-part-of-our-Culture</p>		Campagne concentrée sur le Chili (mai-septembre 2022). L'initiative vise à sensibiliser au rôle de l'éducation dans la valorisation du patrimoine mondial comme moyen de paix, de cohésion sociale et d'action pour le développement durable.
LAC	Février 2023 : renforcer les capacités de participation communautaire et de gestion durable des biens du patrimoine mondial dans les pays andins : Ville de Potosí (Bolivie), Qhapaq Ñan, réseau de routes andin (Équateur) et Parc archéologique de San Agustín (Colombie)		Élaboration d'outils pédagogiques et de méthodologies pour encourager la participation des jeunes et les sensibiliser à la protection des sites du patrimoine mondial dans la région des Andes. L'objectif est de renforcer les capacités d'implication des communautés locales, en tenant compte notamment de leurs vulnérabilités.
LAC	L'IRPMZ, C2C UNESCO, a organisé le cycle de conférences « 50 ^e anniversaire de la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ». Lors de cet événement, qui s'est déroulé du 23 mai au 13 décembre, 16 expositions en ligne ont été organisées.		Plus de 500 personnes ont participé à ce projet via les plateformes YouTube et Facebook, en découvrant des concepts de base de la Convention de 1972 et des cas particuliers concernant la gestion de sites du patrimoine mondial.
LAC (PEID)	Séminaire « Des moulins et du sucre : promouvoir la résilience par la gestion du patrimoine, le tourisme durable et la créativité » qui a eu lieu à Kingston, Jamaïque, en décembre 2022. (Programme Transcultural de l'UNESCO, financé par l'Union européenne).		La réunion a fourni un espace commun de dialogue et de réflexion pour renforcer la gestion durable des sites du patrimoine mondial et de ceux inscrits sur les listes indicatives nationales dans les Caraïbes.
5C Activités pour accroître la sensibilisation et renforcer la participation des communautés locales (Communautés)			
GLO	Forum de World Heritage Watch à Paris les 21-23 février 2022, avec la participation partielle de représentants du	42 COM 7	Occasion d'échanger des informations avec les membres de la société civile au sujet de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives.		
GLO	Initiative de Volontariat pour le patrimoine mondial (WHV), campagne conjointe 2020-2021, campagne 2022 et campagne 2023, mise en œuvre par le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, en étroite collaboration avec les coordinateurs mondiaux et régionaux de l'initiative.		Jeunes et communautés locales impliqués dans des activités concrètes de préservation dans le cadre de 58 projets de chantiers d'activités sur 55 biens du patrimoine mondial et sites sur les listes indicatives pendant la campagne conjointe 2020-2021 de WHV. En outre, 74 projets de chantiers d'activités sont mis en œuvre en 2023 sur 67 biens du patrimoine mondial et sites figurant sur les listes indicatives.
GLO	Le concours international Storyboard Patrimonito a été lancé par le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, offrant aux jeunes la possibilité d'utiliser leur créativité et leur capacité à résoudre des problèmes afin de sensibiliser au patrimoine mondial et au changement climatique.		710 storyboards ont été soumis par 47 États parties. L'œuvre lauréate de Turquie est en train de devenir le 15 ^e épisode de la série de dessins animés « Les aventures de Patrimonito et le patrimoine mondial ».
GLO	Le Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable de l'UNESCO a élaboré un Engagement UNESCO en faveur du voyage durable. L'engagement a été développé en coopération avec Expedia et lancé en Thaïlande en 2019 avant d'être étendu à l'échelle mondiale en 2021. L'engagement promeut le tourisme durable en encourageant les hôtels à s'engager dans des actions durables tout en promouvant l'engagement des communautés locales.		L'engagement compte plus de 10 000 signataires (dont Accor, Iberostar, Banyan Tree Group, Melia Hotels, THB Hotels, Universal Hotels, Helios Hotels, Mantra Group, EU Ecolabel, Atout France, Despegar et NH Hotels)
GLO	Des opportunités d'emploi à court terme ont été créées pour plus de 3 000 locaux dans des destinations sélectionnées du patrimoine mondial dans le cadre du projet « Promouvoir le tourisme durable et l'engagement du secteur privé en faveur du développement inclusif des communautés en réponse à la crise de COVID-19 ». Ces opportunités de travail se sont concentrées sur la sauvegarde du patrimoine culturel et les interventions d'entretien, dans un effort pour favoriser le relèvement post-COVID-19.		3 000 emplois à court terme ont été créés.
AFR	Avec le soutien du gouvernement japonais, « Gestion des sites du patrimoine mondial post-COVID 19 : Intégration des stratégies de conservation, de tourisme et de moyens d'existence locaux sur les sites du patrimoine mondial (Cabo Verde) » - En conciliant conservation et développement		Les communautés locales ont été formées à la numérisation et à la durabilité dans le secteur du tourisme, conformément à la Politique de l'UNESCO pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial (2015).

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	<p>durable, il propose différentes stratégies de formation pour gérer ces biens dans un contexte de chômage et de manque de ressources économiques. Cette approche centrée sur les sites soutient les communautés locales qui en dépendent ou y habitent, avec un renforcement de la numérisation et de la durabilité dans le secteur du tourisme, en application de la Politique de l'UNESCO pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial (2015).</p>		
AFR	<p>Avec le soutien du Fonds du patrimoine mondial et du gouvernement chinois, et en partenariat avec l'ICOMOS, l'UICN et l'ICCROM, l'UNESCO met en œuvre un programme de mentorat afin d'augmenter progressivement le nombre et si possible de valoriser le rôle des praticiens du patrimoine mondial, qui deviendront des experts qualifiés et plus impliqués dans la mise en œuvre des activités de la Convention du patrimoine mondial, notamment les processus de suivi réactif et consultatifs.</p>		<p>20 praticiens du patrimoine africain ont été inscrits à un programme de mentorat d'un an en 2022 et 20 autres mentorés (10 hommes et 10 femmes) seront formés par 10 mentors à partir de mai 2023.</p>
AFR	<p>Dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la proposition d'inscription de sites du patrimoine mondial dans la région Afrique (fonds-en-dépôt japonais), des ateliers ont été organisés afin d'informer et de faire participer les communautés locales aux processus de préparation des dossiers de propositions d'inscription au Rwanda et en Sierra Leone.</p>		<p>Au Rwanda (80 membres de la communauté de Nyaruguru et Nyamagabe) et en Sierra Leone (50 membres de la communauté à Tiwai et 15 autres à Gola) ont été formés et ont participé au processus de consultation pour apporter leur contribution essentielle à la préparation des dossiers de propositions d'inscription.</p>
AFR	<p>Avec le soutien du fonds-en-dépôt néerlandais, le projet Autonomisation des jeunes femmes et hommes pour l'adaptation au changement climatique dans le site du patrimoine mondial du Parc national du Kilimandjaro améliorera la sensibilisation à l'adaptation au changement climatique, la sensibilisation en milieu éducatif et le renforcement des capacités.</p>		<p>18 villages entourant le Parc national inscrit au patrimoine de l'UNESCO bénéficieront d'un soutien pour sensibiliser à l'adaptation au changement climatique.</p>
APA	<p>Ateliers de mobilisation des communautés organisés en Inde dans le cadre du projet de Fonds-en-dépôt de la République de Corée « Patrimoine mondial, développement durable et participation des communautés » géré par le WHC (novembre 2019-mars 2022).</p>		<p>Sous la forme de sessions de sensibilisation, de dialogue et de plaidoyer, ces ateliers ont permis à toutes les parties prenantes d'être pleinement informées et de prendre part à un processus participatif. Les communautés locales ont renforcé leur rôle dans la gestion et la conservation des sites du patrimoine, tandis que</p>

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
			les autorités et les experts locaux ont développé leurs connaissances et leurs capacités.
APA	Le projet « Soutenir la stratégie d'interprétation, la sensibilisation des communautés et le tourisme communautaire dans le site du patrimoine mondial de l'Indonésie », financé par le fonds-en-dépôt néerlandais, implique les communautés dans l'étude initiale et les ateliers.		Fondé sur l'étude initiale, un document de stratégie d'interprétation du patrimoine a été finalisé et des ateliers ont contribué à la mise en œuvre de l'interprétation du patrimoine.
APA	Dialogues communautaires à East Rennell (Îles Salomon) en avril-mai 2022 pour discuter des moyens de subsistance durables basés sur la nature à East Rennell, financé par le fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas (voir https://whc.unesco.org/fr/actualites/2443/). Dialogue de consultation des parties prenantes « Vers le développement de moyens de subsistance durables dans le site du patrimoine mondial d'East Rennell » (Honiara, 31 mai 2022), co-organisé par le gouvernement des Îles Salomon et soutenu par le fonds-en-dépôt UNESCO/Pays-Bas (voir https://whc.unesco.org/fr/actualites/2459/) .	44 COM 7A.53	La consultation des parties prenantes a permis d'établir une liste d'actions prioritaires pour le développement de moyens de subsistance durables compatibles avec les valeurs du patrimoine mondial. Guidés par le plan d'action, l'UNESCO, le gouvernement des îles Salomon et les communautés d'East Rennell font avancer les discussions pour faciliter les actions concrètes sur le terrain en coopération avec d'autres partenaires, grâce au soutien supplémentaire du fonds-en-dépôt UNESCO/Japon.
ARB	Un atelier en ligne a été organisé le 15 décembre 2021 par le Centre du patrimoine mondial et le Bureau de l'UNESCO à Khartoum concernant la Stratégie de tourisme durable pour Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne, avec le soutien du fonds-en-dépôt néerlandais. Un autre atelier a été organisé le 24 janvier 2022 au Centre d'accueil des visiteurs, qui a réuni toutes les parties prenantes, y compris la communauté locale.		Les ateliers ont contribué à sensibiliser davantage à l'obtention d'une approche du tourisme durable et à la conservation du bien.
EUR	Au cours de la période de référence, le Bureau régional de l'UNESCO pour la science et la culture en Europe a organisé le troisième (Ercolano, Italie, octobre 2021) et le quatrième (Buzau, Roumanie, novembre 2022) atelier régional sur « Le rôle des centres d'accueil des visiteurs dans les sites désignés par l'UNESCO ». Ces ateliers, organisés en coopération avec les autorités nationales et locales, s'inscrivaient dans la continuité d'une initiative pionnière lancée en 2019 pour explorer le rôle des centres d'accueil des visiteurs dans une perspective de développement durable et pour réfléchir à leur potentiel en tant que catalyseur de l'éducation, de		Les deux ateliers ont rassemblé 73 participants, dont des responsables de la gestion des sites et d'autres parties prenantes représentant 41 sites désignés par l'UNESCO (27 biens du patrimoine mondial, 8 géoparcs mondiaux et 5 réserves de biosphère) dans 21 pays d'Europe. Les participants ont été sensibilisés et responsabilisés sur les multiples contributions que les centres d'accueil peuvent apporter à la gestion intégrée des sites désignés par l'UNESCO, en mettant l'accent sur l'engagement communautaire et les modèles inclusifs pour la

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	l'engagement communautaire, du tourisme durable et de formes plus inclusives de développement fondé sur le patrimoine dans les sites désignés par l'UNESCO.		gestion du patrimoine (atelier 2021) et sur la gestion des visiteurs et le tourisme durable (atelier 2022).
LAC	Le projet « Jeunes leaders du Diquis » a été mis en œuvre en 2021 par le Bureau multipays de l'UNESCO à San José, Costa Rica, après son élaboration par le Centre du patrimoine mondial/LAC et son acceptation par l'Allemagne en tant que donateur. https://en.unesco.org/news/project-young-leaders-diquis-concludes-creation-youth-association	42 COM 7B.36 40 COM 7B.3	Le projet a contribué à sensibiliser et à former les jeunes populations des communautés vivant aux environs du bien à la protection des quatre établissements pré-colombiens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.
LAC	Le projet « Soutien technique en vue de l'inscription de la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie) sur la Liste du patrimoine mondial » a été élaboré pendant la période de l'assistance financière apportée par le fonds-en-dépôt néerlandais. https://whc.unesco.org/fr/activites/831/	38 COM 10B.4	Ce projet apporte un soutien à l'État partie de la Colombie en vue de la future élaboration d'un dossier de proposition d'inscription pour la Sierra Nevada de Santa Marta, à travers un processus participatif centré sur la communauté avec les communautés locales autochtones.
LAC	Le cours en ligne multi-session en langue espagnole intitulé « Personas, Naturaleza, Cultura », portant sur les approches centrées sur l'humain pour la conservation de la culture et de la nature et organisé dans le cadre du programme Leadership du patrimoine mondial par l'ICCROM en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial et avec le soutien de la Norvège et de la République de Corée a eu lieu en février 2022 avec la participation de dizaines d'experts, gestionnaires et points focaux pour le patrimoine mondial en Amérique latine et aux Caraïbes.	35 COM 9B	Ce cours interactif complet a apporté une formation technique sur les principes et pratiques de conservation et de gestion à l'échelle de la communauté et de l'humain.
LAC	Le Festival du patrimoine mondial (19-20 nov. 2022) a été organisé par le Musée national du Costa Rica pour marquer le 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial. L'événement a célébré le patrimoine mondial en Amérique centrale, montrant la nature inclusive du patrimoine mondial dans la région et dans le monde entier. Des activités ont eu lieu au Musée national de San José et au musée du site du patrimoine mondial de Diquís. https://whc.unesco.org/fr/evenements/1737/		À San José, l'UNESCO disposait d'un kiosque où le public se voyait proposer des informations sur la Convention de 1972 et son histoire, ainsi que sur le lien entre le patrimoine mondial et le développement durable et, surtout, sur les 16 sites du patrimoine mondial en Amérique centrale. En outre, le public a été invité à partager ses idées et ses impressions sur le patrimoine mondial par le biais de dessins et de figurines en pâte à modeler. De même, enfants et adultes ont répondu à des quiz pour tester leurs connaissances et stimuler leur curiosité sur le patrimoine mondial. Plus d'un millier de personnes ont participé à ces activités.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	Celebrating 50 years of the World Heritage Convention in Central America (unesco.org)		
LAC	Atelier pour la participation des jeunes à la protection du site du patrimoine mondial des Ruines de León Viejo, au Nicaragua, Nicaragua strengthens its capacities for the protection of cultural heritage (unesco.org)		Grâce à un atelier de deux jours, organisé sur le site archéologique des Ruines de León Viejo, 20 jeunes femmes et hommes de la région ont renforcé leurs connaissances sur le patrimoine mondial, tout en acquérant les compétences nécessaires pour participer à la gestion durable de cet important site historique.
LAC	En collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Brasilia et grâce à un financement du Brésil, l'unité LAC du WHC prépare une série de podcasts en trois parties sur la préservation du patrimoine mondial dans la région. Les épisodes seront disponibles en anglais, en espagnol et en portugais et porteront sur le changement climatique, la traite transatlantique des esclaves et les sites en série. La série de podcasts s'adresse à un public jeune et régional et vise à sensibiliser à la nature dynamique de la conservation du patrimoine dans la région.		Le projet est en cours.
LAC	Activité de formation sur la protection du paysage urbain historique au Nicaragua. Nicaragua strengthens its capacities for the protection of cultural heritage (unesco.org)		Dans la ville historique de Granada, un atelier a été organisé à l'intention de 30 fonctionnaires et employés municipaux de neuf villes nicaraguayennes de grande valeur culturelle. Cet atelier s'est concentré sur la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique.
LAC	Organisation du forum « San José vit le patrimoine : valoriser la culture pour un développement urbain durable », axé sur la Recommandation de 2011, dans le cadre du 200 ^e anniversaire de la ville en tant que capitale du Costa Rica. San Jose reflects on its urban regeneration driven by culture UNESCO		Plus de 60 participants des secteurs public et privé ont eu l'occasion d'échanger des idées et de visualiser des initiatives autour du rôle du patrimoine et de la créativité dans le développement culturel de la ville. Le forum a permis la création de réseaux entre divers acteurs, notamment entre les gouvernements locaux, les autorités nationales, la société civile organisée et le secteur privé, en vue de la protection et de l'utilisation durable du patrimoine culturel.
LAC	Le Bureau de l'UNESCO au Pérou a organisé un événement sur l'importance des forêts du patrimoine mondial dans l'atténuation du changement climatique, dans le cadre de la présentation des résultats de l'étude « Forêts du patrimoine mondial : puits de carbone sous pression » à laquelle ont participé des gestionnaires de sites du patrimoine naturel du		Cet événement sur l'importance des forêts du patrimoine mondial a fait connaître la contribution des réserves de biosphère en tant qu'espaces paysagers permettant une croissance durable avec de faibles émissions de gaz à effet de serre.

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et ENSEIGNEMENTS tirés des défis rencontrés
	pays, des fonctionnaires, des instituts de recherche et des organisations à but non lucratif.		

**ACTIONS REQUISES PAR LA 44^E SESSION DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL
(FUZHOU/EN LIGNE, 2021)**

* Il convient de noter qu'au moment où ces décisions ont été adoptées, le document « **45 COM** » faisait référence à la session qui devait avoir lieu en 2022 et le document « **46 COM** » à la session qui devait avoir lieu en 2023. Par la décision **18 EXT.COM 3**, le Comité du patrimoine mondial a décidé que « *tous les points et sous-points dont l'examen était prévu en 2022 et 2023 par ses décisions antérieures seront examinés lors de sa 45^e session élargie en 2023* ».

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
44 COM 5A (rapport du Centre du patrimoine mondial)	8. <u>Accueille avec satisfaction</u> les efforts soutenus pour renforcer les synergies entre les Conventions pour la culture de l'UNESCO et le travail intersectoriel avec les conventions et programmes portant sur la biodiversité ; 9. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de renforcer davantage ces synergies et échanges, notamment sur les questions et défis critiques tels les impacts du changement climatique,		Centre du patrimoine mondial	s.o.	Processus en cours. Voir le rapport dans le document WHC/23/45.COM/5A ainsi que le document WHC/23/45.COM/7
	12. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport sur ses activités lors de sa 45 ^e session ainsi qu'un rapport actualisé sur les résultats des Programmes thématiques, sous le point 5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités, pour examen lors de sa 46 ^e session.		Centre du patrimoine mondial	45 COM 46 COM*	Voir document WHC/23/45.COM/5A
44 COM 5C (Priorité AFR, développement durable et patrimoine mondial)	10. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter, lors de sa 46 ^e session, un rapport d'avancement sur la priorité Afrique, le développement durable et le patrimoine mondial, conformément à la Stratégie à moyen terme 2022-2029 et au Programme et budget pour 2022-2025.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	46 COM*	Voir aussi le Document WHC/23/45.COM/5C
44 COM 5D (Patrimoine mondial et développement durable)	6. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de poursuivre, dans la mesure des ressources disponibles, le développement de ses activités, à savoir les politiques, outils, orientations et communication, visant à la mise en œuvre opérationnelle de la WH-SDP en soutenant les États parties dans sa mise en œuvre, à l'aide notamment de stratégies d'atténuation et d'adaptation contre le changement climatique et protéger la valeur universelle exceptionnelle des biens du patrimoine mondial ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	s.o.	En cours

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	9. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives, de présenter un rapport d'étape à cet égard, lors de sa 46 ^e session.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	46 COM*	Voir document WHC/23/45.COM/5D
44 COM 6 (Renforcement des cap., Centre de catégorie 2)	10....., et <u>examinera</u> donc la réaffectation, en tant que capital de lancement, de 30 000 dollars des États-Unis par le Fonds du patrimoine mondial selon le point 14 de l'ordre du jour, afin de lancer l'évaluation et la création d'une nouvelle Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités ;		Centre du patrimoine mondial	s.o.	Réalisée
	11. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial et à l'ICCROM, en coopération avec l'UICN et l'ICOMOS, de soumettre, en vue de son examen lors de sa 45 ^e session, une évaluation indépendante, axée sur les résultats, des performances de la Stratégie fondée sur une étroite concertation et sur une démarche participative, transparente et inclusive avec les États parties et autres acteurs et bénéficiaires du renforcement des capacités ;		ICCROM Centre du patrimoine mondial UICN ICOMOS Centre de catégorie 2, États parties, etc.	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/6
	13. <u>Demande également</u> , à partir de l'évaluation indépendante, axée sur les résultats, des performances de la Stratégie, et en tenant compte des résultats du processus des Rapports périodiques, qu'une nouvelle Stratégie définissant des priorités claires, des objectifs stratégiques, les performances et résultats escomptés et des indicateurs pertinents soit élaborée pour la période 2023-2032 et présentée pour examen, si les fonds le permettent, lors de sa 46 ^e session ;		Organisations consultatives Centre de catégorie 2	46 COM* (si les fonds le permettent)	En cours
	15. <u>Demande enfin</u> au Centre du patrimoine mondial et à l'ICCROM de soumettre un rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Stratégie pour examen lors de sa 45 ^e session.		Centre du patrimoine mondial ICCROM	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/6
44 COM 7.1 (État de conservation) Éval. suivi réac.	4. <u>Accueille avec satisfaction</u> la structure matricielle développée par le Centre du patrimoine mondial en consultation avec les Organisations consultatives, qui fournit un cadre clair pour la présentation au Comité d'un				

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	<p>rapport sur la mise en œuvre des recommandations prioritaires et lui <u>demande</u> de préparer un plan de mise en œuvre ;</p> <p>5. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial, en consultation avec les Organisations consultatives et conformément à la recommandation 34 de l'évaluation, de présenter un rapport d'avancement sur la mise en œuvre des recommandations, pour examen à sa 47^e session ;</p>		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	47 COM	En cours
(État de conservation souhaité pour le retrait de biens)	<p>10.et par conséquent <u>prie instamment</u> tous les États parties concernés de :</p> <p>a) Utiliser la note d'orientation de 2013 pour élaborer et soumettre des DSOCR avec des indicateurs quantifiables pour suivre les progrès de tous les biens restants dès que possible, de façon à ce qu'ils soient tous en place d'ici à sa 46^e session, avec l'aide du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives ;</p> <p>b) Veiller à ce que, pour tout bien nouvellement inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril, un DSOCR soit élaboré et soumis au plus tard un an après leur inscription;</p>		EP avec WHC et Organisations consultatives	46 COM* 45 COM (pour les sites inscrits dans Danger à partir de 44 COM)	En cours Voir aussi le Document WHC/23/45.COM/ 7A
(Plans d'action chiffrés)	<p>11. <u>Prenant acte</u> des premières activités pilotes pour explorer les différentes approches et méthodologies possibles concernant les plans d'action chiffrés, <u>demande</u> que ces efforts se poursuivent et appelle tous les États parties intéressés à contribuer à la tenue d'un atelier pour élaborer une méthodologie et des directives communes indiquant quand et comment les mesures correctives pourraient être appuyées par des plans d'action chiffrés ;</p>			s.o.	En cours
(Liste du patrimoine mondial en péril)	<p>14. <u>Exprime sa gratitude</u> à l'État partie de la Norvège pour son généreux soutien à un projet destiné à améliorer la perception de la Liste du patrimoine mondial en péril, et <u>demande également</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport d'avancement sur cette activité à sa 45^e session.</p>		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/7
44 COM 7.2 (État de conservation)	<p>14. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial et à l'UICN de continuer à s'impliquer dans le processus préparatoire du CMB après 2020, afin d'améliorer la prise en compte de la Convention du patrimoine mondial ;</p>		Centre du patrimoine mondial	s.o.	Voir document WHC/23/45.COM/5A

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
(CMB post-2020)	<p>16. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial et à l'UICN de faire rapport à la 46^e session concernant les politiques et actions recommandées pour soutenir la prise en compte du CMB après 2020 adopté dans les processus de la Convention du patrimoine mondial ;</p> <p>17. <u>Demande par ailleurs</u> au Centre du patrimoine mondial et aux Organisations consultatives d'examiner en quoi la pertinence de ces propositions pour les paysages mixtes et culturels et autres biens culturels pertinents du patrimoine mondial, notamment les biens culturels qui se situent dans des zones clés pour la biodiversité, pourrait contribuer au programme de travail conjoint prévu sur les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle, de manière à assurer une meilleure intégration de la nature et de la culture dans le CMB après 2020 et à aider à concrétiser sa vision d'une vie en harmonie avec la nature d'ici 2050, et de présenter un rapport sur l'état d'avancement de ce programme lors de sa 46^e session ;</p>		<p>UICN Centre du patrimoine mondial UICN</p> <p>Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives</p>	<p>46 COM*</p> <p>46 COM*</p>	<p>Voir document WHC/23/45.COM/5A</p> <p>Voir document WHC/23/45.COM/7</p>
(Zones tampons)	<p>21. <u>Prie instamment</u> les États parties, avec le soutien du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives, de :</p> <p>a) Intégrer dans les nouvelles propositions d'inscription et, le cas échéant, dans les biens existants, des zones tampons bien conçues, fondées sur une compréhension globale des facteurs naturels et anthropiques affectant le bien et soutenues par des mécanismes juridiques, politiques, de sensibilisation et d'incitation pertinents renforcés, afin de garantir une meilleure protection des biens du patrimoine mondial,</p> <p>b) Pour les projets potentiels dans les zones tampons, mettre l'accent sur l'évaluation environnementale stratégique et les études d'impact afin d'éviter les impacts négatifs sur la VUE des aménagements et des activités menés dans ces zones,</p> <p>c) Développer des régimes de protection et de gestion des zones tampons qui optimisent l'obtention et le partage d'avantages pour les communautés de manière à porter les aspirations de la politique de 2015 pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial,</p> <p>d) Veiller à ce que les zones tampons soient rattachées à des régimes de protection et de gestion appropriés, conformes à la VUE du bien, qui</p>		États parties avec le Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	s.o.	En cours

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	<p>établissent un lien avec un cadre plus large en termes culturels, environnementaux et paysagers ;</p> <p>22. <u>Encourage</u> les États parties, le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives, par le biais d'un accompagnement extrabudgétaire, à revoir et à actualiser les recommandations issues de l'atelier d'experts de 2008 afin de renforcer les capacités par l'élaboration de lignes directrices relatives aux meilleures pratiques à suivre pour concevoir, établir, protéger et gérer les zones tampons du patrimoine mondial ;</p>			Au moyen de fonds extrabudgétaires	Aucun fonds reçu.
(« zones interdites »)	<p>27. <u>Approuve</u> avec satisfaction le soutien financier du gouvernement flamand (Belgique) pour ce travail et <u>réitère sa demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en coopération avec les Organisations consultatives, de poursuivre le dialogue fructueux entamé avec les industries extractives et le secteur hydroélectrique et d'autres secteurs, le secteur des banques, des assurances et des investissements, conformément à sa décision 40 COM 7 ;</p>		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	s.o.	Un guide sur l'engagement « No-Go » du patrimoine mondial a été lancé en décembre 2022 - Voir également le document WHC/23/45.COM/7
(Observation de la Terre)	<p>44. <u>Demande</u> aux États parties, au Centre du patrimoine mondial, aux Organisations consultatives, aux Centres de catégorie 2 de l'UNESCO et aux autres institutions concernées de continuer à explorer les partenariats de collaboration qui appliquent les avancées technologiques innovantes en matière de télédétection à l'amélioration du suivi et de la protection des biens du patrimoine mondial ;</p>		États parties Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives Centre de catégorie 2, etc.	s.o.	Voir document WHC/23/45.COM/7
44 COM 7C (Changement climatique)	<p>7. et <u>demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en consultation avec les Organisations consultatives, de le réviser en tenant compte des opinions exprimées et des amendements soumis lors de la 44^e session élargie et, le cas échéant, de consulter les membres du Comité, notamment en ce qui concerne les points suivants :</p> <p>a) le principe fondamental des responsabilités communes, mais différenciées, et des capacités respectives (PRCD-CR), qui est l'une des pierres angulaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC),</p>		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	23 GA	<p>Lettre circulaire envoyée le 4 août 2022</p> <p>Rappel le 2 sept. 2023 (DL : 15 sept)</p> <p>Les opinions et commentaires ont été intégrés au Document WHC/21/23.GA/INF.11 et présentés à la 23GA. Cette question est</p>

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	<p>b) l'alignement des actions d'atténuation des changements climatiques sur le PRCD-CR et les Contributions déterminées au niveau national acceptées au titre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, sauf sur une base entièrement volontaire,</p> <p>c) la nécessité du soutien et de l'assistance au service du renforcement des capacités, ainsi que l'encouragement du transfert de technologies et du financement des pays développés vers les pays en développement.</p>				actuellement traitée par un Groupe de travail à composition non limitée d'États parties créé par l'Assemblée générale lors de sa 23e session en 2021 et fera l'objet d'un rapport lors de sa 24e session en 2023.
44 COM 7C (CC)	10. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial de proposer, en collaboration avec les Organisations consultatives, une fois le « Document d'orientation sur l'action climatique pour le patrimoine mondial » adopté par l'Assemblée générale des États parties et dans la limite des ressources disponibles, les modifications nécessaires des <i>Orientations</i> pour transposer les principes de ce Document d'orientation en procédures opérationnelles, et de mettre au point les initiatives d'éducation et de renforcement des capacités nécessaires pour mettre en œuvre ce Document d'orientation à grande échelle, et <u>appelle</u> les États parties à contribuer financièrement à la réalisation de cet objectif ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	Une fois le « Document d'orientation » adopté par l'Assemblée générale (si les fonds le permettent)	Dans l'attente de l'adoption du Document d'orientation mis à jour par l'Assemblée générale
44 COM 7C (CC)	11. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial, parallèlement aux procédures décrites au paragraphe 10, de convoquer un groupe d'experts issus du groupe de travail <i>Ad hoc</i> , du Centre du patrimoine mondial, des Organisations consultatives et d'autres experts compétents en matière de sciences climatiques et de patrimoine, à une réunion en mars 2022 et <u>appelle également</u> les États parties à contribuer financièrement à la réalisation de cet objectif ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives experts	Avant mars 2022 (si les fonds sont disponibles)	Le mandat de ce Groupe a été recommandé par la 23e AG en novembre 2021 (voir la Résolution 23 GA 11) - Le Groupe s'est réuni du 30 mars au 1er avril 2022 (voir la page https://whc.unesco.org/fr/changementclimatique/)
44 COM 7C (CC)	12. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial d'envisager, en collaboration avec les Organisations consultatives, et sous réserve des ressources disponibles, de préparer des directives destinées à faciliter la mise en œuvre effective des actions, objectifs et cibles de ce Document d'orientation, ainsi que leur soutien, directives qui pourraient également définir des indicateurs et des outils de référence pour mesurer et rendre		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	(si les fonds le permettent)	Dans l'attente de l'adoption du Document d'orientation mis à jour par l'Assemblée générale

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du patrimoine mondial en faveur de l'action climatique, et <u>appelle également</u> les États parties à soutenir cette activité par un financement extrabudgétaire ;				
44 COM 7C (CC)	17. <u>Demande enfin</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter, en consultation avec les Organisations consultatives, un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du « Document d'orientation sur l'action climatique pour le patrimoine mondial » lors de sa 48 ^e session, après quatre années de mise en œuvre.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	48 COM	Dans l'attente de l'adoption du Document d'orientation mis à jour par l'Assemblée générale
44 COM 8 (Proposition d'inscription) (Lieux de mémoire)	9. <u>Décide</u> de constituer un groupe de travail à composition non limitée des États parties à la Convention afin d'élargir le cadre des réflexions sur les lieux de mémoire de conflits récents, en y intégrant d'autres aspects qui n'apparaissent pas dans le rapport existant, et de se demander si et comment les « sites associés à des conflits récents » s'inscrivent dans l'objectif et la portée de la Convention du patrimoine mondial ; 10. <u>Demande</u> à ce groupe de travail à composition non limitée des États parties d'intégrer les résultats de toutes ses réflexions dans son rapport final, en vue de le présenter pour examen par la 45 ^e session du Comité du patrimoine mondial, et d'en informer l'Assemblée générale des États parties ;		États parties Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM 23 GA	Neuf réunions ont eu lieu entre novembre 2021 et novembre 2022 À la demande du Comité lors de sa 17 ^e EXT.COM en décembre 2022, ce point a été examiné par le Comité lors de sa 18 ^e EXT.COM en janvier 2023
(Critères – para.61)	13. <u>Approuve</u> les critères proposés destinés à être utilisés pour évaluer l'impact de l'application du mécanisme prévu au paragraphe 61 des <i>Orientations</i> en vue de son examen à sa 45 ^e session ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/8
44 COM 8D (clarification des limites)	6. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de poursuivre l'identification et la collecte des informations géographiques et cartographiques sur les biens du patrimoine mondial dans les propositions d'inscription pour lesquelles les informations requises ne sont pas disponibles ou sont inappropriées ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	s.o.	En cours
44 COM 8E (Déclaration rétrospective de	6. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de mettre en ligne sur son site internet les versions bilingues des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle susmentionnées.		Centre du patrimoine mondial	s.o.	Effectué systématiquement

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
valeur universelle exceptionnelle)					
44 COM 9A (Processus en amont)	11. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives, de présenter un rapport d'avancement sur le Projet pilote restant ainsi que sur le soutien apporté aux demandes d'assistance en amont reçues, pour examen, à sa 45 ^e session.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/9A
44 COM 10A (RP - 3e cycle ARB)	10. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives, l'ARC-WH et d'autres partenaires, de fournir un soutien technique aux États parties pour la mise en œuvre du Plan d'action, lorsque cela est possible ; 11. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial de suivre la mise en œuvre du Plan d'action régional en vue de préparer un rapport d'évaluation à mi-cycle qui sera présenté au Comité du patrimoine mondial au bout de trois ans ; 12. <u>Demande en outre</u> au Centre du patrimoine mondial de préparer un rapport d'avancement sur le suivi du troisième cycle de soumission des Rapports périodiques dans la région pour examen à sa 46 ^e session.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives Centre du patrimoine mondial Centre du patrimoine mondial	45 COM 47 COM 46 COM*	Voir document WHC/23/45.COM/10C En cours Voir document WHC/23/45.COM/10C
44 COM 10B (RP - 3e cycle AFR)	8. <u>Encourage</u> les États parties à intégrer le Plan d'action régional dans leurs stratégies nationales, sous-régionales et régionales relatives au patrimoine, et <u>demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives et d'autres partenaires, de soutenir les États parties dans sa mise en œuvre ; 12. <u>Demande en outre</u> au Centre du patrimoine mondial de suivre la mise en œuvre du Plan d'action régional en vue de préparer un rapport d'évaluation à mi-cycle. 13. <u>Demande enfin</u> au Centre du patrimoine mondial de préparer un rapport d'avancement sur le troisième cycle de soumission des Rapports périodiques pour examen lors de sa 46 ^e session.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives Centre du patrimoine mondial Centre du patrimoine mondial	45 COM 47 COM 46 COM*	Voir document WHC/23/45.COM/10C En cours Voir document WHC/23/45.COM/10C
44 COM 10C.1 (RP - 2e cycle AFR)	8. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial, en collaboration avec les Organisations consultatives et l'AWHF, et avec l'appui des États parties, de poursuivre ses efforts en vue de coordonner et mettre en œuvre le		Centre du patrimoine mondial	45 COM	Voir documents WHC/23/45.COM/5C et WHC/23/45.COM/10C

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	programme régional de renforcement des capacités conformément au plan d'action régional adopté pour le troisième cycle 2021- 2027.		Organisations consultatives Fonds pour le patrimoine mondial africain, etc.		
44 COM 10C.4 (RP - 2e cycle LAC)	8. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport d'avancement sur la mise en œuvre du Plan d'action pour la région Amérique latine et Caraïbes à sa 45 ^e session.		Centre du patrimoine mondial	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/10B
44 COM 10C.5 (RP - 2e cycle EUR)	6. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de présenter un rapport d'avancement sur la mise en œuvre du Plan d'action pour le deuxième cycle de Rapports périodiques pour l'Europe à sa 45 ^e session.		Centre du patrimoine mondial	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/10D
44 COM 10D (RP - préparation du 3e cycle)	9. <u>Demande</u> au Centre du patrimoine mondial de soumettre un rapport d'avancement sur la préparation du troisième cycle de soumission des Rapports périodiques dans les régions, lors de sa prochaine session.		Centre du patrimoine mondial	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/10E
44 COM 11 (Groupe de travail ad-hoc)	4. <u>Approuve</u> les recommandations du groupe de travail <i>Ad hoc</i> et <u>demande</u> : a) au Centre du patrimoine mondial d'élaborer, sous réserve des financements disponibles et en collaboration avec les Organisations consultatives, des orientations et des cours de formation connexes pour les États parties, au niveau régional, pour présenter les modifications apportées au processus de proposition d'inscription et pour assurer un dialogue constructif et un soutien aux États parties dans la mise en œuvre de la réforme, b) au Centre du patrimoine mondial et aux Organisations consultatives de mettre à jour le manuel de référence <i>Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial</i> et <u>encourage</u> les États parties à prendre part à ce processus ;		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	s.o. (si les fonds le permettent)	
	8. <u>Décide en outre</u> que le groupe de travail <i>Ad hoc</i> travaillera en consultation avec le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives et, le cas échéant, les parties prenantes concernées et <u>demande</u> la soumission des documents décrits dans la Décision 44 COM 14 , paragraphe 22, ainsi que d'autres documents et informations		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Réalisée Voir document WHC/23/45.COM/11

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	générales pertinentes pour faciliter le travail du groupe de travail ad hoc, et soumettra son rapport et ses recommandations lors de la 45 ^e session du Comité.				
44 COM 14 (Budget)	<p>21. <u>Rappelant</u> la Décision 42 COM 14, <u>décide</u> de charger le groupe de travail <i>Ad hoc</i>, en plus de sa mission relative à l'évaluation préliminaire, de présenter des propositions concrètes sur les points suivants :</p> <p>a) Garantir la pérennité financière à long terme de l'ensemble des nouveaux financements actuels et potentiels de la Convention,</p> <p>b) Transparence, efficacité et économies financières potentielles relatives à l'utilisation des ressources financières de la Convention (Fonds du patrimoine mondial, budget ordinaire UNESCO et contributions volontaires),</p> <p>c) Cartographie des prestataires de services consultatifs supplémentaires actuels et potentiels, afin d'améliorer l'équilibre géographique,</p> <p>d) La possibilité d'explorer les critères et la gouvernance conformément auxquels le Comité peut coopérer avec les organisations internationales et non gouvernementales conformément aux articles 13.7 et 14.2 de la Convention ainsi qu'au paragraphe 38 des <i>Orientations</i> ;</p> <p>22. <u>Demande</u> au Secrétariat de soumettre au groupe de travail <i>Ad hoc</i> un document portant sur les points visés au paragraphe 21 ci-dessus, lequel doit inclure :</p> <p>a) Les résultats d'un sondage sur les opinions des États parties,</p> <p>b) Les informations générales fournies par le Secrétariat,</p> <p>c) Les observations formulées par les Organisations consultatives, et</p> <p>d) Un audit de performance émanant du Service d'évaluation et d'audit ;</p> <p>et <u>demande également</u> au Secrétariat, sous réserve de la disponibilité de ressources financières, de faire appel à une société de conseil en gestion pour préparer une évaluation indépendante sur les points visés au paragraphe 21 ci-dessus ;</p>		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Réalisée
			Centre du patrimoine mondial	(si les fonds le permettent)	En cours

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	23. <u>Décide en outre</u> que le groupe de travail <i>Ad hoc</i> travaillera en consultation avec le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives et, le cas échéant, les parties prenantes concernées, et soumettra son rapport et ses recommandations lors de la 45 ^e session du Comité.		Centre du patrimoine mondial Organisations consultatives	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/11
	27. <u>Demande également</u> au Centre du patrimoine mondial de rendre un rapport sur la mise en œuvre du Fonds du patrimoine mondial et du Plan de mobilisation de ressources et de communication pour 2018-2021 lors de sa 45 ^e session.		Centre du patrimoine mondial	45 COM	Voir document WHC/23/45.COM/15
44 COM 16 (Bureau de 44COM)	<p>5. <u>Décide également</u>, conformément à l'article 13.1 du Règlement intérieur du Comité, d'élire son Bureau, dont la composition est la suivante :</p> <p>a) Son Excellence M. Alexander Kuznetsov (Fédération de Russie) en tant que Président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat débutera à la fin de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/En ligne, 2021) pour s'achever à la fin de la 45^e session du Comité,</p> <p>b) l'Espagne en tant que Vice-président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat sera prolongé jusqu'à la fin de la 23^e session de l'Assemblée générale (2021),</p> <p>Saint-Kitts-et-Nevis en tant que Vice-président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat débutera à la fin de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/En ligne, 2021) pour s'achever à la fin de la 23^e session de l'Assemblée générale (2021),</p> <p>la Thaïlande en tant que Vice-président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat débutera à la fin de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/En ligne, 2021) pour s'achever à la fin de la 45^e session du Comité,</p> <p>l'Afrique du Sud en tant que Vice-président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat débutera à la fin de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/En ligne, 2021) pour s'achever à la fin de la 45^e session du Comité, et</p>			16 EXT. COM	<p>Lors de la 16 EXT.COM en novembre 2021, l'Argentine et l'Italie ont été élues en tant que Vice-présidents</p> <p>Lors de la 18 EXT.COM de janvier 2023, le Comité a décidé que « pour prendre en considération l'article 13.3, les autres membres du Bureau seront les suivants : Argentine, Italie, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Thaïlande, et le Rapporteur Mme Shikha Jain (Inde) jusqu'à la fin de la 45^e session élargie du Comité du patrimoine mondial »</p>

Décision et objet	Action requise		De la part de	Avant	Avancement au 25 mai 2023
	<p>l'Arabie Saoudite en tant que Vice-président du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat débutera à la fin de la 44^e session élargie du Comité (Fuzhou/En ligne, 2021) pour s'achever à la fin de la 45^e session du Comité,</p> <p>c) Mme Miray Hasaltun Wosinski (Bahreïn) en tant que Rapporteur du Comité du patrimoine mondial, dont le mandat sera prolongé jusqu'à la fin de la 23^e session de l'Assemblée générale (2021) ;</p>			<p>16 EXT. COM</p>	<p>Lors de la 16 EXT.COM en novembre 2021, Mme Shika Jain a été élue rapporteur</p>

Annexe 3

Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions relatives au patrimoine mondial août 2021 – décembre 2023

Note : À sa 35^e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial de présenter annuellement une liste des réunions prévues. Il a demandé au Centre d'indiquer particulièrement toutes les réunions auxquelles le Secrétariat doit assister. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de l'affectation des ressources humaines et financières disponibles. Cette annexe dresse donc la liste récapitulative des réunions prévues.

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de Leptis Magna (Troisième session)	En ligne	3 août 2021	WHC/ARB
Cours régional asiatique sur les personnes, la nature et la culture 2020	En ligne	7-17 août 2020 (16 août – 21 octobre 2021)	ICCROM / UICN
Cours international sur l'évaluation d'impact pour le patrimoine mondial	En ligne	19-25 octobre 2020 (reporté au 1-9 novembre 2021)	ICCROM/UICN, WHITRAP, ICOMOS
Congrès mondial de la nature de l'UICN	Marseille, France	3-10 septembre 2021	UICN
Sixième réunion du groupe de travail à composition non limitée d'États parties à la Convention, chargé d'élaborer un Code de conduite, une Déclaration de principes déontologiques ou un texte équivalent	en ligne	20 septembre 2021	WHC/PMS
Septième réunion du groupe de travail à composition non limitée d'États parties à la Convention, chargé d'élaborer un Code de conduite, une Déclaration de principes déontologiques ou un texte équivalent	en ligne	27 septembre 2021	WHC/PMS
Identification des principales lacunes scientifiques restantes entravant la conservation durable des sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO 2021-2030 (en coopération avec la Commission océanographique intergouvernementale)	Paris, France	4 octobre 2021	WHC/NHU

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de Leptis Magna (Quatrième session)	En ligne	21 octobre 2021	WHC/ARB
Réunion régionale sur la mise en œuvre du Plan d'action pour les États arabes (2021-2027)	En ligne	27 octobre 2021	Centre du patrimoine mondial/ARB et ARC-WH
Dialogues des villes du patrimoine mondial « Adapter les villes à la résilience climatique »	En ligne	du 28 octobre au 2 novembre 2021	DDIR/WHC
Session d'information et de renforcement des capacités pour l'Égypte	En ligne	8 novembre 2021	Bureau de l'UNESCO au Caire et WHC/ARB
Laboratoire des villes du patrimoine mondial « Pratiques de développement durable pour le patrimoine urbain »	Kiev, Ukraine (conférence hybride)	30 novembre 2021	DDIR/WHC, ministère de la Culture et de la Politique d'information d'Ukraine et Réserve nationale Laure de Kyiv-Pechersk
Atelier en ligne sur l'évaluation de l'impact sur le patrimoine mondial pour les États arabes	En ligne	les 6 et 9 décembre 2021	WHC/ARB, ICCROM, ICOMOS, UICN
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de Palmyre (Première session)	En ligne	13 décembre 2021	WHC/ARB
Laboratoire des villes du patrimoine mondial « Gestion des villes du patrimoine mondial »	Saint-Petersbourg, Fédération de Russie (événement hybride)	13 décembre 2021	DDIR/WCH, Comité pour la préservation des monuments historiques et culturels de la ville de Saint-Petersbourg
Stratégie de tourisme durable pour Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne	En ligne	15 décembre 2021	Bureau de l'UNESCO à Khartoum et WHC/ARB
Laboratoire des villes du patrimoine mondial « Villes historiques, changement climatique, eau et énergie »	En ligne	16 - 17 décembre 2021	DDIR/WHC, ministère de l'éducation, de la Culture et des Sciences des Pays-Bas

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de le Crac des Chevaliers et Qal'at Salah El-Din (deuxième session)	En ligne	20 décembre 2021	WHC/ARB
COP15 - Convention sur la diversité biologique	Kunming, Chine En ligne / Montréal, Canada	11-24 octobre 2021 Première phase 11-15 octobre 2021 ; 7-19 décembre 2022	Convention sur la diversité biologique
32e Assemblée générale de l'ICCROM	En ligne	27-28 octobre 2021	ICCROM
Soutien au renforcement des capacités pour les projets de proposition d'inscription et la promotion des sites du patrimoine mondial en Afrique de l'Est Tables rondes interministérielles sur la sauvegarde du patrimoine pour l'établissement de Comités du patrimoine national aux Comores, au Kenya, à Madagascar, en Somalie et en Tanzanie Ateliers sur le thème de la conservation aux Comores, au Kenya, à Madagascar, en Somalie, en Tanzanie	Réunion interministérielle en Somalie : https://whc.unesco.org/fr/news/2374/ Autres pays concernés	les 3 et 4 novembre 2021 Dates à confirmer pour les autres tables rondes interministérielles	Centre du patrimoine mondial/AFR, bureau de l'UNESCO à Nairobi
COP26 – CCNUCC	Glasgow, Royaume-Uni	1-12 novembre 2021	CCNUCC
23E ^e session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	24-26 novembre 2021	WHC/PSM
16 ^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	26 novembre 2021	WHC/PSM
Lancement de la plate-forme de renforcement des capacités en matière de gestion du patrimoine mondial (<i>projet de titre</i>)	Réunion en ligne	Décembre 2021	ICCROM / UICN

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Processus de proposition d'inscription transnationale en série des Routes de la soie et Initiatives de paysage culturel d'Asie du Sud	Kathmandu, Népal – Réunion hybride	6-7 décembre 2021	WHC/APA
Réunion internationale co-parrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique	En ligne	6-10 décembre 2021	UNESCO/GIEC/ICOMOS
Cours régional Amérique latine-Caraïbes (LAC) sur les personnes, la nature et la culture	En ligne	Février 2022	ICCROM/UICN, UNESCO WHC/LAC
Trois réunions techniques en ligne pour le « Soutien au processus de proposition(s) d'inscription des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial » - Axe Volga-Caspienne de la Route de la soie, dans le cadre du projet UNESCO/fonds-en-dépôt japonais Routes de la soie Phase III	En ligne	23 février 2022 11 janvier 2023 6 mars 2023	WHC/APA et IICAS
À la demande de l'État partie du Maroc, conseils techniques en ligne fournis par le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS pour le projet de réhabilitation du port de la Médina d'Essaouira (anciennement Mogador).	En ligne	4 mars 2022	WHC/ARB
Congrès des aires protégées d'Afrique (APAC) de l'UICN	Kigali, Rwanda	7-12 mars 2022	UICN
2 ^e Congrès des parcs d'Asie	Sabah, Malaisie	24-29 mai 2022	UICN
Formation aux études d'impact sur le patrimoine pour l'Égypte	Sur site	22-24 août 2022	WHC/ARB, ICOMOS
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de Hatra	En ligne	21 mars 2022	WHC/ARB
Réunion technique en ligne sur les limites de Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne	En ligne	31/03/2022	Bureau de l'UNESCO à Khartoum, WHC/ARB et WHC/NOM

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
À la demande de l'État partie de la Tunisie, conseils techniques en ligne fournis par le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS pour le cahier des charges du concours pour la réhabilitation du musée de Carthage.	En ligne	3 mars et 11 avril 2022 ; 2 février 2023	WHC/ARB
À la demande de l'État partie du Maroc, conseils techniques en ligne fournis par le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS pour les projets de parking souterrain à la Médina de Marrakech.	En ligne	19 avril 2022	WHC/ARB
Atelier d'assistance technique en ligne sur la rédaction de Rapports sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial en Iraq	En ligne	9 mai 2022	WHC/ARB
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration de RSOUV pour Assour (Qal'at Shergat) et Hatra (Iraq)	En ligne	16-17 mai 2022	WHC/ARB
Dialogue de consultation des parties prenantes « Vers le développement de moyens de subsistance durables dans le site du patrimoine mondial d'East Rennell »	Hybride (Honiara, Îles Salomon / en ligne)	31 mai 2022	WHC/APA Bureau de l'UNESCO à Apia
Soutien au renforcement des capacités pour les projets de proposition d'inscription et la promotion des sites du patrimoine mondial en Afrique de l'Est Ateliers sur le thème de l'élaboration de Listes indicatives nationales aux Comores, au Kenya, à Madagascar, en Somalie, en Tanzanie	Kenya (réunion d'évaluation des besoins)	27-28 avril 2022 et 3-8 mai 2022 (avec les communautés) Dates à confirmer pour les autres ateliers	Centre du patrimoine mondial/AFR, bureau de l'UNESCO à Nairobi
Soutien au renforcement des capacités pour les projets de proposition d'inscription et la promotion des sites du patrimoine mondial en Afrique de l'Est Ateliers sur le thème des propositions d'inscription aux Comores, au Kenya, à Madagascar, en Somalie, en Tanzanie	À confirmer	Dates à confirmer	Centre du patrimoine mondial/AFR, bureau de l'UNESCO à Nairobi

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Atelier international d'experts de l'UNESCO sur la mise en œuvre pilote des <i>Indicateurs Culture 2030</i> et de la consolidation de la paix	En ligne	Juin 2022	Centre du patrimoine mondial
Réunion mondiale des Chaires UNESCO sur la recommandation de 2011 concernant le patrimoine urbain	Réunion en ligne	30 juin 2022	WHC / Programme des Villes du patrimoine mondial
Réunion en ligne des conseillers internationaux concernant la recommandation 2011	En ligne	Juillet 2022	WHC / Programme des Villes du patrimoine mondial
Réunion en ligne : Comment se préparer au prochain épisode de blanchiment des coraux ?	En ligne	13 juillet 2022	WHC/NHU
Cinquième Congrès international des aires marines protégées (IMPAC5)	Vancouver, Canada	2-8 septembre 2022	UICN
Laboratoire des villes du patrimoine mondial, Patrimoine urbain et pratiques de construction traditionnelles pour le développement durable	Format hybride, Cordoue, Espagne	12 - 14 septembre 2022	DDIR/WHC, Fonds mondial pour les monuments en Espagne, Municipalité de Cordoue
Réunion en ligne avec les points focaux nationaux pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Europe et en Amérique du Nord afin de lancer le troisième cycle de Rapports périodiques dans la région.	En ligne	20-21 octobre 2022	WHC/EU-NA
Atelier régional en ligne sur le thème « Aborder les différentes dimensions du développement durable dans les approches de conservation et de gestion »	En ligne	24-27 octobre 2022	WHC/ARB
Célébration du 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO de 1972, Delphes (Grèce). « Les Prochaines 50 - L'avenir du patrimoine mondial pendant des périodes de défis : Renforcer la résilience et la durabilité »	Delphes, Grèce	17-18 novembre 2022	WHC/DIR

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Atelier de consultation technique sur le statut de la Liste indicative du patrimoine mondial (Népal)	Hybride, Kathmandu, Népal	29 novembre 2022	Bureau de l'UNESCO à Kathmandu et WHC/APA
17 ^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO, Paris	12 décembre 2022	WHC/PSM
Réunion en ligne : Comment les Blue Bonds financent la conservation à long terme dans les sites inscrits au patrimoine mondial marin de l'UNESCO	En ligne	19 janvier 2023	WHC/NHU
18 ^e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO, Paris	24-25 janvier 2023	WHC/PSM
Réunion technique sur les mesures d'urgence liées à la montée des eaux souterraines aux pyramides de Nuri - Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne (Soudan)	En ligne / Khartoum (Soudan)	30 janvier 2023	WHC/ARB, Bureau de l'UNESCO à Khartoum
Réunion technique sur les limites et la conservation stratégique de Gebel Barkal et les sites de la région napatéenne (Soudan)	En ligne / Khartoum	27 février 2023	WHC/ARB, Bureau de l'UNESCO à Khartoum
Premier atelier sur la documentation numérique pour le patrimoine mondial dans les États arabes -	Oman	11 – 17 mars 2023	WHC/ARB, ARC-WH, Chaire UNESCO à l'Université GUtech (Oman)
Mission de documentation numérique au Fort de Bahla - « Plongez dans le patrimoine »	Nizwa, Oman	18 – 21 mars 2023	WHC/ARB, Chaire UNESCO à l'Université GUtech (Oman)
Atelier de formation sur « La transition vers les énergies renouvelables dans le contexte du patrimoine mondial » organisé conjointement avec l'ICCROM et en étroite collaboration avec l'ICOMOS et l'UICN.	Siège de l'UNESCO	22-23 mars 2023	WHC/EU-NA

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
Première réunion du Comité scientifique international de la vallée de Kathmandu	Katmandou, Népal	23-24 mars 2023	Bureau de l'UNESCO à Kathmandu et WHC/APA
Réunion d'assistance technique en ligne pour le Crac des Chevaliers (Syrie)	En ligne	12 avril 2023	WHC/ARB
Conférence sous-régionale sur le Patrimoine mondial. Les 50 prochaines années : Des pistes pour le patrimoine mondial de l'Asie du Sud	Bhopal, Madya Pradesh, Inde	17-18 avril 2023	Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO à New Delhi, gouvernement de l'État du Madhya Pradesh (Inde)
Atelier international d'experts de l'UNESCO sur la mise en œuvre pilote des <i>Indicateurs Culture 2030</i> et des indicateurs de consolidation de la paix	En ligne	mai 2023	Centre du patrimoine mondial
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR du site de Palmyre (Syrie)	En ligne	Juin 2023	WHC/ARB
Atelier d'assistance technique en ligne sur l'élaboration du DSOCR de l'Ancienne ville de Bosra (Syrie)	En ligne	juin/juillet 2023	WHC/ARB
Forum des gestionnaires de sites du patrimoine mondial	En ligne et à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite	En ligne les 19 juin, 4 et 13 juillet 2023, en présentiel les 10-16 septembre 2023	Pays hôte, WHC/PSM, ICCROM.UICN Programme Leadership du patrimoine mondial
Forum des jeunes professionnels du patrimoine mondial	Riyad et Oasis d'Al-Ahsa, Royaume d'Arabie Saoudite	3-12 septembre 2023	Pays hôte et WHC/PSM
45 ^e session élargie du Comité du patrimoine mondial	Riyad, Royaume d'Arabie saoudite	10-25 septembre 2023	WHC/PSM
Deuxième atelier sur la documentation numérique pour le patrimoine mondial dans les États arabes - « Plongez dans le patrimoine »	Arabie saoudite	Septembre/octobre 2023	WHC/ARB

Réunion	Lieu	Dates	Contact / Responsable
5 ^e Conférence des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial	Mer des Wadden (Danemark, Pays-Bas, Allemagne)	6-9 octobre 2023 (à confirmer)	WHC/NHU
Réunion régionale sur le tourisme durable dans la région des États arabes	En ligne / Bahreïn	Novembre 2023	Centre du patrimoine mondial/ARB ; ARC-WH
24 ^e session de l'Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	22-23 novembre 2023 (à confirmer)	WHC/PSM
Réunion régionale pour les points focaux du patrimoine mondial dans les États arabes	Bahreïn	Décembre 2023	Centre du patrimoine mondial/ARB ; ARC-WH

RAPPORT SUR L'AUTORISATION D'UTILISATION DE L'EMBLÈME DU PATRIMOINE MONDIAL (mars 2021 - avril 2023)

Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial sont traitées par l'Unité Communication, Villes et Événements (CLT/CCE), conformément au Chapitre VIII des *Orientations* complété par le tableau d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial (Annexe 14), adopté par le Comité du patrimoine mondial à sa 39^e session.

En juillet 2021, la Division Communication et Engagement public (anciennement Division d'Information du public) a engagé une révision de la charte graphique du logo de l'UNESCO. Cette réforme a eu un impact sur le visuel du logo combiné UNESCO/Convention du patrimoine mondial et ses différentes déclinaisons. Par ailleurs, les logos spécifiques au site ont cessé d'exister et ont été remplacés par un logo générique, unique et applicable à l'ensemble des sites du patrimoine mondial du monde entier.

Par conséquent, entre le 1^{er} mars 2021 et le 28 avril 2023, la CLT/CCE a reçu et traité 426 demandes relatives aux logos du patrimoine mondial, comme suit :

- Jusqu'à juillet 2021, 6 demandes émanant de sites du patrimoine mondial ou des autorités nationales compétentes pour la création de leur logo du patrimoine mondial spécifique ;
- Puis, à compter de juillet 2021, 32 demandes pour la création du logo générique dans les différentes langues ;
- 3 demandes émanant des autorités nationales pour la création d'une version nationale de l'emblème du patrimoine mondial seul (remplacement du texte « Patrimonio Mundial » au-dessus de l'emblème par sa traduction dans les langues nationales) ;
- 22 demandes émanant des autorités nationales pour la création de leur logo du patrimoine mondial (patrimoine mondial en/au(x) [pays]) en plusieurs langues ;
- 19 demandes de gestionnaires de sites pour l'envoi du nouveau logo générique ;
- 193 demandes émanant d'entités gestionnaires de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour des conseils ou la validation de matériel contenant l'un des emblèmes combinés UNESCO/patrimoine mondial ;
- 33 demandes émanant de bureaux hors Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programmes de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 55 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 57 demandes refusées pour non-conformité avec les *Orientations*.

Par ailleurs, conformément aux *Orientations*, la CLT/CCE a également traité 14 cas de mauvais usage de l'emblème ou d'un logo combiné du patrimoine mondial :

- Copie et utilisation sans demande formelle préalable ni autorisation ;
- Modification pour créer un logo différent ;
- Association à des emblèmes locaux ;
- Utilisation pour des événements ou des activités non soutenus par le Centre du patrimoine mondial, etc.

Dans ces cas, les autorités nationales ont été informées et les entités responsables contactées et priées de retirer ces emblèmes non autorisés et/ou de les remplacer par l'emblème officiel autorisé, le cas échéant. Le service des affaires juridiques de l'UNESCO a été consulté au besoin.

Il est rappelé que l'emblème du patrimoine mondial a été notifié et accepté par les États membres de l'Union de Paris en vertu de l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et que les États parties à la Convention du patrimoine mondial, conformément aux *Orientations* devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que l'emblème du patrimoine mondial ne soit utilisé à des fins non admises par le Comité du patrimoine mondial.

Par ailleurs, le nom, l'acronyme et l'emblème de l'UNESCO ont également été notifiés et acceptés par les États membres de l'Union de Paris en vertu de l'article 6 ter de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et les États membres devraient, conformément aux Directives de 2007 concernant l'utilisation du nom, de l'acronyme, de l'emblème et des noms de domaine Internet de l'UNESCO, empêcher toute utilisation non autorisée du nom, de l'acronyme, de l'emblème et des noms de domaine Internet de l'UNESCO.

Les cas suivants ne sont pas rapportés dans ce document :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats ;
- Les usages faits par les centres de catégorie 2 de leurs propres logos, sauf demandes d'utilisation d'autres logos du patrimoine mondial ;
- Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial accordées directement par les commissions nationales ou les référents nationaux.

Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des États parties) nécessitent et ont obtenu l'accord préalable des États parties concernés.

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Australie	L'Autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail	28/09/2021	Blocs de signature de l'Autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail destinés au site internet et au courrier électronique pour la 40 ^e année	Emblème du patrimoine mondial seul	
Australie	Forêts humides Gondwana	13/05/2021	Panneau visant à informer le public sur la grenouille barrée de Fleay	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Australie	Département de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement	12/05/2022	Panneaux de déclaration d'entrée dans Purnululu	Emblème du patrimoine mondial seul	
Bahreïn	Autorité de Bahreïn pour la Culture et les Antiquités	11/04/2023	Panneaux routiers pour Qa'at Al Bahrain	Emblème du patrimoine mondial seul	
Bénin	Palais royaux d'Abomey	05/12/2021	Site internet du bien du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
Canada	Parc national de Miguasha	13/04/2023	Annonce du Parc dans un journal	Emblème du patrimoine mondial seul	
Chine	Géoparc mondial du Mont Huangshan	09/11/2021	Souvenirs promotionnels gratuits	Logo combiné Patrimoine mondial/MAB/Géoparcs	Coordination par le DPI
Croatie	Ville de Zadar	12/04/2021	Nouveaux panneaux à l'entrée de la ville, relatifs aux Ouvrages de défense vénitiens entre les XVI ^e et XVII ^e siècles	Emblème du patrimoine mondial seul	
République tchèque	Institut national du patrimoine de la République tchèque	12/09/2022	Publication d'un livre sur les sites du patrimoine mondial en République tchèque	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
France	Conseil départemental du Puy-de-Dôme	03/12/2021	Révision et harmonisation de la signalisation du Haut lieu tectonique Chaîne des Puys - faille de Limagne	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Vichy	19/05/2022	Panneaux de signalisation	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Éditions French Flowers	12/10/2022	Livre dédié à la ville d'Orléans	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Éditions Hatier/Éditions Didier	09/11/2022	Livre scolaire, méthode d'apprentissage de l'espagnol	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Grandes villes d'eaux d'Europe - Vichy	02/12/2022	Signalisation piétonne à Vichy	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	L'œuvre architecturale de Le Corbusier, une contribution exceptionnelle au Mouvement Moderne	05/12/2022	Carte des éléments inscrits en France	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Service musée Savoisien	18/01/2023	Page consacrée aux habitations préhistoriques sur pilotis dans les Alpes sur le site internet du musée	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Nancy	30/01/2023	Signalisation piétonne à Nancy	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
France	Conseil départemental de la Manche	13/03/2023	Carte de la région	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Nancy	14/04/2023	Campagne de communication sur le 40 ^e anniversaire de l'inscription du site sur la Liste	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Aéroport Nice Côte d'Azur	14/04/2023	Campagne de communication sur la Côte d'Azur	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Cité des Climats de Bourgogne	19/04/2023	Panneau d'information dans la future Cité des Climats et vins de Bourgogne	Emblème du patrimoine mondial seul	
Italie	Association Beni Italiani	15/03/2023	Publication pour le 25 ^e anniversaire de l'association	Emblème du patrimoine mondial seul	
Japon	L'Université de Kyushu	29/09/2021	Page web de sensibilisation du grand public au patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
Japon	Commission nationale	15/02/2022	Page web	Emblème du patrimoine mondial seul	
Kazakhstan	Centre des programmes éducatifs	09/07/2021	Manuel scolaire de géographie de 10 ^e année	Emblème du patrimoine mondial seul	Accordé par le DPI

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Lituanie	Commission nationale	11/04/2022	Renouvellement des panneaux routiers	Emblème du patrimoine mondial seul Ou Logo générique	Aucune information sur le logo choisi
Luxembourg	Ministère de la Culture	18/01/2022	Brochure de sensibilisation au patrimoine mondial du Grand-Duché	Emblème du patrimoine mondial seul	
Maroc	3 ministères	22/02/2022	Événement lié au patrimoine mondial qui aura lieu à l'occasion de la visite du DG au Maroc	« En coopération avec la Convention du patrimoine mondial »	
Monténégro	Organisation nationale du Tourisme	07/07/2021	Site internet du Parc national de Durmitor	Emblème du patrimoine mondial seul	
Norvège	Patrimoine industriel de Rjukan-Notodden	20/05/2021	Livre numérique sur le site du patrimoine mondial, en réponse à la pandémie de Covid-19, distribué gratuitement aux étudiants	« Convention du patrimoine mondial »	Pour illustrer un message transmis par la Directrice du Centre du patrimoine mondial
Pologne	Institut national du patrimoine culturel polonais, institution rattachée au Ministère de la culture, du patrimoine national et du sport	10/06/2021	Internet et les réseaux sociaux, comme Instagram	Emblème du patrimoine mondial seul	
Pologne	Commission nationale	02/09/2022	Panneau routier pour Cracovie	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Roumanie		26/05/2021	Émission philatélique commémorative	UNESCO/Emblème du patrimoine mondial	Logo spécial fourni par le CPE
Sainte-Lucie	Zone de gestion des Pitons	25/03/2021	Emblème du patrimoine mondial intégré à la conception des tickets pour la tombola annuelle en faveur de la conservation de la ZGP	Emblème du patrimoine mondial seul	Aucune confirmation de la finalisation du projet
Slovaquie	Ministère des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque	9/22	L'emblème du patrimoine mondial fait partie de la conception du logo du 30e anniversaire de l'inscription de Vlkolínec	Emblème du patrimoine mondial seul	
Afrique du Sud	Pearson South Africa (maison d'édition dans le domaine de l'éducation)	11/07/2022	« Spot On Tourism Grade 10 Learner's Book »	Emblème du patrimoine mondial seul	
Afrique du Sud	Université du Cap	27 septembre 2022	Actes de la Conférence Patrimoine moderne de l'Afrique (MOHOA)	« Avec le soutien de la Convention du patrimoine mondial »	
Suède	Domaine royal de Drottningholm	05/10/2021	Panneau d'information	Emblème du patrimoine mondial seul	
Thaïlande	Département des parcs nationaux, de la conservation de la faune et des plantes	08/09/2021	Signalisation des sentiers de nature dans le complexe forestier de Dong Phrayayen - Khao Yai	Emblème du patrimoine mondial seul	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Saltaire	22/04/2021	20 ^e anniversaire du site du patrimoine mondial de Saltaire	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Autorités locales de Caernarfon, l'un des châteaux forts et enceintes du roi Édouard I ^{er} dans l'ancienne principauté de Gwynedd	04/10/2021	panneaux de signalisation	Emblème du patrimoine mondial seul	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Cambridge University Press	31/03/2022	La nouvelle édition d'AS & A Level Travel and Tourism s'adresse aux élèves de 16 à 18 ans des lycées internationaux	Emblème du patrimoine mondial seul	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Jardins de Kew	06/02/2023	Renouvellement des panneaux d'information aux portes d'entrée des visiteurs	Emblème du patrimoine mondial seul	

Autres entités :

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
	Fonds pour le patrimoine mondial africain	13/09/2021	Conférence du Cap Sur les patrimoines modernes de l'Afrique	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
	Fonds pour le patrimoine mondial africain	30/04/2021	Webinaire consacré à la Journée du patrimoine mondial africain	Convention du patrimoine mondial	Co-organisée avec le Centre du patrimoine mondial
	Better World	25/11/2022	Partenariat pour l'Initiative du volontariat	Convention du patrimoine mondial	Co-organisée avec le Centre du patrimoine mondial

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
	Cambridge University Press	15/09/2021	La nouvelle édition d'AS & A Level Travel and Tourism s'adresse aux élèves de 16 à 18 ans des lycées internationaux	Emblème du patrimoine mondial seul	
	Éditions Hatier	13/01/2022	Manuel scolaire de géographie (élèves de 13-14 ans)	Emblème du patrimoine mondial seul	
	ICHCAP (Centre de catégorie 2)	05/11/2021	Chapitres consacrés au patrimoine mondial dans un MOOC sur le patrimoine vivant et le développement durable	« Convention du patrimoine mondial »	
	ICOMOS	19/04/2021	Réunion d'experts co-parrainée	« Convention du patrimoine mondial »	
	ONG Ripple Africa	21/12/2021	Vidéo consacrée à un projet de conservation des poissons sur le site du patrimoine mondial du Parc national du lac Malawi	« Convention du patrimoine mondial »	Mise en œuvre d'un accord de partenariat avec le Centre du patrimoine mondial
	Union pour la Méditerranée (UpM)	09/04/2021	Webinaire « Villes euro-méditerranéennes à l'ère post-pandémique »	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
	PNUD Botswana	26/03/2021	Initiative COMPACT dans le Delta de l'Okavango	« En partenariat avec le Centre du patrimoine mondial »	
	Administration postale des Nations unies	03/06/2022	Timbres sur Les grandes villes thermales d'Europe	Emblème du patrimoine mondial seul	

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Commentaires
	UNPSI et WWF	07/10/2019	Publication sur l'engagement du secteur des assurances en faveur du patrimoine mondial	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial » (couverture) + « Convention du patrimoine mondial » (page consacrée à la Convention) + « Centre du patrimoine mondial » (page consacrée au Centre)	
	Zee Agency	26/09/2019	Site Internet et réseaux sociaux consacrés aux partenaires	« Centre du patrimoine mondial »	Agence de communication ayant travaillé avec le Programme marin du patrimoine mondial

Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie des Partenariats pour la conservation (PACTe) en soumettant à chaque session ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le **Tableau 1** présente la liste des partenariats en cours en mai 2023 entre le Centre du patrimoine mondial, le secteur privé et des fondations, établis conformément à la stratégie PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session en 2013 et au cadre réglementaire de l'initiative PACTe.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique des noms des partenaires, une description, les fonds reçus du 1 janvier 2021 au 1 mai 2023 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques pertinents (les « 5 C ») et aux domaines de coopération bénéficiant de ce partenariat.

Le tableau indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, si le partenariat est nouveau, s'il a été renouvelé depuis la dernière session du Comité, si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité ou si le partenariat a pris fin depuis le dernier rapport soumis au Comité.

Le **Tableau 2** présente les partenariats envisagés qui sont actuellement en cours de discussion ou qui font l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

Tableau 1 - Inventaire des partenariats du patrimoine mondial en cours en mai 2023 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
1	<p>Better World</p> <p>Better World est le coordinateur régional pour l'Asie de l'Initiative de Volontariat pour le patrimoine mondial</p> <p>Non financier</p>	<p>EN COURS</p>	<p>Sensibilisation des jeunes, des volontaires, des communautés locales et des autorités concernées à la nécessité de protéger et promouvoir le patrimoine mondial ;</p> <p>Participation des jeunes à la préservation du patrimoine mondial dans le cadre de projets concrets sur des sites ;</p> <p>Renforcement de l'autonomie des jeunes en leur permettant d'acquérir des techniques de base de préservation et de conservation et renforcement de leurs capacités en tant que futurs décideurs et citoyens actifs du monde.</p>	<p>Activités concrètes de préservation et campagnes de sensibilisation sur des sites du patrimoine mondial avec la participation de jeunes volontaires locaux et internationaux</p>	<p>Documentation sur le projet.</p>	<p>Accord de partenariat signé en janvier 2023.</p> <p>Fin : 31 décembre 2025</p>	<p>Compte tenu de la progression de l'Initiative WHV de l'UNESCO au cours de la dernière décennie et de son évolution en un programme axé sur jeunes, Better World est conjointement responsable de la promotion de l'Initiative, de l'assistance aux organisations participantes et de l'évaluation de leurs chantiers d'activités en tant que coordinateur mondial de l'Initiative.</p>	<p>Jeunesse/Éducation</p> <p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Patrimoine culturel et naturel mondial</p> <p>Développement durable</p> <p>Communautés</p>
2	<p>Ville de Nanjing, Chine</p> <p>« Le patrimoine et la ville : promotion de villes durables, sûres et résilientes grâce à la protection et à la conservation du patrimoine urbain, culturel et naturel, dans les villes »</p> <p>750 000 dollars des États-Unis</p>	<p>TERMINÉ</p>	<p>Développement des connaissances et partage d'informations et de connaissances sur l'amélioration de la conservation et la promotion du développement urbain durable dans l'objectif de renforcer le lien entre patrimoine et ville.</p>	<p>Recherches, documentation et collecte de plus de 50 études de cas sur les bonnes pratiques en matière de conservation du patrimoine urbain dans le cadre du développement durable ; plus de 10 ateliers internationaux d'experts ; 16 Dialogues avec les gestionnaires de sites dans</p>	<p>Aucun emblème n'a été communiqué</p>	<p>Accord de partenariat signé le 15 mai 2013</p> <p>Fin : septembre 2022</p>	<p>Soutien pour la mise en œuvre internationale de la Recommandation de 2011 de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique, des Indicateurs Culturels 2030 et du Programme des villes du patrimoine mondial</p>	<p>Renforcement global des connaissances, sensibilisation, élaboration de recommandations et de politiques en matière de conservation et de gestion du patrimoine urbain et leur intégration</p>

¹ Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (chaque ressource comportant le nom et les emblèmes de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial sera notamment soumise à l'approbation du Centre du patrimoine mondial et, si nécessaire, de l'PAX)

² Tous les accords sont disponibles sur le site Internet du Centre du patrimoine mondial <http://whc.unesco.org/fr/agreements> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1er mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
				les 5 régions ; contribution à l'élaboration des Indicateurs Culturels 2030 pour mesurer la culture dans le Programme 2030 pour les zones urbaines ; élaboration de l'atlas urbain ; deuxième enquête auprès de l'État membre et rapport de synthèse sur la mise en œuvre de la Recommandation de 2011 de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique				aux actions de développement urbain durable
3	<p>China Youth Development Foundation - Fonds Mercedes-Benz-Star, Chine</p> <p>Conservation et gestion des sites chinois du patrimoine mondial.</p> <p>1 760 000 dollars des États-Unis (2021-2024)</p> <p>Coordination et mise en œuvre par le bureau de Beijing avec le soutien du siège.</p>	<p>EN COURS</p> <p>626 665 dollars reçus en juin 2021</p> <p>446 694 dollars des États-Unis reçus en mai 2022</p> <p>654 355 dollars des États-Unis reçus en avril 2023</p>	<p>Amélioration des moyens de subsistance durables sur les sites du patrimoine mondial, en mettant l'accent sur l'égalité des genres : La participation des jeunes est renforcée par l'éducation au patrimoine et l'activité de communication « Heritage So Young » ; les partenariats multisectoriels sont renforcés par l'échange culturel et le partage des bonnes pratiques</p>	<p>8 779 personnes (dont 56 % de femmes) ont bénéficié directement du projet et plus de 50 000 personnes ont été sensibilisées dans le cadre de plus de 60 activités et événements ; 4 sites du patrimoine mondial ont renforcé leurs capacités en matière de culture et de développement durable ; des jeunes de 12 universités chinoises ont participé aux activités du projet ;</p> <p>Série de webinaires organisée pour célébrer le 50^e anniversaire de l'adoption de la Convention du patrimoine mondial de 1972 ;</p>	<p>Sur tous les supports de communication du projet.</p>	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>5^e amendement à l'Accord de projet signé en mai 2021.</p> <p>Début : juillet 2021</p> <p>Fin : Juin 2024</p>	<p>L'évaluation externe est prévue du mois de mars au mois de mai 2024, et les rapports doivent être diffusés au siège et aux principales parties prenantes.</p>	<p>Conservation</p> <p>Communautés</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communication</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1er mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
				Plus de 540 000 vues des vidéos du projet postées sur les médias sociaux				
4	<p>Comité de coordination du service volontaire international (CCSVI)</p> <p>Le CCSVI est responsable de la coordination mondiale de l'Initiative de Volontariat pour le patrimoine mondial (WHV) et est également le coordinateur régional pour l'Afrique, les États arabes, l'Europe et l'Amérique du Nord ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes</p> <p>Non financier</p>	TERMINÉ	<p>Sensibilisation des jeunes, des volontaires, des communautés locales et des autorités concernées à la nécessité de protéger et promouvoir le patrimoine mondial ;</p> <p>Participation des jeunes à la préservation du patrimoine mondial dans le cadre de projets concrets sur des sites ;</p> <p>Renforcement de l'autonomie des jeunes en leur permettant d'acquérir des techniques de base de préservation et de conservation et renforcement de leurs capacités en tant que futurs décideurs et citoyens actifs du monde.</p>	Activités concrètes de préservation et campagnes de sensibilisation sur des sites du patrimoine mondial avec la participation de jeunes volontaires locaux et internationaux	Documentation sur le projet.	<p>Accord de partenariat signé en mai 2021</p> <p>Fin : Décembre 2022</p>	Compte tenu de la progression de l'Initiative WHV de l'UNESCO au cours de la dernière décennie et de son évolution en un programme axé sur jeunes, le CCSVI est conjointement responsable de la promotion de l'Initiative, de l'assistance aux organisations participantes et de l'évaluation de leurs chantiers d'activités en tant que coordinateur mondial et régional pour l'Afrique, les États arabes, l'Europe et l'Amérique du Nord ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes.	<p>Jeunesse/Éducation</p> <p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Patrimoine culturel et naturel mondial</p> <p>Développement durable</p> <p>Communautés</p>
5	<p>Expedia, États-Unis</p> <p>Partenariat stratégique avec l'une des principales agences de voyages en ligne pour préparer un Engagement en faveur du tourisme durable destiné à encourager les entreprises touristiques locales des principales destinations touristiques à soutenir le tourisme durable associé à la sauvegarde du patrimoine et</p>	TERMINÉ	<p>Les entreprises de voyages s'engagent publiquement pour des pratiques durables dans le cadre de l'Engagement de l'UNESCO en faveur du voyage durable. L'Engagement de l'UNESCO a pour but d'inspirer et d'encourager les entreprises de voyages locales, de soutenir le développement durable, de sauvegarder le patrimoine et de soutenir les communautés, dans le cadre des Objectifs de développement</p>	<p>Site internet mondial consacré à l'Engagement de l'UNESCO. Activités de marketing et de promotion de l'engagement en partenariat avec Expedia.</p> <p>Cours en ligne ouvert à tous (MOOC) sur la réduction des plastiques à usage unique dans le secteur hôtelier.</p>	<p>Site internet dédié à l'Engagement de l'UNESCO et documents promotionnels connexes.</p> <p>Certificat en ligne adressé après la</p>	<p>Accord signé en octobre 2019.</p> <p>Fin : Juin 2022</p>	<p>Compilation et publication des études de cas correspondantes.</p> <p>L'engagement est soutenu par les principales chaînes hôtelières et organisations de gestion des destinations, notamment Accor, Iberostar, Banyan Tree Group, Melia Hotels, THB Hotels, Universal Hotels, Helios Hotels, Mantra Group, EU Ecolabel, Atout</p>	<p>Tourisme durable</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
	aux Objectifs de développement durable. 300 000 dollars EU		durable (ODD) adoptés à l'échelle internationale. Les signataires de l'Engagement se verront remettre un certificat Engagement de l'UNESCO en faveur du voyage durable, à afficher en ligne et sur place, afin de permettre aux voyageurs d'identifier les hébergements qui s'engagent à améliorer leur durabilité. Extension du projet « Routes du patrimoine mondial Bouddha » de façon à inclure deux sites situés en Thaïlande.	Études de cas sur les bonnes pratiques Atelier de renforcement des capacités et plate-forme de marketing de contenu créée pour la Ville historique de Sukhothāi et les villes historiques associées	signature de l'Engagement. Plateforme web consacrée au projet Routes du patrimoine mondial		France, Despegar et NH Hotels, soit un total de près de 10 000 établissements hôteliers qui ont signé l'engagement de l'UNESCO à ce jour.	
6	Felissimo Corporation, Japon Patrimoine mondial, communautés et créativité (Neo Tribute 21) 222 700 dollars des États-Unis (de 2022 à 2023) et la contribution de parties de la vente d'assiettes artistiques	Accord PERMANENT et NOUVEL accord en cours de discussion 222 700 dollars des États-Unis	Participation et autonomisation des communautés locales sur les sites du patrimoine mondial grâce à des projets novateurs visant à accroître les moyens de subsistance en Asie et en Afrique et à soutenir le travail de sensibilisation à l'occasion du 50 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial	En 2022, Felissimo a versé 222 700 dollars des États-Unis pour couvrir les activités de partenariat en Asie, en Afrique et pour le 50 ^e anniversaire de la Convention	Sur les sites internet respectifs et dans la documentation sur le partenariat	La lettre de contribution a été signée en septembre 2022 et le nouvel accord pour la réception de parties des produits de la vente est en cours de préparation	Le financement et l'expertise fournis par Felissimo contribuent à accroître les opportunités pour les communautés du patrimoine mondial concernées d'acquérir des compétences dans la conceptualisation et la concrétisation de projets innovants entre les sites du patrimoine mondial et les communautés locales	Jeunesse/Éducation Conservation Renforcement des capacités Patrimoine mondial culturel Développement durable Communautés

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
7	<p>Fondation Franz Weber, Suisse</p> <p>La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>750 000 dollars des États-Unis (de 2013 à 2018)</p> <p>110 000 dollars des États-Unis (prévu pour 2023)</p>	<p>NOUVEL accord en discussion</p>	<p>Amélioration du Fonds de réponse rapide grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence sur les sites du patrimoine naturel).</p>	<p>D'août 2021 à mai 2023, le RRF a fourni 200 000 dollars des États-Unis pour répondre à des situations d'urgence dans 4 sites en Afrique (Complexe W-Arly-Pendjari, Parc national/Forêt naturelle du Mont Kenya, Parc national des Virunga et Parc national du Simien)</p>	<p>Sur les sites Internet respectifs et les documents concernant le projet.</p>	<p>Lettre de contribution en cours de préparation</p>	<p>Le financement fourni par la Fondation Franz Weber a contribué à augmenter le portefeuille de subventions du Fonds de réponse rapide pour atténuer les situations de catastrophe et d'urgence dans les sites du patrimoine mondial naturel.</p>	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p>
8	<p>Fondation Iris, France</p> <p>La Fondation Iris soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>149 800 dollars des États-Unis (de 2019 à 2020)</p> <p>59 709 dollars des États-Unis (pour 2022)</p>	<p>EN COURS</p> <p>59 709 dollars des États-Unis</p>	<p>Amélioration du Fonds de réponse rapide grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence sur les sites du patrimoine naturel).</p>	<p>D'août 2021 à mai 2023, le RRF a fourni 200 000 dollars des États-Unis pour répondre à des situations d'urgence dans 4 sites en Afrique (Complexe W-Arly-Pendjari, Parc national/Forêt naturelle du Mont Kenya, Parc national des Virunga et Parc national du Simien)</p>	<p>Sur les sites Internet respectifs et les documents concernant le projet.</p>	<p>Lettre de contribution signée au quatrième trimestre 2021</p> <p>En cours de préparation</p>	<p>Le financement fourni par la Fondation Iris contribuera à augmenter le portefeuille de subventions du Fonds de réponse rapide pour atténuer les situations de catastrophe et d'urgence dans les sites du patrimoine mondial naturel.</p>	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p>
9	<p>Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)</p> <p>Le projet vise à promouvoir le tourisme durable et l'engagement du secteur privé en faveur du développement inclusif des communautés en réponse à la crise de la COVID-19.</p> <p>2 000 000 euros (18 mois)</p>	<p>TERMINÉ</p> <p>2 000 000 EUR</p>	<p>Parties prenantes des secteurs du tourisme et du patrimoine œuvrant ensemble à l'accroissement de la résilience et au soutien de la durabilité à long terme par l'adaptation des systèmes de gestion, l'amélioration du développement de produits et l'amélioration de l'expérience des visiteurs dans l'après-COVID-19.</p>	<p>Promotion du tourisme durable dans les destinations du patrimoine mondial à travers le développement de l'Engagement de l'UNESCO en faveur du voyage durable.</p> <p>Création de possibilités d'emploi à court terme pour les jeunes travailleurs du secteur de l'hôtellerie par l'application de</p>	<p>Sur les sites Internet respectifs et les documents concernant le projet.</p>	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : Mars 2021</p> <p>Fin : Décembre 2022</p>	<p>Le projet était mis en œuvre dans sept pays et dix communautés du patrimoine mondial : Cambodge (Angkor Wat), Indonésie (Yogyakarta), Vietnam (Trang An et Hôi An), Bosnie-Herzégovine (Mostar), Géorgie (Forêts pluviales et zones humides de Colchide), Kenya (Fort Jésus et Ville de Lamu) et Namibie (Erg du Namib et Twyfelfontein).</p>	<p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p> <p>Patrimoine mondial</p> <p>Développement durable</p> <p>Communautés</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
				<p>programmes « Espèces contre travail » pour la sauvegarde du patrimoine mondial et interventions de maintenance dans certains biens du patrimoine mondial.</p> <p>Amélioration de la formation et renforcement des capacités dans les secteurs du guidage touristique et de l'artisanat avec une attention particulière portée aux femmes par la mise en place de programmes de micro-accréditation.</p>				
10	<p>Google Inc., États-Unis</p> <p>Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial.</p> <p>Non financier</p>	<p>EN COURS</p> <p>(Reconduction tacite tous les ans)</p>	<p>Aider à diffuser le message sur la préservation du patrimoine mondial et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.</p>	<p>Le partenariat propose des visites virtuelles de sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Sur la plateforme Google Arts & Culture</p>	<p>Accord de licence</p> <p>Début : 29 mai 2012</p>	<p>Des discussions sont en cours en vue d'étendre ce partenariat et d'en renforcer les bénéfices pour le patrimoine mondial.</p>	<p>Communication</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
11	<p>Great Barrier Reef Foundation, Australie</p> <p>Renforcer la résilience face au changement climatique des récifs coralliens dans les sites marins du patrimoine mondial de l'UNESCO</p> <p>668 573 dollars des États-Unis (901 525 dollars australiens) (6 ans)</p>	<p>EN COURS</p> <p>578 743 dollars des États-Unis</p>	<p>Amélioration des connaissances et de la compréhension au sein du réseau du patrimoine mondial marin pour renforcer la résilience face au changement climatique dans les sites marins du patrimoine mondial.</p>	<p>Partage des connaissances issues de l'Initiative de résilience face aux changements climatiques sur les quatre sites marins du patrimoine mondial pilotes avec le réseau du patrimoine mondial marin et la communauté des aires marines protégées au sens large.</p> <p>Recrutement de responsables en chef de la résilience pour la Nouvelle-Calédonie, la Côte de Ningaloo, le Belize et les Palaos.</p>	<p>Documentation sur le projet.</p>	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : septembre 2019</p> <p>Fin : Juin 2024</p>	<p>Le premier projet d'adaptation au changement climatique, d'un montant de 10,5 millions de dollars EU (14 millions de dollars australien), a été lancé en 2018 lors de la conférence « Our Ocean » à Bali, en Indonésie. Des discussions sont en cours pour recueillir des ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires afin d'ajouter d'autres sites marins au projet.</p> <p>Les gestionnaires de sites apprécient particulièrement le soutien apporté, sur le terrain, aux équipes de gestion locales.</p>	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p> <p>Communication</p>
12	<p>GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande</p> <p>Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial.</p> <p>Our Place fournit des photos pour les galeries du site Internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés.</p> <p>Non financier</p>	<p>RENOUVELÉ</p>	<p>Banque de photos enrichie et sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour contribuer à faire connaître les efforts de conservation et le message du PM.</p> <p>Our Place fournit au Centre du patrimoine mondial des photos haute résolution des sites du patrimoine mondial, à des fins de promotion et de communication.</p>	<p>Sur le site Internet et dans des expositions organisées par Our Place et présentant des images du patrimoine mondial.</p>	<p>Nouvel accord signé en février 2022, pour une durée de 5 ans.</p>	<p>Our Place a photographié plus de 400 sites du patrimoine mondial dans 100 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du patrimoine mondial aux droits exclusifs.</p> <p>Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Communication</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1er mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
13	<p>Kobi Graphis, Japon</p> <p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Contribution annuelle de 60 000 dollars des États-Unis jusqu'en 2021 et de 100 000 dollars des États-Unis à partir de 2022 + royalties.</p>	<p>EN COURS</p> <p>260 000 \$</p> <p>+ 6 500 dollars des États-Unis</p> <p>(royalties en 2021 - 2022)</p>	<p>Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.</p>	<p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Calendrier vendu par les circuits de distribution de Panasonic.</p>	<p>Calendrier.</p>	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial</p> <p>Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendements.</p> <p>Début : 1996</p> <p>Fin : mai 2023</p>	<p>Ce calendrier a contribué à sensibiliser le public aux sites du patrimoine mondial</p>	<p>Communication</p>
14	<p>National Tokens</p> <p>Élaboration d'un programme de pièces souvenirs du patrimoine mondial</p>	<p>EN COURS</p> <p>20 667,50 euros</p>	<p>Sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial</p> <p>Renforcement d'une identité visuelle commune pour les sites du patrimoine mondial participant au programme</p> <p>Collecte de fonds grâce à une collection de pièces</p>	<p>Collection de pièces destinées à être vendues sur les sites du patrimoine mondial</p>	<p>Sur les supports de communication, le site Internet et les pièces</p>	<p>Accord de partenariat signé en avril 2019</p> <p>Fin : Décembre 2023</p>	<p>Les recettes sont partagées entre le Fonds du patrimoine mondial (30 %), les sites du patrimoine mondial (30 %) et le partenaire de mise en œuvre (40 %) (National Tokens).</p>	<p>Communication</p>
15	<p>Phoenix TV</p> <p>Retransmission en direct à partir d'un site du patrimoine mondial en Chine</p> <p>Échange de connaissances dans le cadre du 50^e anniversaire de la convention de 1972</p> <p>500 000 dollars des États-Unis pour la période 2021-2023</p>	<p>EN COURS</p> <p>500 000 dollars des États-Unis reçus en 2021</p>	<p>Sensibiliser le public au niveau national et international, les communautés locales, les experts du patrimoine et les autorités compétentes à la nécessité de protéger et promouvoir le patrimoine mondial face aux menaces croissantes</p> <p>Impliquer les membres de la communauté dans les discussions de haut niveau sur la préservation du patrimoine mondial</p>	<p>Programme télévisé long format diffusé en direct et en multimédia à partir d'un site du patrimoine mondial en République populaire de Chine</p> <p>Table ronde avec divers intervenants</p> <p>Campagnes de sensibilisation sur les principaux réseaux sociaux et plateformes en ligne</p>	<p>Pendant la retransmission en direct</p> <p>Vidéos préenregistrées</p> <p>Documentation en ligne et hors ligne sur le projet</p> <p>Contenus sur les réseaux sociaux</p>	<p>Contrat de partenariat signé en octobre 2021</p>	<p>La retransmission en direct devrait toucher des millions de personnes en République populaire de Chine et au-delà, contribuant à sensibiliser le grand public.</p> <p>Le financement apporté par Phoenix TV contribue également à l'échange de connaissances et facilite la participation de la communauté</p>	<p>Communication</p> <p>Développement et échange des connaissances</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Communautés</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1er mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
	Coordination et mise en œuvre par le siège et le Bureau de l'UNESCO à Beijing		<p>Encourager le public à reconnaître le caractère inclusif de l'écosystème du patrimoine, et notamment les pratiques du patrimoine vivant sur les biens du patrimoine mondial</p> <p>Contribuer à encourager les échanges de connaissances au niveau national et régional par le dialogue, dans la sphère publique comme en interne</p> <p>Accroître l'intérêt et l'engagement parmi les experts nationaux et régionaux du patrimoine afin de promouvoir la résilience et l'innovation dans les sites du patrimoine mondial</p>					
16	<p>Seabourn, États-Unis</p> <p>Phase 2 : Partenariat stratégique avec un croisiériste de luxe, axé sur la sensibilisation à la conservation du patrimoine et au tourisme durable, en mobilisant des ressources durables pour la conservation à long terme du patrimoine mondial.</p> <p>459587 dollars EU</p>	<p>EN COURS</p> <p>141 665 dollars des États-Unis</p>	<p>Sensibilisation accrue et soutien à la protection et à la sauvegarde des biens du patrimoine et du patrimoine mondial, ainsi qu'au développement durable du tourisme par un groupe d'acteurs influent ;</p> <p>Efficacité démontrée de la préservation de la valeur culturelle et naturelle des sites du patrimoine mondial, avec des activités de renforcement des capacités destinées aux gestionnaires de sites et autres acteurs ;</p> <p>Renforcement de l'implication des groupes d'acteurs clés au moyen d'un programme incitatif visant à impliquer les communautés locales et le secteur privé du tourisme présent dans et autour des biens du patrimoine mondial.</p>	<p>Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement de la sensibilisation des acteurs clés avec des activités de communication ciblées.</p> <p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites avec des activités de renforcement des capacités des réseaux transnationaux.</p>	<p>Site Internet et clips vidéo.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée expliquant la Convention du patrimoine mondial</p>	<p>Accord-cadre révisé pour la phase 2 signé en juillet 2019</p> <p>Entrée en vigueur : janvier 2020</p> <p>Résiliation décembre 2024</p>	<p>Le partenariat avec Seabourn a démontré qu'il était possible de sensibiliser et de mobiliser les voyageurs avec un partenaire du secteur privé.</p> <p>Ce soutien a permis au Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable de l'UNESCO de mettre en œuvre son plan d'action et d'obtenir un financement supplémentaire de la Commission européenne de 3 millions d'euros.</p>	<p>Tourisme durable</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
17	<p>The Explorers</p> <p>Accès à des vidéos et images des sites du patrimoine mondial en haute définition</p> <p>Non financier</p>	<p>EN COURS</p>	<p>Banque de photos et de vidéos enrichie à destination de l'UNESCO et sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.</p>	<p>The Explorers et son équipe contribuent à la documentation, la préservation et la transmission des sites du patrimoine culturel et naturel</p> <p>The Explorers fournit au Centre du patrimoine mondial des vidéos en qualité 4K/8K des sites du patrimoine mondial, à des fins de promotion et de communication.</p>	<p>Sur le site internet</p>	<p>Lettre d'intention signée en mai 2021</p>	<p>Accessibilité à cette base de données d'images pour l'UNESCO.</p>	<p>Communication</p>
18	<p>TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon</p> <p>Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS.</p> <p>Depuis 2006 40 000 dollars des États-Unis (par an)</p>	<p>EN COURS (reconduction tacite tous les ans)</p> <p>80 000 dollars des États-Unis</p>	<p>Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.</p>	<p>670 films ont été produits.</p> <p>50 vidéos courtes ont été fournies à l'UNESCO pour le 50^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial</p>	<p>Sur les documentaires et les brochures du projet.</p>	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial. Accord avec la FNUAJ en 1996.</p> <p>Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006.</p>	<p>Audience mondiale.</p> <p>Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 40 millions de téléspectateurs</p>	<p>Communication</p>
19	<p>ZDF, Allemagne</p> <p>Production d'une série télévisée sur les sites du patrimoine mondial et les problèmes de conservation.</p> <p>200 000 euros (2 ans) – Première série</p> <p>150 000 euros (3 ans, 2021-2023) – Deuxième série</p>	<p>EN COURS</p> <p>EUR 75 000 (2021)</p> <p>EUR 37 500 (2022)</p>	<p>Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.</p>	<p>50 sites du patrimoine mondial seront filmés dans plus de 20 pays du monde.</p>	<p>Dans les documentaires.</p>	<p>Accord de partenariat signé en avril 2018</p> <p>Prolongation de 3 ans signée en décembre 2020</p> <p>Fin : 31 décembre 2023</p>	<p>Audience mondiale.</p> <p>Audience estimée par documentaire : 10 millions de téléspectateurs</p>	<p>Communication</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus du 1er janvier 2021 au 1 ^{er} mai 2023 (en dollars des États-Unis ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ¹	Accords signés ²	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés

Tableau 2 - Inventaire des partenariats du patrimoine mondial envisagés en mai 2023 (par ordre alphabétique)

N°	Partenaire	Description
1	Nature Facility Initiative Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et Multi-Partner Trust Fund Office (MPTFO) avec un financement de Cartier for Nature	<p>Objectif principal : arrêter et inverser la dégradation de certains sites naturels du patrimoine mondial.</p> <p>Initiative Nature Facility est conçue pour se concentrer sur le financement de solutions positives pour la nature qui soutiennent la restauration et la protection des écosystèmes sur les sites naturels du patrimoine mondial et qui mettent l'accent sur la valeur des écosystèmes dans les PMA et les PEID. L'assistance financière sera fournie par le mécanisme afin de permettre un financement mixte pour ces sites du patrimoine mondial, combinant des fonds publics, philanthropiques et privés dans le but de mobiliser des capitaux supplémentaires et d'améliorer l'attrait des projets pour les investisseurs privés.</p> <p>En outre, Initiative Nature Facility encouragera les mécanismes de financement innovants, tels que les crédits biodiversité, les obligations vertes, les échanges dette-nature, la finance carbone, les outils fiscaux et les paiements des services écosystémiques.</p>